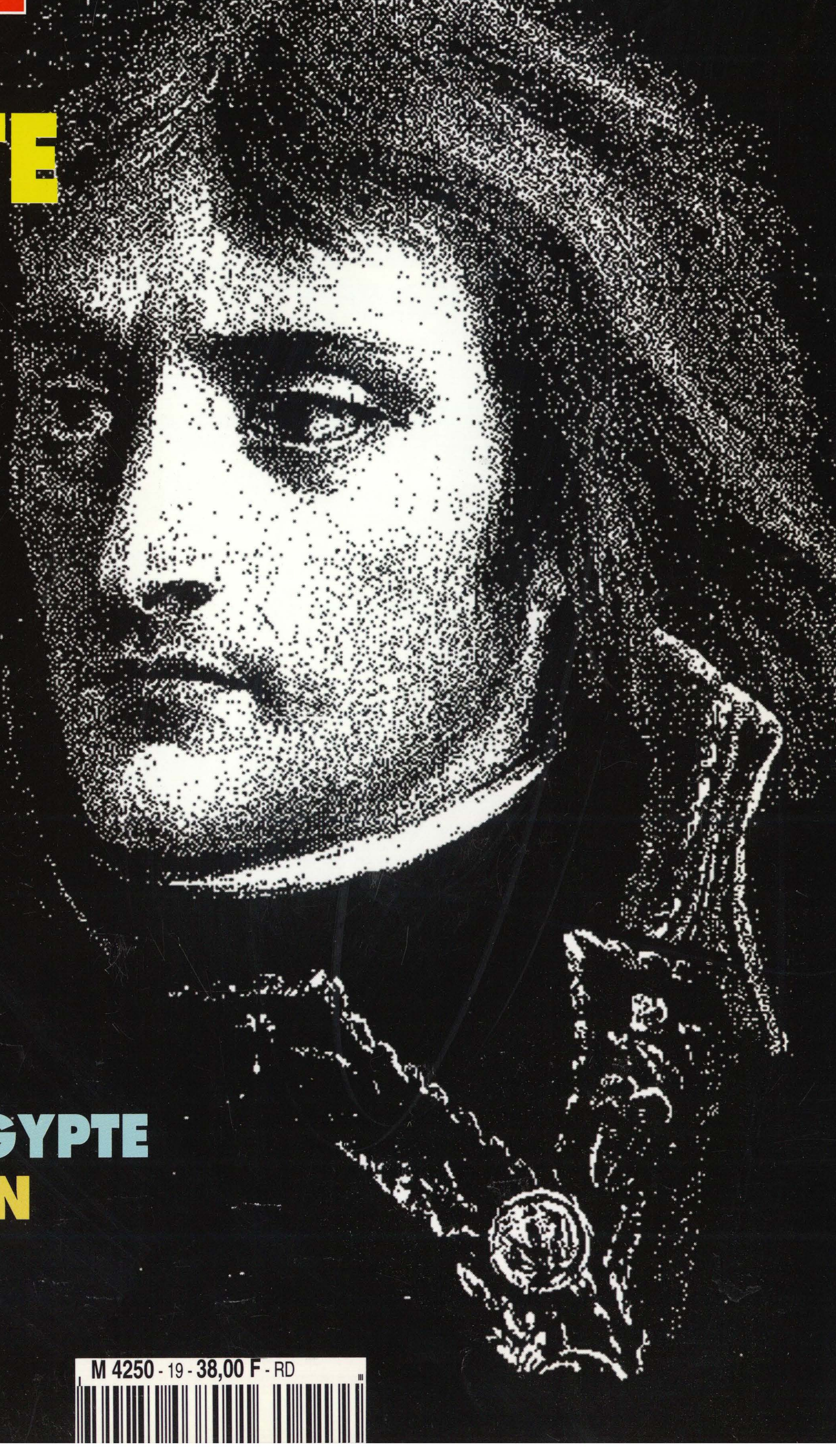
ENQUÊTE SUR
l'histoire
Janvier – Février 1997 ▲ N° 19 ▲ 38 F

DOSSIER : Le chaos africain
La débâcle de l'humanitaire



BONAPARTE
L'HOMME ET LA LÉGENDE

LE 18-BRUMAIRE
JEAN TULARD

À QUOI TIENT L'HISTOIRE
JEAN DUTOURD

L'INCOMPARABLE JOSÉPHINE
ANDRÉ CASTELOT

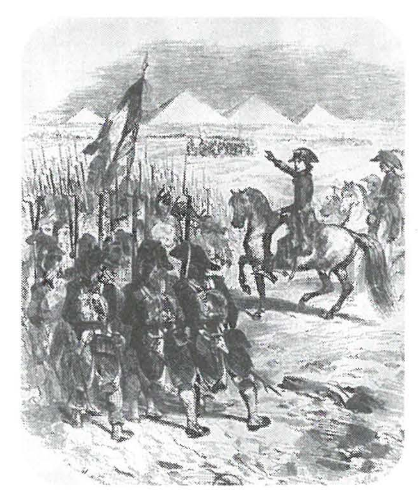
LA CAMPAGNE D'ÉGYPTE
JEAN-JOËL BRÉGEON

UN FILS DE LA RÉVOLUTION
PHILIPPE CONRAD

M 4250 - 19 - 38,00 F - RD

S O M M A I R E

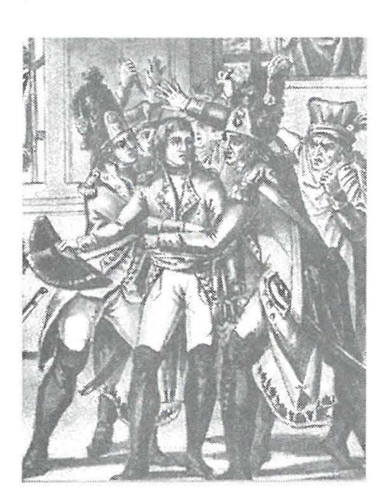
Bonaparte, l'homme et la légende



Bataille des Pyramides.

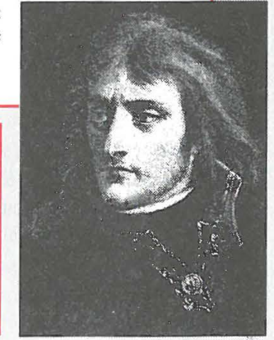


Joséphine.



Bonaparte, le 18-Brumaire.

En couverture : Bonaparte



Directeur de la Rédaction : Dominique Venner
Directeur de la publication et gérant : Gérald Penciolelli
Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud
Secrétaire de rédaction et Relations publiques : Véronique Villain

Ont collaboré à ce numéro :
Jean-Paul Angelelli, Olivier Blanc, Jean-Joël Brégeon, Adrien Brocard, André Castelot, Guy Chambarlac, Stanislas Chatagnon, Gilbert Comte, Philippe Conrad, Jean Dutourd, Jean Étèvenaux, Jean Kappel, Georges Laffly, Bernard Lugan, Macha Manski, Éric Perrin, Arnaud Sibuet, Virginie Tanlay, Jean Tulard, Frédéric Valloire, Éric Vatré, Charles Vaugeois, Dominique Venner.

Enquête sur l'histoire
est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 01.40.05.10.08.
Imprimerie Maulde et Renou.
N° de commission paritaire 73718. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement et Bon de commande encartés non numérotés entre les pages 34 et 35.

Actualité de l'histoire

DISPARITIONS

Pierre Grimal

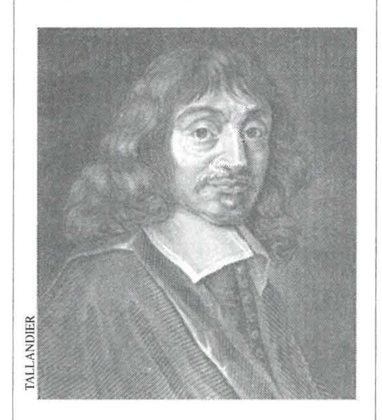
Décédé le 2 novembre dernier à quelques jours de son quatre-vingt-quatrième anniversaire, Pierre Grimal était l'un des plus éminents latinistes de notre temps. Professeur à la Sorbonne, il avait pendant près de quarante ans transmis à des générations d'étudiants sa passion pour Rome et sa connaissance de l'histoire latine. On lui doit aussi de nombreuses traductions, dont l'élégance et la rigueur restent inégalées. Volontiers anticonformiste, il avait su renoncer à l'austérité de l'érudition universitaire pour toucher un plus large public. Il a ainsi campé en leur redonnant vie, dans une série de biographies, les figures de Sénèque (1978), Cicéron (1986), Tacite (1990)... Tout au long de sa carrière, il s'est efforcé de rendre à Rome la place qu'elle méritait : *« Sans l'Empire romain la spiritualité grecque ne nous aurait pas été transmise. Fort longtemps on a connu les philosophes grecs à travers les auteurs latins : Lucrèce a révélé Épicure, Cicéron a traduit Platon, et Sénèque a dévoilé les stoïciens. »* Ardent défenseur de la langue latine, il militait pour sa diffusion et son usage. Ainsi avait-il fondé avec Jacqueline de Romilly une Société pour la sauvegarde des enseignements littéraires. Son ouvrage, *La Civilisation romaine*, publié initialement par Arthaud, fait l'objet d'une nouvelle édition en format de poche, Flammarion, collection Champs, 384 pages, 55 francs, parution 15 février 1997.

Georges Duby

Né en 1919, le médiéviste Georges Duby est mort le 3 décembre 1996. Après des études d'histoire à Lyon, il consacra sa thèse à l'abbaye de Cluny aux XIe et XIIe siècles, visant à élucider le jeu des pouvoirs, *« savoir comment la puissance du riche s'exerçait sur le paysan »*. Sa carrière se déroula à Aix-en-Provence jusqu'à son élection au Collège de France en 1969. Son œuvre se ressent de l'influence des Annales et de Marx. Ainsi le concept de classe et de rapports de production irrigue-t-il son ouvrage *Guerriers et Paysans* (1973). Même lorsqu'il concède une place aux grands événements (*Le Dimanche de Bouvines*, 1973), ou quand la représentation ternaire du mental indo-européen mis en évidence par Dumézil influence ses propres représentations (*Les Trois Ordres ou l'imaginaire du féodalisme*), Georges Duby est tenté d'attribuer une priorité à l'explication sociale des phénomènes et des comportements. Georges Duby a souvent pris parti dans les affaires de la cité, affichant à l'occasion les traces de ses anciennes sympathies marxistes.

MANIFESTATIONS

Descartes et la Hollande



René Descartes.

René Descartes (1596-1650) a vécu près de vingt ans aux Pays-Bas. C'est d'ailleurs là qu'il a rédigé la plus grande partie du *Discours de la méthode*. L'Institut néerlandais de Paris ne pouvait manquer de célébrer le quatrième centenaire de la naissance du philosophe. En étroite collaboration avec la Maison Descartes d'Amsterdam, il a choisi d'évoquer sa figure à travers les témoignages de ses contemporains. Des pièces fameuses, comme le portrait de Descartes attribué à Frans Hals, conservé au musée du Louvre, son crâne, prêté par le musée de l'Homme, ou encore des éditions originales de ses œuvres sont présentées en parallèle.

Les Néerlandais et Descartes. Institut néerlandais. 121, rue de Lille, 75007 Paris. Tous les jours, sauf le lundi, de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 mars 1997.

Napoléon et la musique

« De tous les beaux-arts, la musique est celui qui a le plus d'influence sur les passions, celui que le législateur doit le plus encourager », se plaisait à dire Napoléon Bonaparte. Le musée de l'Armée organise, pour la deuxième saison consécutive, et avec le soutien de la Fondation Napoléon, un cycle musical consacré à l'Empereur. Le 1er mars, on pourra écouter un récital de morceaux choisis de Viotti, Baillot, Kreutzer, Rode et Paisiello. Le 6 mars, ce seront des airs et romances de salons d'après Boieldieu, Garat, Jadin et Spontini. Le 8 mars, un concert intitulé *Un après-midi chez Joséphine* offrira des musiques de Hummel, Field, Reicha, Haydn, Pinto, Pleyel, ou Clementi. Le 13 mars, Méhul, Cherubini, Le Sueur, Rode seront interprétés. Le 18 mars, sera présenté *Le Favori de Joséphine* de Garat. Le 22 mars, des réminiscences d'opéra. Et le 3 avril en clôture du cycle, Tchaïkovski et Beethoven.

Cycle Napoléon et la musique. Musée de l'Armée. Département musical. Hôtel national des Invalides. 129, rue de Grenelle, 75007, Paris. Tél : 01 44 42 48 14. Du 1er mars au 3 avril 1997.

L'année saint Martin

On célèbre en 1997 le 1 600e anniversaire de la mort de saint Martin, centurion romain, représenté dans l'imagerie populaire partageant son manteau avec un pauvre. Le culte du saint, né en Hongrie en 316, est répandu dans toute l'Europe, colporté par les Francs qui avaient pour cet ancien soldat une estime d'autant plus exclusive que les guerriers sont rares dans le panthéon chrétien. On ne dénombre plus les lieux qui portent son nom, les églises qui lui sont consacrées. Son tombeau, à Tours, dont il fut l'évêque, était autrefois un lieu de pèlerinage pour l'Occident tout entier. D'après *L'Histoire des Francs* de Grégoire de Tours, le corps de saint Martin ne reposerait pas dans son tombeau – il aurait été volé. Une thèse que les Hongrois ont retenue. Ils considèrent même que le saint est mort en 397 en Hongrie. Ils s'apprêtent ainsi à célébrer eux aussi le 1 600e anniversaire de sa mort. Le souvenir du saint est resté très vivace dans son pays d'origine. Des rassemblements seront organisés en avril à Sombathely, près de la frontière autrichienne, le lieu de naissance de saint Martin. Les élèves catholiques et les paroissiens du diocèse de Sombathely se rendront en pèlerinage à Tours en mai. Un colloque *Saint Martin dans la mémoire populaire* se tiendra en octobre dans la plus prestigieuse des universités hongroises.

La Société de géographie

La Société de géographie, vénérable institution qui a soutenu les plus grandes expéditions des XIXe et XXe siècles et participé de manière décisive à la colonisation française, vient de célébrer ses 175 ans. Créée en 1821 par un comité prestigieux (le chimiste Berthollet, le naturaliste Cuvier, le physicien Gay-Lussac et le mathématicien Laplace apportaient leur caution scientifique), la Société de géographie est la plus ancienne au monde, et à la différence de ses homologues allemande (fondée à Berlin en 1828) ou anglaise (à Londres en 1830), elle avait une vocation universelle. Sous son patronage des explorateurs français, mais aussi étrangers comme Livingstone, ont parcouru le Sahara, se sont enfoncés en Afrique noire, ont remonté l'Amazone, grimpé sur l'Himalaya. La Société de

géographie a participé aux aventures les plus diverses : l'expédition du *Pourquoi pas ?* du commandant Charcot vers l'Antarctique, les avions de l'Aéropostale survolant les continents, etc. Aujourd'hui, la Société se consacre à la conservation de son gigantesque patrimoine : elle possède cent mille volumes – des récits d'expéditions, des ouvrages scientifiques, des manuscrits, des cartes, des globes et des planisphères – ainsi qu'une étonnante photothèque illustrant la construction du transsibérien ou l'Indochine de 1880.

Société de géographie. 184, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris. Tél : 01 45 48 54 62.

Éloge de la vertu

Le 5 décembre dernier, sous la Coupole, lors de la séance publique annuelle de l'Académie française, Jean Dutourd a tenu le traditionnel discours sur la Vertu : *« Depuis un demi-siècle, l'esprit puritain s'est emparé du gouvernement de la Terre et impose sa loi inhumaine aux consciences. Le propre de cet esprit est de donner des définitions abstraites du bien et du mal, et de s'y tenir aveuglément, pour ne pas dire pharisaïquement. Sous une pareille dictature morale, il n'y a guère de chance de voir la justice déserter le camp des vainqueurs. Elle y est prisonnière, ligotée, bâillonnée, otage et drapeau à la fois. C'est en son nom et en toute tranquillité d'âme qu'on achève le vaincu s'il a l'outrecuidance de ne pas reconnaître ses torts, le premier étant justement d'avoir eu le dessous. »* L'académicien a ensuite dénoncé la désinformation dont les Serbes ont été victimes dans le conflit yougoslave. Ce texte paraîtra en janvier dans une co-édition de Fallois-L'Âge d'Homme.

L'affaire London-Adler-Bartosek

Karel Bartosek, un nouveau Kravchenko ? Ancien communiste, épuré après le printemps de Prague, exilé en France et chercheur au CNRS depuis 1982, Karel Bartosek est revenu en Tchécoslovaquie pour étudier les archives du régime effondré. Il les publie et les commente dans un ouvrage fascinant, significativement intitulé *L'Aveu des archives* (Seuil). C'est un brutal coup de projecteur sur ce que le jargon du Parti nommait la « Konspirentsia ». Prague fut, après 1945, la « Genève du communisme ». Mais avant 1939, les camarades tchèques étaient déjà très actifs en France (notamment Eugen Fried, le mentor du PCF). Dans son livre qu'émaillent des réminiscences personnelles, Karel Bartosek met à jour les relations financières, économiques, intellectuelles, politiques liant le Parti communiste tchèque et son frère français (souvent grâce à des intermédiaires très impliqués comme le « camarade Aubrac », Jacques Duclos *dixit*). Chemin faisant, il démolit la statue du héros de *L'Aveu*, Artur London, victime des purges staliniennes de 1952, organisées pour liquider partout à l'Est la menace de schismes titistes.

Bartosek montre en effet qu'après Trepper, douteux héros de l'Orchestre rouge, Artur London a été un pion d'une exceptionnelle importance dans l'effort de refondation d'une mythologie communiste mise à mal par les révélations du XXe Congrès (1956) sur les crimes du stalinisme. Énorme succès d'édition de l'année 1968, relayé par le film de Costa-Gavras, *L'Aveu* avait été conçu comme une saga à la gloire du « vrai » communisme. Ainsi, pensait-on effacer dans l'intelligentsia française les effets désastreux de la dénonciation du stalinisme, dont London devenait en quelque sorte la victime emblématique.

Ce que Karel Bartosek a retrouvé dans les archives tchécoslovaques, notamment un long rapport écrit de la main de London en 1955, jette une lumière peu flatteuse sur le personnage. Agent des services secrets soviétiques pendant la guerre d'Espagne, épurateur des brigadistes rentrés au pays après 1945, complice de la vague de terreur qui submergea la Tchécoslovaquie au lendemain du putsch communiste de 1948, London a favorisé le déclenchement des purges dont il allait être, lui-même, la victime par contrecoup. Témoin à charge dans le procès frappant ses anciens camarades, il sauva sa tête alors que les autres étaient pendus.

Dès lors que la presse avait commencé d'y faire allusion, des révélations aussi démystificatrices ne pouvaient passer sans réaction. Celle-ci a commencé par un très long article publié dans *Le Monde* du 15 novembre, sous la signature d'Alexandre Adler, directeur de *Courrier international*. Sous le titre *« L'histoire à l'estomac »*, cet ancien communiste s'emploie à démolir le travail de Bartosek. Le réquisitoire est conduit suivant une méthode éprouvée. À travers des arguments méthodologiques, il s'efforce d'abord de déconsidérer l'auteur en affirmant que son travail n'a aucune valeur scientifique. Il explique ensuite que cette publication fait partie d'une vaste manipulation engagée par *« une nouvelle école historique qui entend réinterpréter radicalement l'expérience communiste »*, ce qui sous-entend un complot révisionniste. Enfin, argument définitif, il suggère que ces travaux visent à souiller les héros de la Résistance et de la République *« tandis que l'extrême droite rôde dans nos villes »*.

La violence du propos et la place que lui accordait *Le Monde* a suscité à son tour une réponse collective, cosignée et publiée dans le même journal le 24 novembre par 19 historiens : Jean-Pierre Azéma, Jean-Jacques Becker, François Bédarida, Serge Bernstein, Pierre Broué, Philippe Buton, Stéphane Courtois, Jean-Luc Domenach, Pierre Grémion, François Hincker, Pierre Kendé, Marc Lazar, Philippe Levillain, Pierre Milza, Henry Rousso, Jean-François Sirinelli, Nicolas Werth, Annette Wieviorka et Michel Winock. Que disent-ils ? Prenant fermement la défense de leur collègue Karel Bartosek, dont la probité intellectuelle et la compétence avaient été attestées quelques jours plus tôt par François Bédarida, ils soulignent que les archives ouvertes à l'Est *« représentent un gisement fondamental de savoir »*. Ils ajoutent : *« On ne peut que s'étonner que leur intérêt soit systématiquement dénié et leur valeur probante refusée a priori. »* Ils refusent que de tels travaux n'aient pas *« droit de cité parce qu'ils remettraient en cause les mythes fondateurs du passé de la France et favoriseraient l'extrême droite »*, ajoutant : *« Il est vrai que la recherche historique s'affronte parfois au devoir de mémoire quand celui-ci n'a de contenu que mythologique. »*

ADRIEN BROCARD

QUESTIONS D'HISTOIRE

QUESTION : À l'initiative de Jacques Chirac et Philippe Séguin, un amendement à la loi de Finances 1997 a octroyé aux survivants français des Brigades internationales le statut d'ancien combattant – ouvrant des droits au versement d'une pension. Qu'est-ce que les Brigades internationales ?

RÉPONSE : Elles sont une création du Komintern (centrale de l'action communiste dans le monde sous Staline). C'est le 20 septembre 1936, à Moscou, que la décision a été prise de lever des volontaires pour soutenir la cause du *Frente popular* (voir notre numéro 16 « La Guerre d'Espagne, 1936-1939 »). Le dispositif central est mis en place à Paris sous la direction du Yougoslave Josip Broz (le futur Tito). Les brigadistes (80 % de communistes) sont dirigés vers la base d'Albacète à la tête de laquelle est placé André Marty, bientôt surnommé « le boucher d'Albacète » en raison de la brutalité des purges qu'il conduira contre ses propres camarades. Les premières unités sont engagées pour la défense de Madrid le 8 novembre 1936. On estime de trente à quarante mille le nombre de brigadistes de diverses nationalités présents en Espagne durant le conflit (cf. Guy Hermet). À la suite de purges internes, de désertions et du mécontentement des volontaires qui ont le sentiment d'être systématiquement utilisés pour des missions sacrifiées, le recrutement se tarit à partir du printemps 1937. L'aventure des Brigades a nourri le légendaire de l'extrême gauche longtemps focalisé sur la guerre d'Espagne vue comme la lutte du Bien contre le Mal.

QUESTION : Le 15 novembre dernier, les Anglais ont restitué aux Écossais, au cours d'une cérémonie officielle, la « pierre de la destinée », qu'ils leur avaient dérobée il y a maintenant sept cents ans et que depuis ils conservaient à l'abbaye de Westminster. Que représente la « pierre de la destinée » ?

RÉPONSE : Le 22 juillet 1298, à la bataille de Falkirk, le roi Edouard Ier d'Angleterre avait remporté une victoire écrasante sur les Écossais. Pour marquer sa volonté farouche de briser leur résistance, il s'était emparé de la « pierre de la destinée » – ou « pierre de Scone », du lieu où depuis Kenneth MacAlpin, en 839, les rois d'Écosse étaient couronnés. Ce bloc de grès mythique (la légende veut qu'il ait transité par l'Égypte, l'Espagne, puis l'Irlande avant d'aboutir à Scone) était le symbole de la monarchie écossaise. Edouard Ier fit déposer la « pierre de la destinée » à l'abbaye de Westminster dans un réceptacle du trône sur lequel tous les souverains britanniques ont été couronnés.

QUESTION : Dans l'intention de censurer Brigitte Bardot dont certains propos leur avaient déplu, quelques maires irascibles et peu galants ont retiré l'effigie de Marianne à laquelle l'actrice avait prêté ses traits. Quelle est l'origine de Marianne ?

RÉPONSE : L'idée de l'allégorie féminine coiffée du bonnet phrygien revient aux révolutionnaires de 1792. Quant au prénom de Marianne, il remonte aussi à la Révolution : une chanson de 1792 en langue occitane aurait commencé de le populariser. Les sociétés secrètes républicaines qui, après le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, l'utilisaient dans leur langage codé, ont contribué à le diffuser, avant que la IIIe République ne l'adopte. Depuis 1871, un buste de Marianne symbolise dans chaque mairie la République. Mais, victimes des modes, les représentations de Marianne ont varié au cours du temps. La Ve République a choisi de lui prêter les traits de vedettes de l'écran ou de la chanson : Brigitte Bardot, Mireille Mathieu, Catherine Deneuve l'ont chacune incarnée.

LIVRES ANNONCÉS

Essais, documents

Mythologie des Grecs, par Diodore de Sicile.
En janvier, aux Belles Lettres.

Eros romain, sexualité et morale dans l'ancienne Rome, par Jean-Noël Robert.
En janvier, aux Belles Lettres.

Enquête sur les anges, par Anne Bernet. En janvier, chez Perrin.

L'héritage païen de la Russie, par Francis Conte.
Fin janvier, chez Albin Michel.

Légendes de Bretagne, par Angèle Jacq.
En janvier, chez France-Empire.

Histoire de l'Atlantique des origines à nos jours, par Paul Butel.
En janvier, chez Perrin.

Les empires occidentaux de Rome à Berlin, sous la direction de Jean Tulard. En février, aux PUF.

Histoire de la Russie et de son empire, par Michel Heller.
En janvier, chez Plon.

Histoire de la Chine, par Danielle Élisseff. En janvier, au Rocher.

La guerre de Trente Ans (1618-1648), par Henry Bogdan.
En janvier, chez Perrin.

Monaco et ses princes, sept siècles d'histoire, par Alain Decaux.
En janvier, chez Perrin.

Les Grimaldi, 700 ans d'une dynastie, par Philippe Delorme.
En janvier, chez Balland.

Le 18-Brumaire, par Thierry Lentz.
En février, chez Jean Picollec.

Musée, nation, patrimoine, par Dominique Poulot.
En janvier, chez Gallimard.

La noblesse française, des Lumières à la Belle Époque, par Suzanne Fiette. En février, chez Perrin.

Être Jeanne d'Arc ou ne pas être Napoléon, de Régine Pernoud et Jean Tulard. En février, au Rocher.

Histoire de l'espionnage mondial, par Claude Moniquet et Étienne Genovefa. En janvier, au Félin.

Le chemin des Dames, par Pierre Miquel. En février, chez Perrin.

Vichy et l'école, par Rémy Handourtzel.
En février, chez Noêsis.

Carnets de captivité, par Paul Reynaud. En février, chez Fayard.

La France sous influence. Paris-Moscou : trente ans de relations secrètes, par Thierry Wolton.
En janvier, chez Grasset.

Les bourreaux volontaires de Hitler, par Daniel Goldhagen.
En février, au Seuil.

Histoire de la Milice, par Pierre Giolitto. En janvier, chez Perrin.

La Légende des paras. La 6e Airborne, des Ardennes à la Baltique, par Jean Mabire.
En février, aux Presses de la Cité.

Les camps soviétiques en France : les Russes livrés à Staline en 1945, par Georges Coudry. En janvier, chez Albin Michel.

L'affaire Aubrac : vérités et mensonges d'un mythe de la Résistance, par Gérard Chauvy.
Fin janvier, chez Albin Michel.

Le sacrifice et l'espoir. Cambodge, Laos, Vietnam – Tome 1, le sacrifice des peuples 1975-1983, par Philippe Franchini. En février, chez Fayard.

La Corse au XXe siècle, histoire des heurs et malheurs d'une province française, par Robert Colonna d'Istria. En février, chez France Empire.

Biographies, mémoires, correspondances

Charlemagne, l'empereur à la barbe fleurie, par Robert J. Morrissey.
En février, chez Gallimard.

Marie Stuart, par Philippe Erlanger (réédition). En janvier, chez Perrin.

Charles Quint, par Philippe Erlanger (réédition). En janvier, chez Perrin.

Magellan. La terre est ronde, par Jean-Michel Barrault.
En février, chez Gallimard.

Diane de Poitiers, par Ivan Cloulas.
En février, chez Fayard.

La Reine Jeanne, par Dominique Paladilhe. En janvier, chez Perrin.

Sully, par Bertrand et Ségolène Barbiche. En février, chez Fayard.

Le Poète et le Roi, Jean de La Fontaine en son siècle, par Marc Fumaroli.
En février, chez de Fallois.

Kerguelen, le phénix des mers australes, par Alain Boulaire.
En janvier, chez France Empire.

Le Cœur de la Reine, l'impossible amour de Marie-Antoinette, par Claude Dufresne.
En janvier, chez Bartillat.

Mac-Mahon, par Gabriel de Broglie.
En avril, chez Perrin.

Charles de Foucauld, par Jean-Jacques Antier.
En janvier, chez Perrin.

Bugeaud, par Jean-Pierre Bois.
En février, chez Fayard.

Correspondance avec Karl Jaspers, suivi de *Correspondance avec Élisabeth Blochmann*, par Heidegger.
En janvier, chez Gallimard.

Géraldine, reine des Albanais, par Joséphine Dedet.
En février, chez Critérion.

Michael Collins, par Pierre Joannon.
En février à la Table Ronde.

Le destin de Marina Tsvetaeva, par Claude Delay. En février, chez Plon.

Gyp, par Willa S. Silverman.
En mars, chez Perrin.

Mémoires, par Jacques Le Roy Ladurie (édition établie par Emmanuel Le Roy Ladurie et Antony Rowley).
En janvier, chez Flammarion.

Lucien Combelle, par Pierre Assouline.
En février, chez Calmann-Levy.

Raymond Roussel (1877-1933), biographie d'un écrivain excentrique et génial, par François Caradec (édition revue et augmentée). En février, chez Fayard.

Léon-Paul Fargue, par Jean-Paul Goujon. En février, chez Gallimard.

Aragon (1897-1982), quel est celui qu'on prend pour moi ? par François Taillandier. En janvier, chez Fayard.

Jean d'Ormesson, par Philippe Dufay. En janvier, chez Bartillat.

Pages réalisées par Macha Manski

Agenda de l'histoire

Janvier

1er janvier
1565 – Premier jour de l'année, depuis l'édit royal signé par Charles IX, le 4 juillet 1564, faisant débuter l'année au premier janvier et non plus à Pâques.

2 janvier
1963 – Premier numéro de la revue *Europe-Action* qui se définit comme nationaliste et européenne. Sa publication se poursuivra jusqu'en 1967. Jean Mabire est son rédacteur en chef depuis 1965. Cette revue, fondée par Dominique Venner, joue un rôle important dans le renouvellement des idées après la fin de la guerre d'Algérie.



DR

Le général Maurice d'Elbée.

3 janvier
1794 – À la tête des troupes républicaines, le général Haxo s'empare de l'île de Noirmoutier, où s'est réfugié le général d'Elbée, blessé à la bataille de Cholet le 17 octobre précédent. Le général vendéen sera fusillé le 7 janvier.

4 janvier
1465 – Mort à Amboise de Charles d'Orléans, prince et poète qui avait été retenu en captivité par les Anglais après la bataille d'Azincourt.

5 janvier
1675 – Bataille de Turckheim, près de Colmar. Turenne défait l'armée du Grand Électeur et assure la conquête de l'Alsace.

6 janvier
1919 – Début de l'insurrection spartakiste à Berlin, que l'on appelle la « semaine rouge ». Elle est écrasée à coups de canon cinq jours plus tard, le 11 janvier, par les corps-francs aux ordres du ministre socialiste Noske. Les deux principaux dirigeants du mouvement, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, font l'objet d'exécutions sommaires.

8 janvier
1795 – Décret du 19 nivôse, par lequel la Convention déclare l'anniversaire de l'exécution du roi, fête nationale.

9 janvier
1800 – Mort du général Championnet. Né en 1762, promu général en 1793, Championnet est mis en 1798 à la tête de l'armée de Rome et chargé d'aller occuper Naples, où il établit la « république Parthénopéenne ».

13 janvier
1327 – Fils du vindicatif Édouard Ier Plantagenêt qui a tenté d'imposer son autorité à l'Écosse et a vaincu William Wallace à Falkirk (1298), Édouard II d'Angleterre est déposé par le Parlement à la demande de son épouse, Isabelle de France, fille de Philippe le Bel.

14 janvier
1912 – Raymond Poincaré devient président du Conseil en remplacement de son ennemi Joseph Caillaux, partisan d'une politique d'apaisement avec l'Allemagne.

15 janvier
1925 – Trotsky est exclu par Staline du Comité révolutionnaire militaire de l'URSS.

16 janvier
1947 – Le socialiste Vincent Auriol devient le premier président de la IVe République.

17 janvier
1941 – À Kochang, victoire de la marine française, aux ordres du gouvernement de Vichy, qui écrase celle des Siamois, stoppant ainsi leurs visées territoriales sur l'Indochine.

19 janvier
1899 – Création de la « Ligue de la patrie française », à l'initiative de trois professeurs agrégés, Gabriel Syveton, Henri Vaugeois et Louis Dausset, sous la présidence du poète François Coppée. Cette initiative entend répondre à la mobilisation des intellectuels dreyfusards.

20 janvier
1795 – Au Texel, les hussards français, aux ordres du général Pichegru, s'emparent de la flotte hollandaise, immobilisée dans les glaces.

21 janvier
1791 – Adoption par l'Assemblée constituante d'un décret qui édicte que *« Dans tous les cas où la loi prononcera la peine de mort, le criminel sera décapité, et il le sera par l'effet d'une "simple machine" »* (la guillotine). Cette loi sera appliquée à partir du 3 juin 1791.

22 janvier
1936 – Avènement d'Édouard VIII, roi d'Angleterre, qui sera contraint d'abdiquer le 10 décembre et ne sera plus que le duc de Windsor.

23 janvier
1516 – Mort à Madrigalejo de Ferdinand II d'Aragon. Par son mariage avec Isabelle de Castille (1469), il a scellé l'unité espagnole. Il achève la Reconquête par la prise de Grenade en 1492, ce qui, avec la fondation de l'Inquisition (1479) et l'expulsion des juifs (1492), vaut au couple royal le titre de Rois catholiques décerné par le pape. Les couronnes d'Aragon et de Castille reviennent à son petit-fils, le futur Charles Quint.

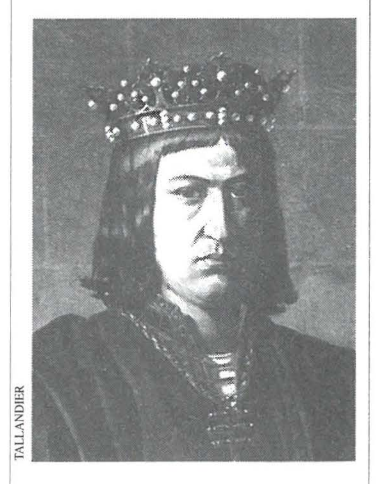
24 janvier
1865 – Karl Marx fait publier dans le *Sozial Democrat* une lettre injurieuse en guise d'épitaphe à l'occasion de la mort de Proud'hon, le 16 janvier.

26 janvier
1939 – La ville de Barcelone est libérée par les troupes nationalistes.

27 janvier
1889 – Le général Boulanger est élu triomphalement député de Paris. Le mouvement boulangiste atteint son apogée. Renonçant à marcher sur l'Élysée comme le souhaitent ses partisans, et laissant au gouvernement le temps d'organiser la riposte, il s'enfuira bientôt à l'étranger et se suicidera sur la tombe de sa maîtresse à Bruxelles.

28 janvier
1918 – La dette publique russe ainsi que les emprunts du même nom, sont annulés par le gouvernement soviétique.

30 janvier
1879 – Jules Grévy succède à Mac-Mahon inaugurant la « République des républicains » qui compte un nombre important de francs-maçons parmi ses membres.



TALLANDIER

Ferdinand II d'Aragon.

31 janvier
1918 – Le calendrier grégorien est adopté en Russie, par décret du gouvernement des Soviets. Jusqu'à cette date, le calendrier julien était en vigueur, en retard de treize jours sur le calendrier grégorien, en usage en Europe depuis la fin du XVIe siècle.

Février

1er février

1805 – Naissance d'Auguste Blanqui. Ce socialiste, dont les idées inspireront le syndicalisme révolutionnaire de la fin du siècle, sera de tous les soulèvements, complots, (révolution de 1848, la Commune, etc). Il passera trente-sept ans de sa vie en prison.

2 février

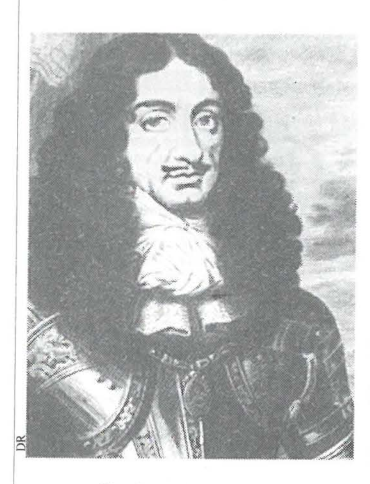
1258 – Premier jour de la mise à sac de la ville de Bagdad par les Mongols. Elle durera jusqu'au 13 février.

3 février

1924 – Mort à Washington de l'ancien président des États-Unis, Thomas Woodrow Wilson. Élu en 1912 président des États-Unis, il a été réélu en 1916 sur un programme de paix, puis il engagera son pays dans la guerre au côté des Alliés (1917). Il reçoit le prix Nobel de la paix en 1919 et est un des créateurs de la Société des nations (SDN).

4 février

1793 – Le comté de Nice est rattaché à la France. Il formera ultérieurement le département des Alpes-Maritimes.


DR

Charles II d'Angleterre.

6 février

1685 – Mort de Charles II d'Angleterre. Son père, Charles Ier, ayant été décapité, il s'était réfugié en France avec sa mère, Henriette de France, fille d'Henri IV. Après la mort de Cromwell, il est restauré sur le trône d'Angleterre par le général Monk (1660). Son règne est marqué par le développement du commerce, des colonies et de la puissance navale. Marié à Catherine de Bragance, il meurt sans héritier.

7 février

1383 – Gaston III, comte de Foix, ordonne la vente à l'encan des biens des paysans béarnais qui n'ont pas payé la taille.


TALLANDIER

Montesquieu (1689-1755).

8 février

1937 – Les troupes nationalistes espagnoles, soutenues par des volontaires italiens, s'emparent de la ville de Malaga après deux jours de bataille. Il s'agit du premier exemple de guerre motorisée en terrain difficile.

9 février

1941 – Dans *Le Petit Marseillais*, Charles Maurras qualifie de *« divine surprise »* la politique intérieure du maréchal Pétain (Révolution nationale).

10 février

1755 – Mort à Paris de Charles de Secondat, baron de Montesquieu. Fils de magistrat, lui-même président à mortier au parlement de Bordeaux, moraliste et philosophe, auteur, entre autres, de l'*Esprit des lois*, il exercera une influence considérable sur les législateurs révolutionnaires et sur les doctrines constitutionnelles libérales.

12 février

1912 – Abdication de l'empereur mandchou Puyi, à la suite de la proclamation de la république chinoise. La dynastie mandchoue, qui existait depuis 1644, disparaît définitivement.

13 février

1734 – Naissance de Yves-Joseph de Kerguelen de Trémarec à Quimper. Cet amiral breton aborde en 1772 dans l'archipel qui porte son nom. Après avoir servi de bases à de nombreuses expéditions scientifiques, ces îles de l'océan Indien devinrent officiellement françaises en 1892.

15 février

1989 – Fin de l'évacuation officielle de l'Afghanistan par l'armée soviétique, après dix ans de guerre. Cette défaite, la première enregistrée par l'Armée Rouge après 1945, aura une influence certaine sur l'implosion de l'URSS.

16 février

1913 – Charles Péguy publie *L'Argent*. Dans cet ouvrage polémique s'affiche le nationalisme anticapitaliste de l'ancien dreyfusard.

17 février

1950 – Le banquier anglais Warburg, membre du CFR (Council on Foreign Relations), déclare devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain : *« Nous aurons un gouvernement mondial que nous le voulions ou non. La seule question qui se pose à ce sujet est de savoir si ce gouvernement sera obtenu par consentement ou par conquête. »*

18 février

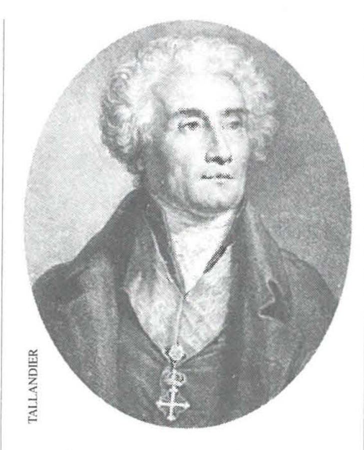
1884 – Le général britannique Charles Gordon dit Gordon Pacha, arrive à Khartoum afin d'assurer la défense du Soudan contre le mahdi. Il parviendra à résister dix mois malgré l'absence de secours et sera tué lors de la chute de Khartoum.

20 février

1898 – Création de la Ligue des droits de l'homme. L'un de ses fondateurs, Francis de Pressensé, déclare : *« Nous sommes des hommes qui avons mis notre vie au service de la Révolution »*.

21 février

1821 – Mort à Turin de Joseph de Maistre. Tous ses ouvrages, parmi lesquels *Considérations sur la France*, *Du pape*, *Les soirées de Saint-Pétersbourg*, en font le premier théoricien de la contre-révolution chrétienne et ultra-montaine.


TALLANDIER

Joseph de Maistre (1753-1821).

22 février

1485 – Charles VIII fait une entrée triomphale à Naples.

23 février

1954 – En Égypte, Nasser devient président du Conseil de la Révolution. Deux jours plus tard, le président de la République, le général Néguib, est destitué.

24 février

1530 – Le jour de son trentième anniversaire, Charles-Quint reçoit la couronne impériale des mains du pape Clément VII. C'est la dernière fois qu'un empereur germanique est couronné par le pape.

25 février

1634 – Assassinat du condottiere allemand Albrecht von Wallenstein. Cet homme de guerre, au service de Ferdinand II de Habsbourg, a dominé toute la première partie de la guerre de Trente Ans.

26 février

1802 – Naissance à Besançon de Victor Hugo, fils du général Léopold Hugo et de Sophie Trébuchet.

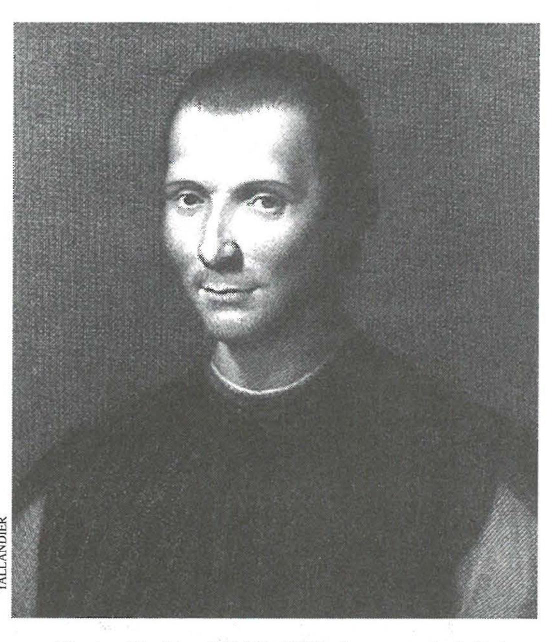
28 février

1918 – Les marins de la base de Cronstadt, dont la mutinerie avait provoqué le début de la révolution russe en mars 1917, se soulèvent contre le pouvoir bolchevique. Ils réclament le retour de ce qu'ils pensent être les sources du pouvoir soviétique et la fin de la dictature. Le mouvement sera écrasé par Trotsky et l'Armée Rouge.

Pages réalisées par Virginie Tanlay

La Fortune et la virtù

Peu d'hommes ont suscité autant de passions, de débats et d'interrogations que Bonaparte. Oui, Bonaparte, le jeune général qu'au gré des opinions on blâme ou on loue d'avoir, dans les deux sens du mot, achevé la Révolution. Le deux centième anniversaire de ses victoires de 1797 en Italie incite à évoquer sa trajectoire jusqu'au 18-Brumaire, événement qui ouvre un chapitre tout différent de sa destinée. Bien entendu, il serait illusoire d'isoler hermétiquement Bonaparte de Napoléon, et l'on trouvera sous la plume de plusieurs de nos collaborateurs des allusions à l'Empereur. Les deux vies de cet homme unique ont en commun la gloire des armes qui a tant fait pour sa renommée. À l'exemple de Julien Sorel, quel garçon un peu fougueux ne s'est pas laissé porter un jour à la nostalgie de ce temps-là ?



Nicolas Machiavel (1469-1527). Son portrait du **Prince** *préfigure celui de Bonaparte.*

À douze ans, je l'avais découverte en dévorant *La légende de l'aigle* de Georges d'Esparbès. En une vingtaine de récits nerveux, ce livre racontait l'aventure des soldats de la Grande Armée, grenadiers, houzards ou cuirassiers, qui, jadis, avaient conquis l'Europe à la pointe du sabre ou de la baïonnette. Au hasard des anecdotes, j'apprenais l'histoire mieux que dans les manuels scolaires, et je découvrais le sens de noms qui n'étaient pas seulement ceux du plan de Paris. La sonorité exotique de Rivoli, Iéna, Friedland, Austerlitz, m'emportait loin, très loin du collège, tandis que dans ma tête sonnaient les fifres et battaient les tambours.

La part de l'écrivain y était pour quelque chose, mais ce qu'on lit dans les souvenirs de Thiébault, de Coignet ou de Marbot, montre qu'Esparbès ne s'était pas égaré.

Aujourd'hui, mon opinion sur les guerres napoléoniennes est infiniment plus réservée qu'à l'époque où Georges d'Esparbès était mon Plutarque. Napoléon n'a pas seulement laissé la France vaincue et plus petite qu'il ne l'avait prise, environnée d'ennemis qu'il avait éveillés aux passions nationales. Il l'avait vidée pour longtemps de sang et de courage, au point qu'elle ne s'en n'est jamais vraiment remise. Pourtant, rien de cela n'a pu altérer ma tendresse pour les soldats de l'épopée. Droits de cœur, féroces à l'ennemi, fiers de leurs aigles jusqu'à en mourir, et avec cela portés sur la galanterie, ils incarnaient un type de Français dont on pouvait se sentir frère.

Las ! Ces Français-là, je ne les ai guère rencontrés dans la France de mon temps. De cette déception, il m'est resté comme une douleur inguérissable.

Serait-ce que la source secrète du pays était tarie ? Les esprits sombres le prétendront, mais l'histoire fournit d'autres interprétations. Les saints et les héros ne sont jamais légion. Certaines époques les exècrent, d'autres, soudain, les donnent en exemple et s'efforcent de les imiter. Pour expliquer les changements subits dont l'histoire offre tant d'exemples, Machiavel, qui croyait peu en Dieu et pas du tout en la Providence, invoquait la Fortune dont les Anciens, dans leur sagesse, avaient fait une divinité. Elle était symbolisée tour à tour par une femme en équilibre instable, et par une roue en mouvement. Tout en reconnaissant la part de la Fortune dans le jeu imprévisible des événements et dans le comportement incohérent des hommes, Machiavel croyait au rôle de la *virtù*, qualité romaine par excellence faite de volonté, d'audace et d'énergie : *« Je pense assurément ceci : qu'il vaut mieux être impétueux que circonspect, car la Fortune est femme ; et il est nécessaire, si on veut la soumettre, de la battre et de la frapper.* [...] *C'est pourquoi toujours étant femme, elle est l'amie des jeunes gens, parce qu'ils sont moins circonspects, plus violents, et la commandent avec plus d'audace »* (1). Le destin de Bonaparte, personnification du *Prince* selon Machiavel, n'est-il pas l'illustration frappante de cette théorie ? Mais quelques années avant Brumaire, qui aurait pu prévoir sa vertigineuse ascension et les renversements dont elle était le signe ?

Voyez Edmund Burke, député au Parlement de Londres, observateur lucide et horrifié des débuts de la Révolution. Dès 1791, il avait compris ce que serait le sort de la famille royale et plus particulièrement celui de Marie-Antoinette. Il s'indignait de ne pas voir s'insurger la noblesse pour défendre la reine injuriée : *« Dans une nation de galanterie*, écrit-il alors, *dans une nation composée d'hommes d'honneur et de chevaliers, je croyais que dix mille épées seraient sorties de leurs fourreaux pour la venger même d'un regard qui l'aurait menacé d'une insulte ! Mais le siècle de la chevalerie est passé. Celui des sophistes, économistes et des calculateurs lui a succédé ; et la gloire de l'Europe est à jamais éteinte... »*

De fait, les épées, pour la plupart, restèrent au fourreau malgré les outrages ignobles à la reine et l'exécution du roi. C'était à désespérer de la *virtù* française. Mais soudain, sans que personne l'eût prévu, la Vendée se souleva, et Lyon, Marseille, ainsi que Toulon. Ce n'était plus une poignée de gentilshommes mais tout un peuple de paysans qui prenait les armes *« pour Dieu et pour le Roi »*. Bientôt, arriva Thermidor et, quelques années plus tard, un jeune général réputé jacobin enragé enterrait la Révolution sous les applaudissements des anciens régicides.

Que s'était-il passé ? La roue de la Fortune avait tourné.

DOMINIQUE VENNER

(1) *Le Prince*, chapitre XXV, Machiavel. Œuvres complètes, présentées par Christian Bec. Collection Bouquins, 1996.

LE COURS DES CHOSES N'EST PAS UNE FATALITÉ

À quoi tient l'histoire

ENTRETIEN AVEC JEAN DUTOURD
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Sans en avoir l'air, dans son livre *Le feld-maréchal Bonaparte*, Jean Dutourd donne à réfléchir en s'amusant. Si Louis XVI avait défendu la Bastille, la face du monde en eût-elle été changée ? Questions à un écrivain provocant.

Enquête sur l'histoire : Si l'on adopte votre point de vue – qui est d'arrêter l'histoire au moment où elle bascule –, le personnage de Bonaparte aurait pu connaître un tout autre destin et la France avec lui.

Jean Dutourd : Pour que Bonaparte devînt Napoléon, il fallait qu'il entrât dans un monde mou, alors que le monde de l'Europe monarchique formait encore un ensemble dur, homogène, régi par des principes et une étiquette multiséculaires. L'idée de départ de mon livre est la suivante : si Louis XV n'avait pas acheté la Corse à la République de Gênes, Bonaparte ne serait pas devenu empereur des Français. Sans doute se serait-il mis au service de l'Autriche. Le successeur d'Alexandre et de César n'aurait pas pu monter plus haut que la dignité de feld-maréchal et l'Europe eût connu la tranquillité et la paix entre 1796 et 1815.

– En eût-il été de même de Bonaparte sous la monarchie des Bourbons ?

– Sous les Bourbons, il serait très certainement devenu maréchal comme Turenne.


DR

Jean Dutourd.

– L'un de vos principaux griefs contre Napoléon tient à ce qu'il a redonné *« des passions à l'Europe, au premier rang desquelles, le patriotisme »*...

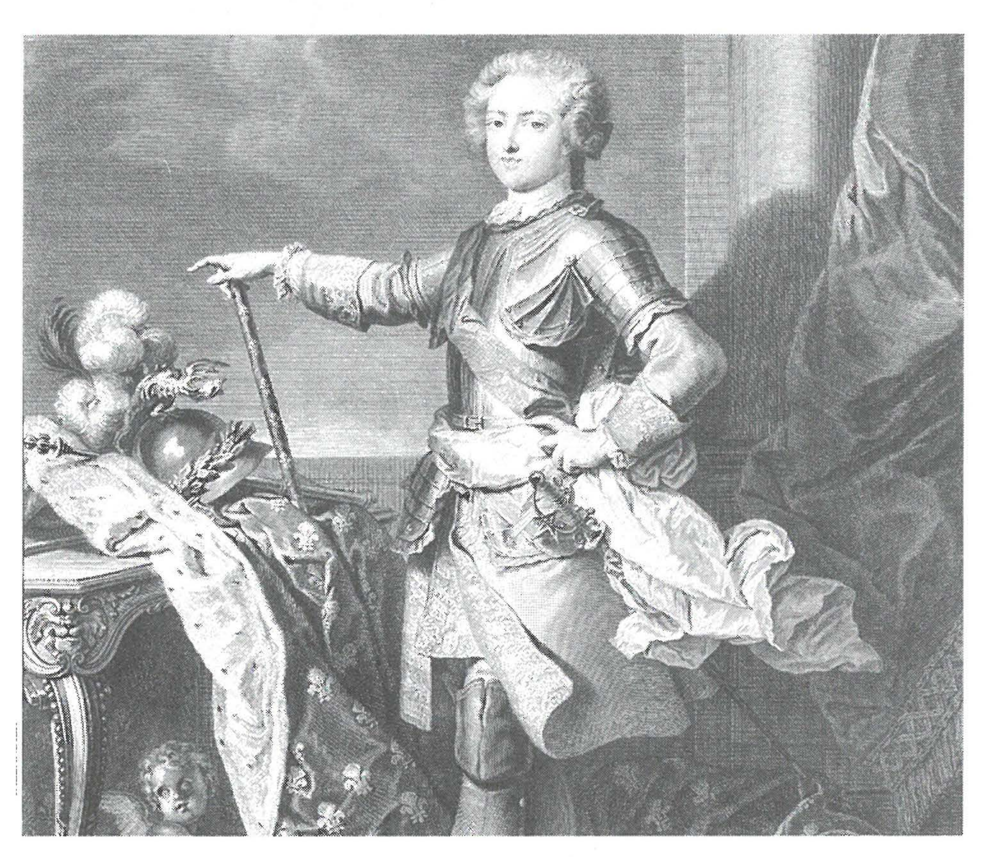
– Entendons-nous bien : je ne suis évidemment pas contre le patriotisme admirable des soldats de la Marne ou du Chemin des Dames, ni contre celui de la Résistance française lors de la dernière guerre. J'entends seulement rappeler que l'Europe sans patriotisme – ou sans passion patriotique –, celle de la fin de l'Ancien Régime, est une Europe sans haine où l'on ne connaît guère que l'esprit de clocher. Les monarchies au XVIII[e] siècle avaient établi une sorte de droit des gens, à quoi succédèrent les sentiments de haine et de peur propres à l'époque napoléonienne et aux temps modernes. En second lieu, la disparition des cent douze états du Saint-Empire, puis la Confédération germanique, tout cela selon la volonté de Napoléon, aboutirent à tirer l'Allemagne de sa léthargie. La France postrévolutionnaire et impériale ayant créé l'Allemagne comme un biologiste fou crée un monstre, le monstre, dès qu'il a été assez robuste, s'est jeté sur le sorcier, afin de le dévorer.

– L'une des conséquences de l'Empire est la perte des États français de la Louisiane : leur maintien dans le giron français eût, selon vous, à la fois prévenu la guerre de Sécession, en tout cas limité son désastre pour le Sud, et prévenu ce que l'on nomme aujourd'hui l'impérialisme américain...

– Si Louis XVI avait vécu, la Louisiane serait évidemment restée française et l'on parlerait encore notre langue dans les divers États qu'elle englobait. Par suite, pas de guerre de Sécession en 1861 : il n'y a point sécession quand il n'y a pas eu préalablement union, et l'on ne voit pas sous quel prétexte eût éclaté un conflit entre l'Amérique yankee et la grande Louisiane française. Ainsi parlerait-on deux langues aujourd'hui sur le continent nord-américain. De plus, une notable partie de la littérature américaine, si à la mode présentement, serait une province de la littérature française.

– Votre livre plaide à chaque page en faveur de la royauté des Bourbons, mais que faites-vous de l'influence des Lumières auprès de la société intellectuelle et de l'étonnante irrésolution de Louis XVI dès les premières journées de 1789 ?

– Avant de me lancer dans la rédaction du livre, je n'étais pas spécialement monarchiste,



Si Louis XV, en 1768, n'avait pas acheté la Corse à la République de Gênes, Bonaparte ne serait pas devenu empereur des Français. Peut-être serait-il devenu un feld-maréchal autrichien.

et puis ma main m'a entraîné... Cela dit, les philosophes et la monarchie vivaient en bonne intelligence et aucun de ces penseurs ne souhaitait la mort du roi. Après les déchaînements révolutionnaires, Chamfort et Condorcet mirent fin à leurs jours. Quant à Louis XVI, il reste pour moi une énigme. Tout à coup, il a eu peur de son peuple. Son péché ? Il s'est vu roi des Français et non roi de France. Il agit avec la France pour les Français : c'est le contraire qui convenait. Il ne comprit pas que les Français n'étaient point les mêmes gens d'un siècle sur l'autre, et qu'il ne fallait pas prendre au sérieux leurs passions éphémères, ni craindre de leur opposer des freins, fût-ce avec brutalité.

– Rien n'était donc moins fatal que la Révolution ?

– Il n'y a jamais eu aucune fatalité de la Révolution ! En 1788, rien n'était plus improbable qu'un tel séisme. Cela marchait depuis Clovis et tout aurait pu continuer avec les réformes nécessaires. L'artisan de la Révolution, c'est incontestablement Louis XVI.

– Que regrettez-vous le plus dans la monarchie ?

– Je regrette tout de l'ancienne monarchie car c'était le régime le plus commode. On ne choisissait pas qui devait succéder, d'où le mot de Rivarol, *« La meilleure loi n'est pas la plus juste mais la plus fixe. »* Au reste, la France capétienne était une œuvre d'art lentement élaborée, sans laquelle les Français n'étaient qu'une peuplade comme une autre.

– La grande leçon demeure pour vous que l'histoire n'est jamais écrite, et partant qu'elle n'a pas de sens ?

– J'aime l'idée du « nez de Cléopâtre ». L'histoire a quelque chose de constamment fortuit : c'est une *« petite science conjecturale »* disait Renan. Une échauffourée idiote comme la prise de la Bastille aboutit après deux siècles à la Deuxième Guerre mondiale. Les trois guerres de 1870, 1914, 1939 découlent directement de la mort de Louis XVI et de l'expulsion de Charles X. Staline, Hitler, Pol Pot sont quelques-uns de nos enfants particulièrement réussis. Ils n'auraient jamais existé sans la prise de la Bastille. N'aurait-il pas mieux valu coucher alors deux douzaines d'émeutiers sur le pavé parisien, ce qui eût épargné plusieurs millions de morts, français et étrangers, jusqu'à nos jours ? Nous autres Français, portons une lourde responsabilité devant l'histoire.

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉRIC VATRÉ

Le feld-maréchal von Bonaparte. Considérations sur les causes de la grandeur des Français et de leur décadence, **par Jean Dutourd. Flammarion, 180 pages, 99 F.**

LA PLUME DE RIVAROL

Le grief majeur que l'on a contre Rivarol (mais que l'on garde soigneusement secret) c'est qu'il a, comme on dit aujourd'hui : *démystifié* la Révolution française. Il l'a vue et peinte à la fois en réaliste et en poète, c'est-à-dire évidemment telle qu'elle était, pleine d'absurdités et d'horreurs, détruisant plus qu'elle ne construisait, vouée enfin elle-même à l'anéantissement. Il l'a dénoncée comme une époque de meurtres et de sottises. Il en a prévu les conséquences ultimes. En 1790, il sent déjà Napoléon : *« Ou le roi aura une armée, ou l'armée aura un roi. »*

Ce que les historiens ne pardonneront jamais à Rivarol, sans doute, en dépit des preuves réitérées qu'il donne de sa clairvoyance, c'est son irrespect. Les historiens de droite eux-mêmes, s'ils vomissent la Constituante, la Convention, les sections, les sans-culottes et le reste, n'osent pas faire de l'ironie. À travers le temps, la Révolution leur apparaît comme un bel orage, avec des nuages rouge sang et des catastrophes majestueuses. Pour Rivarol qui était, si j'ose dire, sur le tas, la Révolution n'était qu'un événement contemporain, fait ou subi par des hommes qu'il avait connus et qu'il jugeait selon leurs normes réelles. Dans un événement contemporain, il n'y a jamais de poésie. La poésie vient ensuite ; elle naît du recul, qui efface des milliers de détails vulgaires, qui dénature les causes, qui patine les faits.

Et puis, nous n'avons pas connu l'ancienne France ; nous n'avons plus l'idée de ce que fut cette civilisation compliquée, vénérable et exquise. Rivarol l'a connue, lui ; il voyait ce que le monde perdait par sa destruction, et vers quelle décadence on se dirigeait. Il était frappé par la grandeur des ruines et la petitesse des démolisseurs. Il était tout occupé du contraste entre le dérisoire de l'ensemble et l'horreur quotidienne. Ces sortes de disparates amusent immanquablement les hommes supérieurs, tout en les affligeant. *« La populace,* dit Rivarol, *est toujours cannibale, toujours anthropophage. Pour elle, il n'y a pas de Siècle des lumières. »* C'est du même œil non prévenu qu'il lit la Déclaration des droits de l'homme et qu'il l'appelle *« Préface criminelle d'un livre impossible »*. Il y a là plus que de la polémique, certainement, puisque de telles paroles irritent encore, après cent soixante ans. Je ne connais que la vérité pour rester scandaleuse aussi longtemps.

JEAN DUTOURD

Préface aux *Plus belles pages de Rivarol*. Mercure de France, 1963.

Un fils de son temps

PAR PHILIPPE CONRAD

Lui-même en est convenu à Sainte-Hélène : « Je suis un fils de la Révolution. » Fils indigne pour les uns, fils trop fidèle pour les autres. Au moins la première partie de sa vie s'est-elle confondue avec le drame immense de son temps.

15 mai 1768. Traité de Versailles, par lequel la République de Gênes remet la Corse à la France.

8 mai 1769. Les partisans de Paoli, chef du mouvement indépendantiste corse, sont vaincus à Ponte-Nuovo par les troupes françaises. Le comte de Vaux devient gouverneur militaire de la Corse et monsieur de Marbeuf lui succède de 1770 à 1786.



TALLANDIER

Charles Buonaparte (1746-1785), père de Napoléon. Homme de loi, il épousa tout d'abord la cause de Paoli, puis il l'abandonna pour se rallier à la cause française. Mort d'un cancer.

15 août 1769. Naissance à Ajaccio de Napoléon, deuxième enfant de Charles Buonaparte et de Letizia Ramolino, après Joseph, né en 1768, avant Lucien (1775), Élisa (1777), Louis (1778), Pauline (1780), Caroline (1782) et Jérôme (1784).

23 février 1771. Réforme du chancelier Maupeou. En enlevant leurs pouvoirs politiques aux Parlements, elle constituait la dernière chance, pour la monarchie, de conduire les réformes qui pouvaient permettre de faire l'économie de la Révolution.

10 mai 1774. Mort de Louis XV, c'est son petit-fils, Louis XVI, âgé de vingt ans, qui lui succède. Il écarte les ministres de son grand-père, nomme Turgot au contrôle général des finances le 24 août et rappelle les Parlements le 12 novembre.

1775. Institution en Corse d'États provinciaux auxquels Charles Buonaparte, le père de Napoléon, sera l'un des représentants de la noblesse insulaire.

12 mai 1776. Disgrâce de Turgot. C'est l'échec de ce qui aurait pu être un « despotisme éclairé » à la française.

4 juillet 1776. Déclaration d'indépendance américaine.

Juin 1777. Necker devient directeur général des Finances.

6 février 1778. Traité d'alliance franco-américain.



TALLANDIER

Letizia Ramolino (1750-1836), mère de Napoléon. Mariée à 14 ans (1764), elle mit au monde treize enfants dont huit survécurent. Elle ne crut jamais à la durée de l'aventure de son fils.

1778. Charles Buonaparte est reçu à Versailles avec une délégation de la noblesse corse.

Janvier 1779. Entrée au collège d'Autun de Joseph et de Napoléon.

15 mai 1779. Napoléon entre au collège militaire de Brienne. Il y restera jusqu'au 30 octobre 1784. Il y est le condisciple de Bourrienne, qui sera plus tard son secrétaire. Il est admis en septembre 1784 à l'École militaire de Paris. Il en sortira quarante-deuxième sur cinquante-huit.

22 mai 1781. Édit de Ségur, réservant à la noblesse les grades d'officiers.

24 février 1785. Mort de Charles Buonaparte.

21 septembre 1785. Jeune sous-lieutenant d'artillerie, Napoléon est affecté au régiment de la Fère, en garnison à Valence.

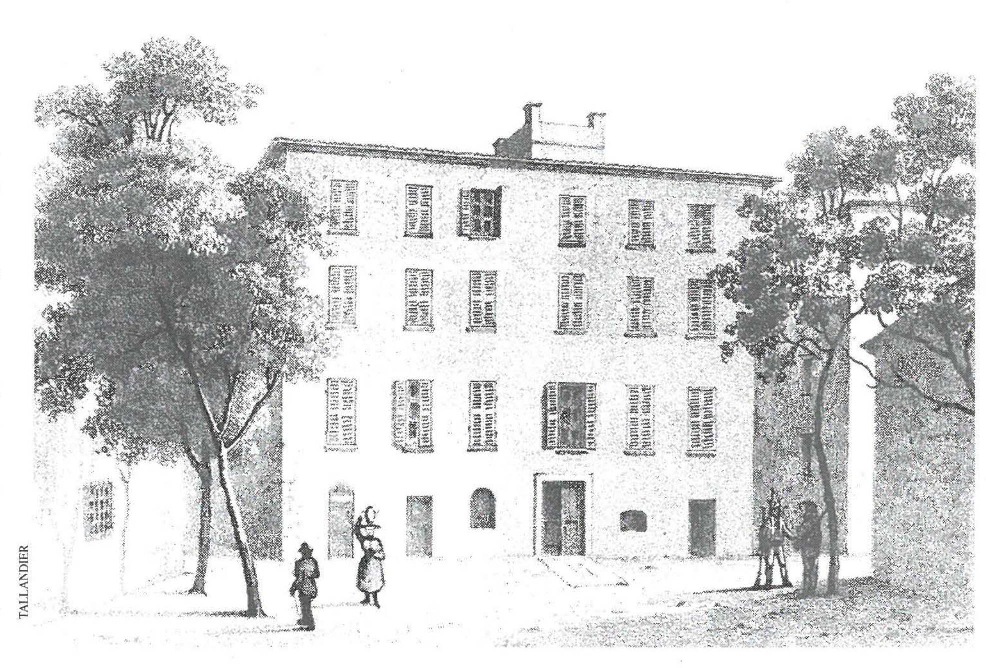
Avril 1786. Disposant d'importants loisirs, le jeune officier entame la rédaction d'une *Histoire de la Corse* dans laquelle il exprime des sentiments favorables à Paoli et condamne la conquête de *« sa patrie »* par la France.

15 septembre 1786. Jusqu'au 12 septembre 1787, il bénéficie d'une permission en Corse, pour aller s'y occuper des affaires de sa famille. Sa permission est prolongée au-delà du 1er décembre 1788, pour qu'il puisse assister aux délibérations des États de Corse et *« pour y discuter des droits essentiels de sa modeste fortune »*.

25 mai 1787. Dissolution de l'Assemblée des notables réunie par Calonne en février.

8 mai 1788. Réforme de Lamoignon, qui réduit les pouvoirs des Parlements. Le Parlement de Paris et ceux de province s'y opposent.

Mai 1788. Napoléon a rejoint la garnison d'Auxonne et suit les cours d'artillerie du baron du Teil. Il occupe ses loisirs à écrire divers récits, dont *Le comte d'Essex*. En octobre, il entreprend la rédaction d'un ouvrage hostile aux monarchies européennes. Il est alors très influencé par la lecture de Rousseau et demeure un admirateur de Paoli.



Dans cette maison, sise rue Saint-Charles, à Ajaccio, alors rue Malerba, le 15 août 1769, dans la matinée, Letizia Bonaparte accoucha d'un enfant mâle qu'on appela Napoléon, prénom porté depuis des siècles par tous les seconds fils de la famille.

7 juin 1788. « Journée des Tuiles » de Grenoble. Les États du Dauphiné, réunis le lendemain à Vizille s'engagent à ne pas accepter l'impôt qui ne serait pas voté par les États Généraux.

8 août 1788. Convocation des États Généraux.

26 août 1788. Rappel de Necker.

27 décembre 1788. Le conseil royal décide le doublement de la représentation du Tiers État. Les élections ont lieu en mars.

30 avril 1789. Première réunion à Versailles du Club Breton, noyau du futur Club des jacobins.

5 mai 1789. Ouverture des États Généraux à Versailles. Le 17 juin, le Tiers État se constitue en Assemblée nationale sur proposition de Sieyès. Le 20 juin, les députés qui lui sont acquis prêtent le serment du Jeu de Paume, selon lequel ils ne se sépareront pas avant d'avoir donné une constitution à la France. Le 9 juillet, les trois ordres réunis se proclament Assemblée nationale constituante. La révolution politique est faite. La France est passée d'un régime de monarchie de droit divin à un système constitutionnel.

12 juillet 1789. Le renvoi de Necker décidé la veille déclenche l'émeute dans Paris. Partie du Palais-Royal où s'activent les agents provocateurs du duc Philippe

PASCAL PAOLI

Pascal Paoli, dit « U babbu di a patria », né à Morosaglia, Corse, le 6 avril 1725, mort près de Londres, le 5 février 1807. Il est le second fils de Hyacinthe Paoli, héros de l'indépendance corse. Son enfance s'écoule dans les rumeurs de la révolte des Corses contre les oppresseurs de l'île, les Génois. En 1739, le jeune Pascal prend pour la première fois le chemin de l'exil avec son père, banni après la conquête de la Corse par le marquis de Maillebois. En 1749, il achève ses études et est nommé enseigne au régiment royal de Farnèse. Pascal Paoli revient dans son île en avril 1765. Il s'agit pour lui de faire de la Corse un pays indépendant et autonome. En 1769, il est contraint de laisser la Corse aux mains des Français et s'enfuit en Angleterre. Revenu à la Révolution, président du directoire départemental en 1790, nommé par la Législative commandant de la 23e division militaire à Bastia, il conspire à nouveau pour l'indépendance de l'île. Entré en rébellion ouverte contre la Convention, il se fait proclamer généralissime à Corte avec Pozzo di Borgo comme secrétaire. Aidé par les troupes anglaises, il proclame l'union de la Corse à l'Angleterre mais il est invité à rejoindre George III qui l'empêchera de revenir dans son île natale. Napoléon regrettera de ne pas l'avoir appelé près de lui : *« C'eût été une grande jouissance pour moi, un vrai trophée »*.


TALLANDIER

Prise de la Bastille, le 14 juillet 1789. Contre promesse de vie sauve, le gouverneur de Launay accepte de capituler. Il est aussitôt massacré ainsi que les soldats invalides préposés à la garde de l'ancienne forteresse. Leurs têtes sont promenées en triomphe au bout de piques.

d'Orléans, elle est brisée par le Royal-Allemand du prince de Lambesc sur la place Louis-XV (place de la Concorde). Mais une municipalité révolutionnaire se constitue et La Fayette organise une garde nationale dont l'ossature est fournie par les gardes françaises mutinées. Le 14, l'hôtel des Invalides est pillé et la Bastille est prise. Le 17, Louis XVI est bien accueilli à Paris après l'annonce du rappel de Necker. La prise de la Bastille s'est accompagnée du massacre par la populace du gouverneur de Launay et d'une centaine de soldats invalides *après leur reddition*. L'intendant de Paris, Bertier de Sauvigny, a été pendu, décapité et dépecé. La Terreur révolutionnaire commence ce jour-là et ne prendra fin qu'au 18-Brumaire.

Juillet 1789. Bonaparte apprend les événements de Paris et participe au maintien de l'ordre à Auxonne où des troubles ont éclaté.

4 août 1789. Pour calmer l'insurrection paysanne qui, sous le couvert de la « Grande Peur », gagne presque toutes les campagnes, l'Assemblée vote l'abolition des privilèges et la fin du régime seigneurial. L'égalité civile de tous les Français est acquise. La révolution sociale est faite.

9 août 1789. Dans une lettre à son frère Joseph, Napoléon considère que l'abolition des privilèges intervenue dans la nuit du 4 est *« un grand pas vers le bien »*. Il demande bientôt un congé pour le semestre d'hiver.

26 août 1789. L'Assemblée adopte, en préambule de la future constitution, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Septembre 1789. Napoléon rencontre à Marseille l'abbé Raynal, dont il a lu les œuvres. Arrivé en Corse – où il restera jusqu'en février 1791 – il est fait lieutenant-colonel en second de la garde nationale d'Ajaccio.

5-6 octobre 1789. La marche des émeutiers parisiens sur Versailles a pour conséquence le retour à Paris de la famille royale et de l'Assemblée, désormais soumises aux pressions des foules révolutionnaires.

2 novembre 1789. Mise des biens du clergé à la disposition de la nation.

30 novembre 1789. La Constituante déclare la Corse *« partie intégrante de l'Empire français »*.

19 décembre 1789. Création des assignats. À l'origine, simples bons du Trésor appelés à être remboursés au rythme de la vente des biens nationaux, ils auront bientôt (17 avril 1790) valeur circulatoire et deviendront du papier monnaie le 29 septembre suivant. Leur usage abusif va engendrer une inflation vertigineuse, qui profitera surtout aux acheteurs de biens nationaux (ceux-ci seront payés en assignats dévalués).

Février 1790. L'Assemblée de Bastia décide le retour de Paoli qui est accueilli triomphalement dans l'île le 17 juillet suivant. Mais le fossé se creuse entre patriotes ralliés à Paoli et « royalistes ». Joseph Bonaparte est élu président du directoire d'Ajaccio.

29 mars 1790. Le pape Pie VI condamne la Déclaration des droits de l'homme.

19 juin 1790. Abolition de la noblesse héréditaire, des titres et des armoiries.

12 juillet 1790. Adoption par l'Assemblée de la Constitution civile du clergé.

14 juillet 1790. La fête de la Fédération réunit sur le Champ-de-Mars des représentants de toutes les provinces venus témoigner de leur volonté de fonder la nation sur la souveraineté populaire.

31 août 1790. Le marquis de Bouillé reprend Nancy où s'était déclenchée une mutinerie militaire qui est sévèrement réprimée.

27 novembre 1790. Les membres du clergé sont contraints de prêter serment de fidélité à la Constitution civile du clergé, ce qui va opposer les « constitutionnels » aux « réfractaires ».

23 janvier 1791. Napoléon écrit une lettre à Buttafuoco, le chef de file des « royalistes » corses et le représentant de l'île à la Constituante, pour condamner sa conduite et sa *« trahison »* des intérêts corses.

Février 1791. Bonaparte rejoint Auxonne en compagnie de son jeune frère Louis, alors âgé de douze ans. Dans un *Discours sur le bonheur* adressé à l'académie de Lyon, il s'inspire de Raynal et de Rousseau.

Juin 1791. La mise en œuvre de la Constitution civile du clergé, condamnée par le pape le 10 mars précédent, déclenche une insurrection à Bastia.

1er juin 1791. Bonaparte est de retour à Valence, où il sollicite, en octobre, un nouveau congé pour revenir en Corse.

14 juin 1791. Vote de la loi Le Chapelier, confirmée ultérieurement par le Code civil, qui interdit, au nom du respect de la propriété individuelle, les coalitions ouvrières et fonde juridiquement l'exploitation du monde ouvrier par les possédants.

21 juin 1791. Échec de la tentative de fuite de Louis XVI qui est arrêté à Varennes.

17 juillet 1791. La fusillade du Champ-de-Mars disperse les pétitionnaires venus réclamer la destitution du roi, à l'initiative du Club des cordeliers, partisan de l'instauration d'une république.

14 septembre 1791. La veille de la séparation de l'Assemblée constituante, le roi prête serment à la Constitution. Avignon et le Comtat Venaissin sont rattachés à la France à l'issue d'un plébiscite. C'est la première manifestation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

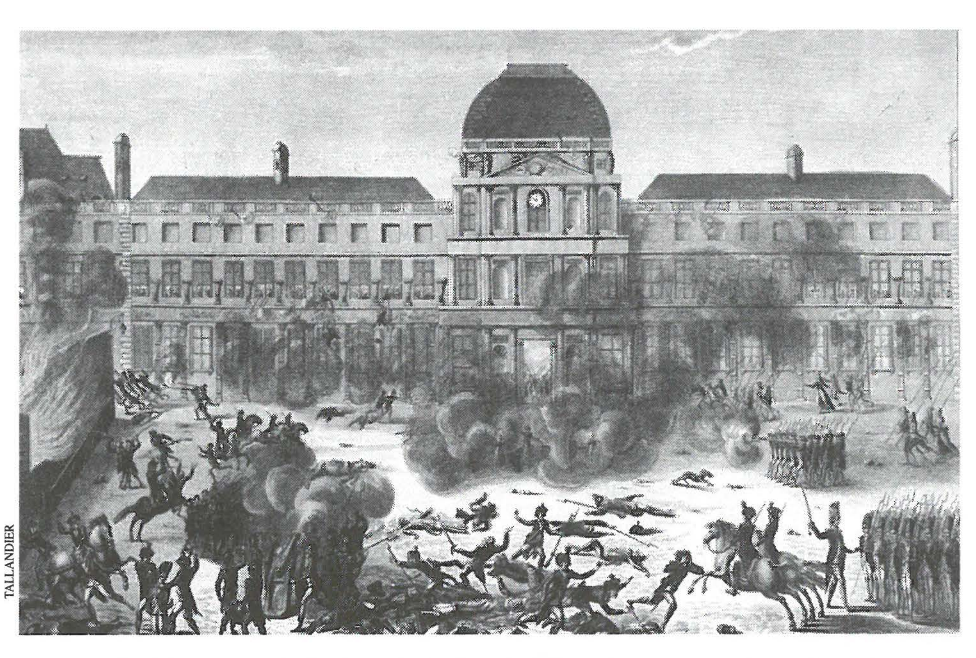
1er octobre 1791. Réunion de l'Assemblée législative.

20 avril 1792. L'Assemblée vote la déclaration de guerre *« au roi de Hongrie et de Bohême »*, c'est-à-dire à l'empereur d'Autriche. Louis XVI s'attend à une défaite qui permettrait d'en finir avec la Révolution. La Fayette et les Feuillants escomptent un succès qui redonnerait du prestige à la monarchie constitutionnelle. Les Girondins souhaitent une guerre révolutionnaire générale, appelée à embraser toute l'Europe pour obtenir la *« chute des tyrans »*. Seul Robespierre craint les effets d'un conflit que la France ne paraît pas en mesure de gagner et qui pourrait se révéler fatal à l'espérance révolutionnaire...

28 mai 1792. Bonaparte est à Paris et se voit promu au grade de capitaine.

20 juin 1792. La foule envahit les Tuileries, sans obtenir de Louis XVI qu'il renonce au veto qu'il a opposé à certaines mesures prises par la Législative. La tradition veut que Napoléon ait déploré, en cette circonstance, la faiblesse du souverain.

11 juillet 1792. L'Assemblée proclame la « Patrie en danger ». Le 28, Paris a connaissance du manifeste de Brunswick, qui la menace d'une destruction totale.



TALLANDIER

Prise du château des Tuileries, le matin du 10 août 1792 par la populace et les gardes nationaux de Brest et de Marseille réunis au camp des fédérés. Louis XVI ayant donné l'ordre à ses gardes suisses de ne pas riposter par la force, ces malheureux sont massacrés et la famille royale tombe au pouvoir des émeutiers. Témoin de ces événements, Bonaparte commentera à l'adresse du roi : « che coglione ! »

10 août 1792. Bonaparte se rend aux Tuileries après la prise du palais par la foule insurgée, et déplore les excès de la *« plus vile canaille »*. Le roi est incarcéré au Temple. Une commission exécutive dirige le pays, une Convention nationale doit être élue au suffrage universel.

2-9 septembre 1792. Les massacres de septembre sont perpétrés dans les prisons parisiennes, où sont internés les « suspects ». On estime à 1 300 le nombre des victimes.

20 septembre 1792. Bataille de Valmy. L'armée « nationale », formée d'unités d'Ancien Régime et de bataillons de volontaires, repousse l'armée prussienne de Brunswick, sans véritable combat.

22 septembre 1792. La Convention décide que les actes publics seront dorénavant datés de *« l'an I de la République française »*.

Octobre 1792. Le capitaine Bonaparte est de nouveau de retour en Corse, après avoir obtenu une permission pour y accompagner sa sœur Élisa.

6 novembre 1792. Victoire de Jemmapes sur les Autrichiens.

19 novembre 1792. Alors que la Constituante avait déclaré en 1790 *« la paix au monde »*, la Convention se réserve le droit d'intervenir partout où les peuples *« voudront recouvrer leur liberté »*.

21 janvier 1793. Exécution de Louis XVI.

Février 1793. Devant l'invasion de la Belgique et les menaces françaises sur la Hollande, formation contre la France de la première coalition regroupant l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal, les États italiens, la Hollande et l'Empire allemand.

18 février 1793. Napoléon embarque avec l'expédition conduite contre l'île de la Maddalena, entre Corse et Sardaigne. Il s'empare de l'îlot San Stefano et y installe ses canons, mais une mutinerie des marins l'oblige à renoncer et fait échouer l'entreprise.

10 mars 1793. Création du Tribunal révolutionnaire.

11 mars 1793. Début du soulèvement vendéen, consécutif à la persécution des prêtres réfractaires, à l'exécution du roi et à la levée de trois cent mille hommes, décrétée en février.

2 avril 1793. La Convention invite Paoli à venir s'expliquer à Paris. C'est Lucien Bonaparte qui, à Toulon, a mis en cause la loyauté du général corse, soupçonné de « fédéralisme ». Bonaparte se rapproche alors de Saliceti, acquis à la Convention, et quitte Ajaccio pour Bastia. Après une tentative

LE GÉNOCIDE VENDÉEN

À l'annonce de la levée de 300 000 hommes décidée par la Convention, le 3 mars 1793, un soulèvement éclate dans le département de la Vendée (Bas-Poitou). Dans ce pays rural, où la noblesse vit du revenu des terres qu'elle exploite et non de redevances et de droits féodaux, où la religion est profondément ancrée dans la population, la vente des biens nationaux n'a pas profité aux paysans mais à la bourgeoisie des petites villes.

L'insurrection vendéenne, beaucoup plus qu'un mouvement politique pour la monarchie (les Vendéens n'ont pas bougé à l'annonce de l'exécution du roi), est une révolte contre la bourgeoisie des villes, assimilée à juste titre à la classe dirigeante et bénéficiaire de la Révolution. Dès mars 1793, toute la Vendée s'embrase. La Révolution ne contrôle plus que les Sables-d'Olonne. Les forces républicaines sont balayées à Saumur, Bressuire, Thouars, Fontenay-le-Comte, mais l'expansion de la révolte s'arrête après l'échec devant Nantes, le 29 juin 1793, où Cathelineau est mortellement blessé. Malgré un nouveau succès des Vendéens à Torfou (19 septembre 1793), les Bleus qui ont reçu de gros renforts mènent une contre-offensive et livrent bataille à l'armée catholique et royale autour de Cholet, du 15 au 17 octobre 1793. Vaincus, la route de la retraite coupée, les Vendéens passent la Loire et marchent sur Granville (« virée de Galerne »), espérant s'emparer de ce port sur la Manche pour y recevoir un soutien des Anglais. Contraints de faire demi-tour, ils échouent devant Angers, livrent une terrible bataille au Mans, le 13 décembre, et achèvent de se faire massacrer à Savenay, le 23 décembre 1793. Les grandes opérations militaires sont terminées. Derrière Charette et Stofflet, les Vendéens se réfugient dans la guérilla. La Vendée est dévastée par douze colonnes infernales, organisées sous les ordres de Turreau pour *« exterminer sans réserve tous les individus de tout âge et de tout sexe »*. Le génocide de la population vendéenne n'arrête pas la résistance de Stofflet ou de Charette, pris et exécutés en 1796. Ce n'est qu'après l'avènement du Consulat qu'interviendra une vraie pacification. Pour la seule Vendée, Reynald Secher estime au moins à 117 000 le nombre de victimes du génocide.

Pour plus de précisions, on peut se reporter au n°5 d'*Enquête sur l'histoire* : « 1793, la Vendée, la Terreur ».

malheureuse pour s'emparer d'Ajaccio, il cherche refuge à Calvi avec sa famille pendant que leur maison d'Ajaccio est saccagée par les partisans de Paoli.

Mai-juin 1793. Déclenchement d'insurrections fédéralistes à Marseille, Toulon, Bordeaux, Lyon et Caen.

11 juin 1793. La famille Bonaparte se replie sur Toulon. Napoléon est affecté à Nice, au 4e régiment d'artillerie.

Juillet 1793. Napoléon rédige *Le souper de Beaucaire*, une brochure dans laquelle il défend les positions jacobines face à l'ennemi royaliste et aux républicains trompés que sont, à son avis, les fédéralistes, parmi lesquels il range désormais Paoli. Il révèle en cette occasion un génie certain de la propagande.

27 juillet 1793. Entrée de Robespierre au Comité de salut public. Instauration d'un gouvernement révolutionnaire qui reporte à la conclusion de la paix la mise en œuvre de la Constitution de l'an I (décret du 10 octobre).

23 août 1793. Décret instituant la *« levée en masse »*.

Septembre 1793. Bonaparte est nommé commandant de l'artillerie de l'Armée de Carteaux, chargée de reprendre Toulon. Il y remplace Dammartin, blessé à Ollioules.



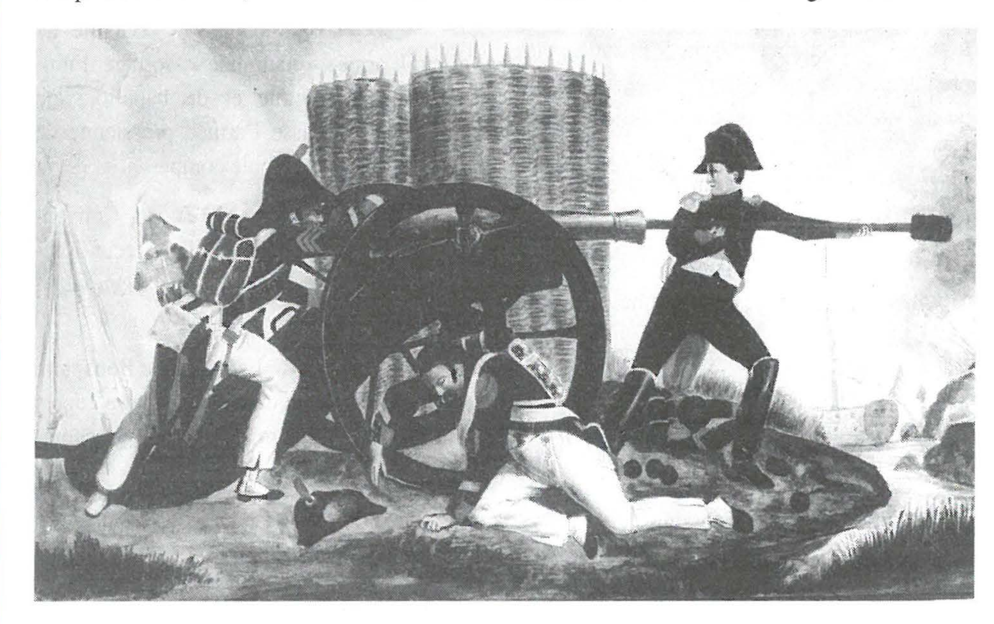
TALLANDIER

Portrait tragique de la reine Marie-Antoinette emprisonnée au Temple peu avant son exécution, le 16 octobre 1793.

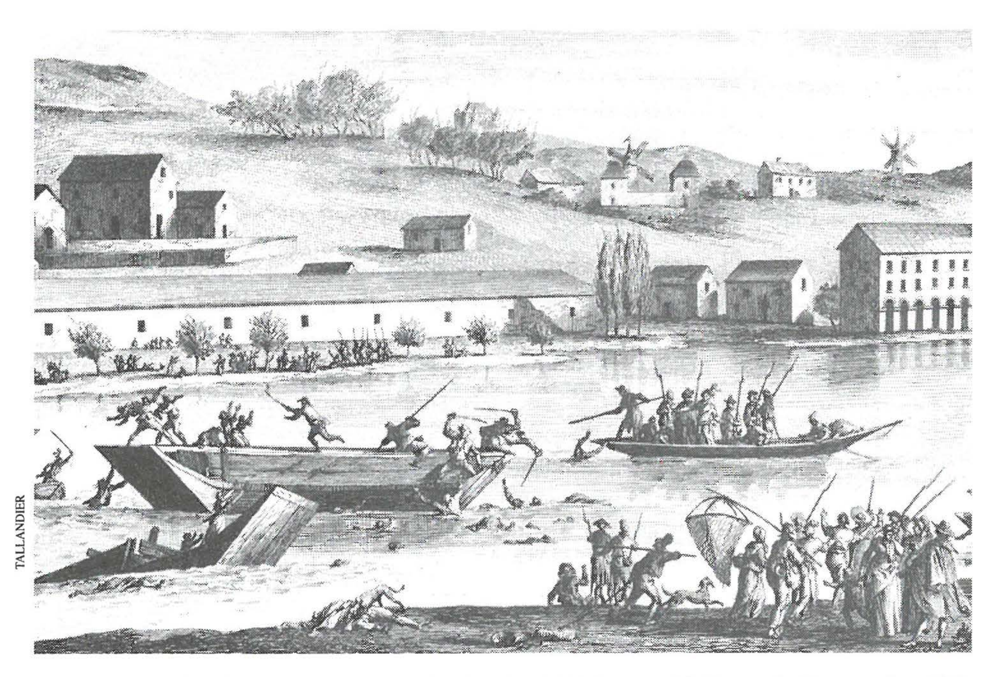
16 octobre 1793. Victoire de Wattignies sur les Autrichiens. Exécution de la Reine.

31 octobre 1793. Exécution des députés girondins arrêtés le 2 juin.

11-17 décembre 1793. À Toulon, sur initiative de Bonaparte, bataille pour le fort Musgrave, ou « Petit Gibraltar », qui commande le contrôle de Toulon. Sa chute entraîne l'évacuation des Anglais le 18.



L'imagerie populaire s'empare déjà des exploits du « petit général » représenté lors du siège de Toulon servant lui-même une pièce d'artillerie dont le canonnier vient d'être tué.



Noyades ordonnées par Jean-Baptiste Carrier (1756-1794), envoyé à Nantes le 29 septembre 1793 par le Comité de salut public avec des pouvoirs illimités « pour purger la ville ». Il organise le massacre en masse des « suspects », faisant guillotiner, fusiller ou noyer plus de 10 000 personnes en trois mois, sans distinction d'âge ou de sexe. Arrêté après le 9-Thermidor, il sera guillotiné le 16 décembre 1794.

SALUT PUBLIC

C'est à nous, et à nous seuls, les monarchistes, qu'incombent cette lourde tâche, ce devoir et cet honneur du salut public. Je ne crains pas d'emprunter ainsi au vocabulaire de la Révolution une des très rares formules qui aient été significatives (...). Cette formule a suscité tout ce qu'il y a de courageux, d'honorable et de patriotique dans la Révolution française : la résistance à l'étranger. Sous la Restauration, un ministre du roi remerciait le Comité de salut public d'avoir sauvé l'intégrité de la France. Le salut public est désormais l'idée directrice des nationalistes conscients, j'entends de ceux qui sont royalistes. À d'autres de renouveler les utopies funestes de 1789 : s'il faut à tout prix chercher l'inspiration dans l'histoire de notre grande crise, nous préférons aller à 1793. Après tout un Danton continue un Henri IV, un Louis XI, un Philippe Auguste, même s'il les continue misérablement. Un Roland ou un La Fayette ne put rien que troubler l'État ou le diminuer.

CHARLES MAURRAS

***Le Soleil*, 17 mars 1900. Texte repris dans le *Dictionnaire politique et critique*.**

22 décembre 1793. Bonaparte est fait général de brigade, sur proposition des représentants Barras et Fréron (amoureux de la belle Pauline Bonaparte), promotion confirmée le 6 février 1794.

23 décembre 1793. À Savenay, défaite définitive de l'armée catholique et royale, vaincue par l'armée de Mayence. Sous l'action des « colonnes infernales », la Vendée va subir un véritable génocide.

Printemps 1794. De son poste de Nice, Bonaparte imagine une offensive contre le Piémont mais, s'il est soutenu par le jeune frère de Robespierre, il se heurte au refus de Carnot qui veut donner la priorité à la lutte contre l'Espagne.

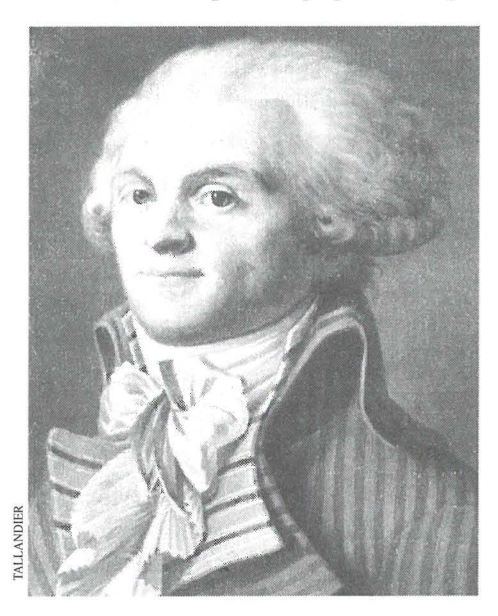
4 juin 1794. À la Convention, l'abbé Grégoire réclame *« l'anéantissement des patois »* et *« l'imposition de la langue française »*.

11 juin-27 juillet 1794. Période de la « Grande Terreur ».

26 juin 1794. Jourdan vainqueur à Fleurus des Autrichiens. La France est à l'abri de l'invasion.

27 juillet 1794 (9 thermidor an II). La Convention vote l'arrestation de Robespierre qui est exécuté le lendemain avec ses partisans les plus proches.

9 août 1794. Suspecté de sympathies jacobines en raison de ses liens d'amitié avec Robespierre le jeune, Bonaparte est arrêté au lendemain du 9-Thermidor. Il est libéré le 20 août à la grande satisfaction du général Dumerbion, qui a besoin de lui sur le front du Piémont, où Bonaparte va préparer l'attaque victorieuse sur Cairo. Amoureux de Désirée Clary (la fille d'un riche négociant marseillais), il refuse d'aller commander en Vendée une brigade d'infanterie et demande un nouveau congé.



Maximilien de Robespierre (1758-1794). Ce petit avocat d'Arras, pâle et propret, est nourri des utopies de Rousseau qui justifient à ses yeux toutes les cruautés. Exerçant un pouvoir dictatorial au sein du Comité de salut public à partir de juillet 1793, il met la Terreur à l'ordre du jour, au point d'effrayer ses complices qui le renversent un an plus tard pour sauver leur peau.

1er avril 1795 (12 germinal an III). Émeute de la misère à Paris.

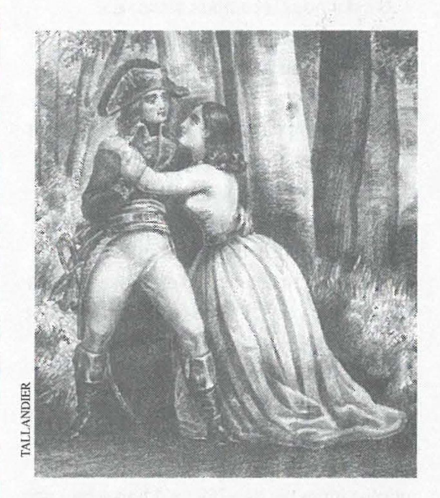
5 avril 1795. Paix de Bâle entre la Prusse et la République qui se voit reconnaître la possession de la rive gauche du Rhin.

20-22 mai 1795 (1er prairial an III). Nouvelle émeute parisienne provoquée par la disette. La République, qui n'a pas les scrupules de l'ancienne monarchie, fait tirer sur le peuple. La répression est dirigée par le général Menou. C'en est fini du rôle particulier joué par les faubourgs parisiens depuis 1789 dans le cours de la Révolution. Désormais, les thermidoriens se retrouvent étroitement dépendants du pouvoir militaire.

21 juillet 1795. Échec des émigrés débarqués à Quiberon.

22 août 1795. Adoption de la Constitution de l'an III et du décret qui réserve les

NAPOLÉON ET JOSÉPHINE



Gravure populaire illustrant les entreprises amoureuses de la séduisante Joséphine.

Née Marie, Josèphe, Rose Tascher de La Pagerie aux Trois-Ilets, Martinique, le 23 juin 1763, dans une famille de planteurs français, famille créole nullement métissée, celle que l'histoire connaît sous le nom de Joséphine est la fille d'un lieutenant de l'infanterie de marine royale. Elle vient en France en 1779. À seize ans, elle est mariée au vicomte Alexandre de Beauharnais, dont elle a deux enfants, Eugène (futur général, prince d'Empire et vice-roi d'Italie) et Hortense (future reine de Hollande après son mariage malheureux avec Louis Bonaparte qui lui donna plusieurs enfants, notamment le futur Napoléon III).

Président de l'Assemblée constituante, Alexandre est envoyé à l'échafaud en 1794 et Joséphine est emprisonnée. Libérée par Thermidor, liée aux Tallien et à Barras, dont on pense qu'elle est la maîtresse, elle devient l'une des femmes les plus en vue de Paris. En septembre 1795, elle rencontre le général Bonaparte, de six ans plus jeune qu'elle, qui l'épouse civilement le 9 mars 1796. Lui vouant un amour passionné et jaloux, Bonaparte la fait venir en Italie et souffre cruellement de ses infidélités. Après l'Égypte, elle sait reprendre son cœur. Elle exerce une grande influence mondaine et politique à l'époque du Consulat.

Partageant la prodigieuse ascension de son époux, elle est couronnée impératrice en 1804 après la célébration de leur mariage religieux. Mais Napoléon, à qui elle n'a pu donner d'héritier, impose le divorce le 16 décembre 1809. Largement dotée et conservant le titre d'impératrice, Joséphine meurt à la Malmaison le 29 mai 1814.

deux tiers des sièges des futurs conseils aux députés conventionnels sortants, décision scandaleuse qui suscite la colère dans Paris.

5 octobre 1795 (13 vendémiaire an IV). Profitant de l'impopularité de la Convention et de l'indignation provoquée par les « Deux Tiers », les royalistes, qui sont devenus puissants à Paris, préparent une insurrection. Barras, commandant de l'armée de l'Intérieur, fait appel aux anciens jacobins et à Bonaparte pour briser l'émeute qui menace l'Assemblée. En faisant amener par Murat les canons du camp de Sablons, le général prend une part décisive à l'échec de l'insurrection royaliste. La convention thermidorienne lui rend hommage le 17 vendémiaire et il est nommé le 24 général de division, commandant en second de l'armée de l'Intérieur. Le 3 brumaire an IV, il prend le commandement de cette armée après que Barras eut abandonné cette fonction. Napoléon francise son nom : Buonaparte devient Bonaparte.

31 octobre 1795. Élection du premier Directoire exécutif, dominé par Barras.

4 février 1796. Scherer abandonne le commandement de l'armée d'Italie, qui, sur recommandation de Barras, est confiée le 2 mars à Bonaparte.

9 mars 1796. Le général épouse Joséphine Tascher de La Pagerie, égérie de Barras et veuve du vicomte de Beauharnais, guillotiné sous la Terreur.

27 mars 1796. Bonaparte arrive à Nice pour prendre le commandement de l'armée d'Italie.

29 mars 1796. Charette est fusillé à Nantes.

12 avril 1796. Victoire de Bonaparte sur les Autrichiens à Montenotte, confirmée à Dego le 15.

13 avril 1796. Défaite des Sardes à Millesimo. Ils sont de nouveau battus à Mondovi le 21 et définitivement séparés de leurs alliés autrichiens.

28 avril 1796. La Sardaigne est contrainte, par Bonaparte, de signer l'armistice de Cherasco.

10 mai 1796. Bonaparte victorieux au pont de Lodi, sur l'Adda.

15 mai 1796. Le général entre en vainqueur à Milan, qui l'accueille en libérateur. Il a 27 ans. Parme et Modène signent la paix. Bonaparte menace de démissionner quand Carnot prétend affecter Kellermann à la défense du Piémont. Le Directoire s'incline.

15 juillet 1796. Début du siège de Mantoue.

3 et 5 août 1796. Wurmser est battu par Bonaparte à Lonato et Castiglione.

4 et 8 septembre 1796. Victoires de Roveredo et de Bassano.

15 novembre 1796. Tentative infructueuse de franchissement du pont d'Arcole. Cet épisode sera ultérieurement magnifié par la légende napoléonienne, d'autant que Bonaparte parvient à battre les Autrichiens le 17.

14 janvier 1797. Victoire de Rivoli.

2 février 1797. Capitulation de Mantoue.

19 février 1797. Le pape est contraint de signer le traité de Tolentino.

7 avril 1797. Un premier armistice est signé avec les Autrichiens. Il est renouvelé le 13 et conclu de manière définitive le 18 avril à Leoben, alors que l'armée d'Italie est arrivée à une centaine de kilomètres de Vienne.

2 mai 1797. À la suite des « Vêpres de Vérone », qui ont vu les habitants se soulever contre les troupes françaises (27 avril), Bonaparte déclare la guerre à la République de Venise. La ville de la lagune est occupée le 15 mai. Bonaparte a pris ces initiatives sans avoir informé le gouvernement de Paris.

29 juin 1797. La Lombardie devient République cisalpine.

4 septembre 1797 (18 fructidor an V). Le coup d'État conduit par le Directoire contre la majorité royaliste issue des élections est appuyé par les troupes envoyées par Bonaparte sous le commandement d'Augereau.

17 octobre 1797. C'est Bonaparte qui négocie en personne la paix de Campo-

formio avec l'Autriche, qui reçoit Venise en compensation de la perte de la Belgique et du Milanais. C'est également lui qui va négocier à Rastadt la question de la rive gauche du Rhin.

27 octobre 1797. Le Directoire nomme Bonaparte commandant de l'armée d'Angleterre.

25 décembre 1797. Bonaparte entre à l'Institut et y occupe le siège laissé vacant par Carnot.

8-20 février 1798. Un voyage d'enquête permet à Bonaparte de mesurer les difficultés d'un débarquement en Angleterre. Dès son rapport du 23 février, il conseille plutôt une action contre le Hanovre ou contre l'Égypte, cette deuxième hypothèse ayant sa préférence.

11 mai 1798 (22 floréal an VI). Nouveau coup d'État réalisé par les directeurs contre les députés jacobins qui viennent d'être élus et qui sont invalidés.

19 mai 1798. La flotte de l'amiral Brueys quitte Toulon, s'empare de Malte le 11 juin et débarque le corps expéditionnaire à Alexandrie le 1er juillet.

21 juillet 1798. La victoire des Pyramides ouvre les portes du Caire aux Français.

1er août 1798. Nelson détruit par surprise la flotte française restée au mouillage à Aboukir.

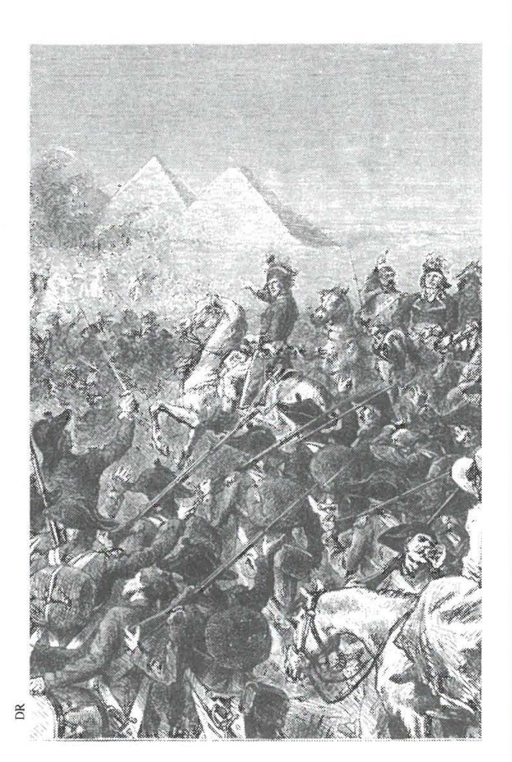
5 septembre 1798. La loi Jourdan établit le service militaire obligatoire.

16 avril 1799. Après avoir pris Gaza, Jaffa (où la peste s'abat sur l'armée), Bonaparte échoue en mai devant Saint-Jean-d'Acre, que défend son ancien camarade Phelippeaux. Cet échec contraint Bonaparte à regagner la France.

25 juillet 1799. Les Français remportent une victoire sur l'armée turque débarquée à Aboukir.

15 août 1799. Le général Joubert est tué à Novi, alors que Sieyès, l'un des directeurs, comptait sur lui pour un coup d'État.

23 août 1799. Bonaparte quitte clandestinement l'Égypte, abandonnant ses troupes et son camarade Kléber.



DR

Bataille des Pyramides, le 21 juillet 1798. Cette facile victoire remportée sur les mamelouks contribuera grandement à la légende de Bonaparte.

26 septembre 1799. La victoire remportée par Masséna à Zurich contre les Russes met la France à l'abri de l'invasion.

9 octobre 1799. Bonaparte débarque à Saint-Raphaël. Le lendemain, Avignon lui fait un accueil triomphal.

16 octobre 1799. Il est à Paris et rend visite à Gohier, président du Directoire, qu'il rencontre au complet le lendemain. Dans son hôtel de la rue de la Victoire, il reçoit Talleyrand, Roederer, Maret et Fouché, mais garde ses distances vis-à-vis de Barras.

23 octobre 1799. Première rencontre avec Sieyès qui va être l'âme du complot visant à un changement de régime.

9 novembre 1799 (18 brumaire an VIII). Après que des mouvements militaires effectués durant la nuit eurent inquiété les députés, le conseil des Anciens décide le transfert de l'Assemblée à Saint-Cloud, sous la protection du général Bonaparte. La démission de trois directeurs (Sieyès, Roger Ducos, Barras) est acquise alors que les deux autres, Moulin et Gohier, sont consignés au Luxembourg.

BERNADOTTE ET BONAPARTE

Hoche disparu, quels étaient les autres grands chefs militaires capables de faire pièce à Bonaparte, de le devancer et, brusquant la République, de ceindre à sa place le laurier de César ? Pas Augereau bien sûr, qui faisait beaucoup de bruit avec ses grandes bottes, sa voix tonnante et ses déclamations de troupier, mais jetait moins d'éclat par l'esprit. Ni Jourdan non plus, qui croyait encore au jacobinisme et se commettait gratuitement avec les vociférateurs des clubs. Pichegru, compromis dans une très fâcheuse intrigue avec des agents royalistes, était en Guyane où l'avait déporté le Directoire. Moreau, soldat lymphatique, était peu loquace, mais ce laconisme ne recouvrait que d'assez molles arrière-pensées, aussi indécises que sa physionomie et son comportement. Quant à Masséna, il était en Suisse, face à l'armée de Souvarov, et sa victoire de Zurich le sauva lui-même d'une disgrâce imminente, car le Directoire, qui ne l'appréciait pas, avait déjà arrêté sa destitution.

Alors qui ? Bernadotte sans doute, et Bernadotte seul.

Fin, subtil, un Béarnais, courtois et peu sûr, riche en paroles et déclarations intrépides rarement suivies d'effet ou plutôt jamais. *« Menteur comme Henri IV »*, dira Barras, qui eût volontiers fait de Bernadotte son candidat contre Bonaparte. Bernadotte avait l'appui des clubs, de la gauche révolutionnaire, et se posait alors en rigoureux démocrate. Quand on sait comme il acceptera plus tard le titre de prince de Ponte-Corvo, puis la couronne de Suède, cette rigueur républicaine laisse un peu songeur. Il était de cette race d'ambitieux que le climat de l'armée développe assez bien quand elle est travaillée par la politique : ambitieux remuants, mais irrésolus.

En fait, tous ces généraux se détestaient entre eux, s'épiaient mutuellement. Ce qu'a réussi Bonaparte, tous avaient plus ou moins rêvé de le faire pour leur propre compte. Le pays attendait, réclamait confusément un sauveur ; l'homme et le moyen étaient indifférents ; l'essentiel était de *« finir la Révolution »*. Le régime était si déconsidéré qu'*« à défaut de Bonaparte, quelque autre chef d'armée aurait fait un 18-Brumaire comme lui. »*

PIERRE BESSAND-MASSENET
Le 18-Brumaire. Hachette, 1965.

L'ARGENT DU COMPLOT

Quel fut le rôle de la grande banque dans la préparation de Brumaire ? Les banquiers Lecouteulx de Canteleu, futur sénateur d'Empire et régent de la Banque de France, ainsi que Jean-Frédéric Pérégaux, dont la fille avait épousé Marmont, aide de camp de Bonaparte, ont apporté leur soutien. Michelet parle des *« grandes distributions d'argent »* qui furent opérées par un traitant du nom de Collot, que Bonaparte connaissait bien pour l'avoir employé en Italie, où ce Collot avait assuré le ravitaillement de l'armée en vivres – *en vivres viandes.* Bourrienne, qui devait par la suite recueillir les confidences désabusées de l'ancien traitant, évalue à 500 000 francs-or le montant des avances consenties par Collot.

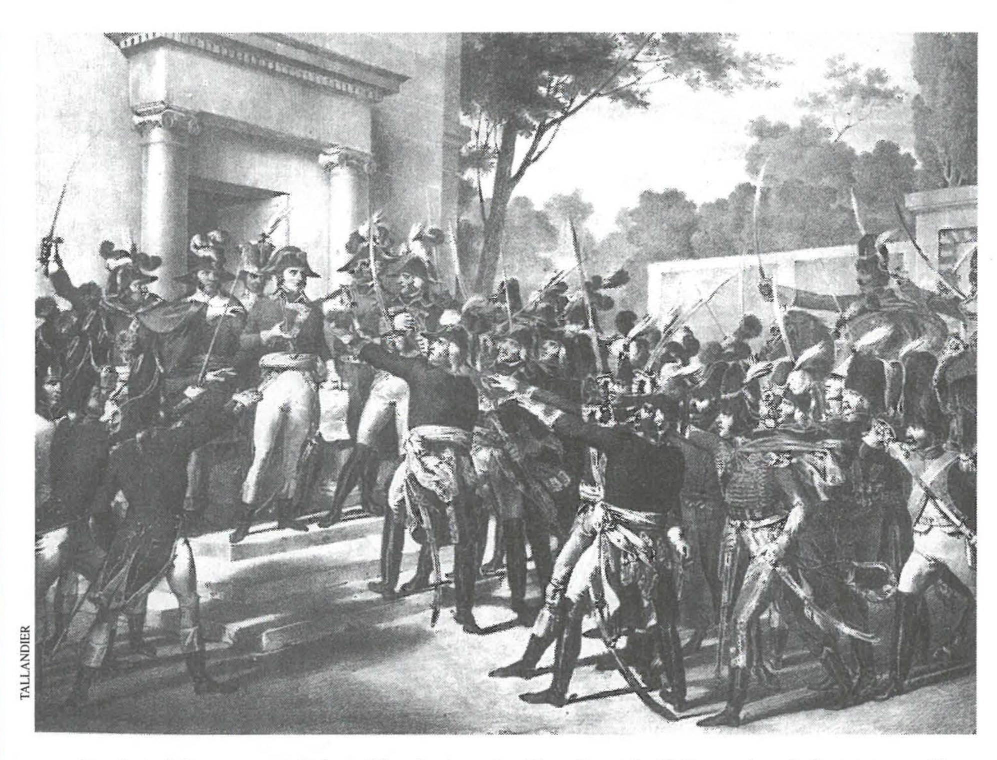
Il semble qu'au dernier moment on ait manqué ou craint de manquer d'argent. Réal survint rue de la Victoire et prévint Bonaparte qu'il y avait 600 000 francs disponibles dans les caisses de la police.

– *« Et Fouché ?* demanda le général.

– *Il est prêt à les livrer sur un reçu de votre main. »*

Fouché donna les 600 000 francs, il prétend même dans ses *Mémoires* qu'il en donna 900 000 et que les fonds avancés par Collot se seraient montés à deux millions, ce qui, écrit-il, *« fit voguer l'entreprise ».*

Autre banquier très fameux, Ouvrard était l'ami intime de Barras et, n'ayant à ce titre aucune raison de souhaiter le succès de Bonaparte, s'était ostensiblement tenu à l'écart. Mais a-t-on jamais vu un financier bouder longtemps contre son portefeuille ? Du balcon de sa maison, au coin de la Chaussée-d'Antin et de la rue de Provence, Ouvrard, le 18 au matin, vit le cortège de Bonaparte descendre les boulevards, le général seul en tête de son état-major, allant vers son destin au pas de son cheval, suivi de ses officiers chamarrés d'or et d'argent, dans le frémissement d'enthousiasme qui se propageait le long du parcours parmi les Parisiens matinaux. Séance tenante, Ouvrard fit tenir à l'amiral Bruix, qu'il savait très lié avec Bonaparte, l'épître que voici : *« Citoyen amiral, le passage du général Bonaparte, se rendant au Conseil des Anciens, quelques mouvements de troupes, me font pressentir qu'il se prépare du changement dans les affaires politiques ; cette circonstance peut nécessiter des besoins de fonds. Je vous prie, mon cher amiral, d'être l'interprète de l'offre que je fais d'en fournir.* » Ouvrard, qui avait fait fortune en tant que munitionnaire puis comme banquier du Directoire, poursuivra sa carrière mouvementée sous le Consulat et le Premier Empire.



TALLANDIER

Le général Bonaparte qui vient d'être hué par les Cinq-Cents, le 19-Brumaire, s'adresse aux soldats, les prenant à témoin de son infortune. Dans un instant, Murat donnera l'ordre de disperser les députés par la force.

10 novembre 1799 (19 brumaire an VIII). Alors que les Cinq-Cents réagissent contre le coup d'État, l'intervention de Lucien Bonaparte, président de séance, et des troupes rassemblées à l'extérieur disperse les opposants. Une assemblée réduite vote la dissolution du corps législatif et le remplacement du Directoire par trois consuls provisoires : Bonaparte, Sieyès, et Roger Ducos. Le 12 décembre, les deux derniers seront remplacés par Cambacérès et Lebrun.

15 décembre 1799. Promulgation de la Constitution de l'an VIII et début du Consulat.



TALLANDIER

Les trois consuls, élus le 12 décembre 1799 : Cambacérès, Bonaparte et Lebrun. Pour éliminer les jacobins, Bonaparte leur avait emprunté leur arme la plus efficace : le mensonge des mots. Le 18-Brumaire, la Révolution fut confisquée sous prétexte de défendre les institutions républicaines.

DES JUGEMENTS CONTRADICTOIRES

Qui l'a dit ?

1. ***« Napoléon passe au-dessus d'une époque dont il ne porte rien en soi comme la comète d'un Moi monstrueux qui entraîne dans sa queue tous les mois minuscules d'une société désagrégée. »***

Abel Bonnard ; Jean-François Chiappe ; Frédéric Masson.

2. ***« Un professeur d'énergie. »***

Régis Debray ; Maurice Barrès ; Jean-Marie Le Pen.

3. ***« Commediante ! Tragediante ! »***

Sacha Guitry ; Joséphine ; Pie VII.

4. ***« Mon admiration pour Bonaparte a toujours été grande et sincère alors même que j'attaquais Napoléon avec le plus de vivacité. »***

Charles-Maurice de Talleyrand ; François-René de Chateaubriand ; Benjamin Constant.

5. ***« C'était un mufle en toute occasion. »***

Colette ; Geneviève Dormann ; Léon Daudet.

6. ***« En présence d'une aussi prodigieuse carrière, le jugement demeure partagé entre le blâme et l'admiration. »***

Charles de Gaulle ; Charles Maurras ; Ernest Renan.

7. ***« Je déteste les niveleurs, qu'ils s'appellent Louis XIV, Babeuf ou Napoléon. »***

Jean Raspail ; Frédéric Mistral ; Vladimir Volkoff.


TALLANDIER

François-René de Chateaubriand.

8. ***« Bonaparte venait, sous les formes monarchiques, continuer la révolution dans le monde. »***

Adolphe Thiers ; Thierry Maulnier ; Pierre Chaunu.

9. ***« L'instinct de la politique, le goût du risque, une confiance grandissante dans son étoile, une aptitude remarquable à comprendre les hommes et leurs besoins, à trouver les paroles et les actes qu'exige chaque situation, tels furent les éléments de sa réussite. »***

Jean Tulard ; Hippolyte Taine ; Jacques Bainville.

10. ***« Le petit chacal. »***

Henri Guillemin ; Louis XVIII ; Madame de Staël.

11. ***« Le destin amena Bonaparte à son heure pour refaire la France. »***

Jacques Chirac ; Raymond Poincaré ; Louis Madelin.

12. ***« Napoléon, cet éclair d'une âme de feu qui s'entrouvre, illumine à la fois l'art et l'histoire. »***

Honoré de Balzac ; Victor Hugo ; André Malraux.

13. ***« La commission de Bonaparte est de rétablir la monarchie et d'ouvrir tous les yeux en irritant également les royalistes et les jacobins, après quoi il disparaîtra. »***

Antoine de Rivarol ; Jacques Mallet du Pan ; Joseph de Maistre.

14. ***« Bonaparte, général de la République française, né à Ajaccio (île de Corse) le 15 août 1769, mort au château de Saint-Cloud, près de Paris, le 19 brumaire de l'an VIII. »***

Jules Michelet ; Pierre Larousse ; Edgar Quinet.

15. ***« Ce sera à Napoléon que reviendra un jour l'honneur d'avoir refait en Europe un monde où l'homme l'emportera sur le commerçant et le philistin. »***

Frédéric Nietzsche ; Oswald Spengler ; Max Weber.

RÉPONSES

1) Abel Bonnard. *Les Modérés*, Grasset, 1938.

2) Maurice Barrès. *Les Déracinés*, Fasquelle, 1897.

3) Pie VII. Selon Alfred de Vigny, double réponse faite par le pape aux propos véhéments de Napoléon peu avant le sacre, lors de l'entrevue de Fontainebleau, le 25 novembre 1804.

4) François-René de Chateaubriand. *Mémoires d'outre-tombe*, 1848.

5) Léon Daudet. *Deux idoles sanguinaires*, Albin Michel, 1939.

6) Charles de Gaulle. *La France et son armée*, Plon, 1938.

7) Frédéric Mistral dans l'*Action régionaliste*, avril 1919.

8) Adolphe Thiers. *Histoire du Consulat et de l'Empire*, 1862.

9) Jacques Bainville. *Histoire de France*, Fayard, 1924.

10) Henri Guillemin. *Napoléon tel quel*, Éditions de Trévise, 1969.

11) Louis Madelin. *Le Consulat et l'Empire*, Hachette, 1933.

12) Victor Hugo. *Cromwell*, préface, 1827.

13) Joseph de Maistre, lettre à la baronne de Pont, juillet 1804.

14) Pierre Larousse, première édition de son *Dictionnaire universel*, 1864.

15) Frédéric Nietzsche, *Le Gai Savoir*, 1887.

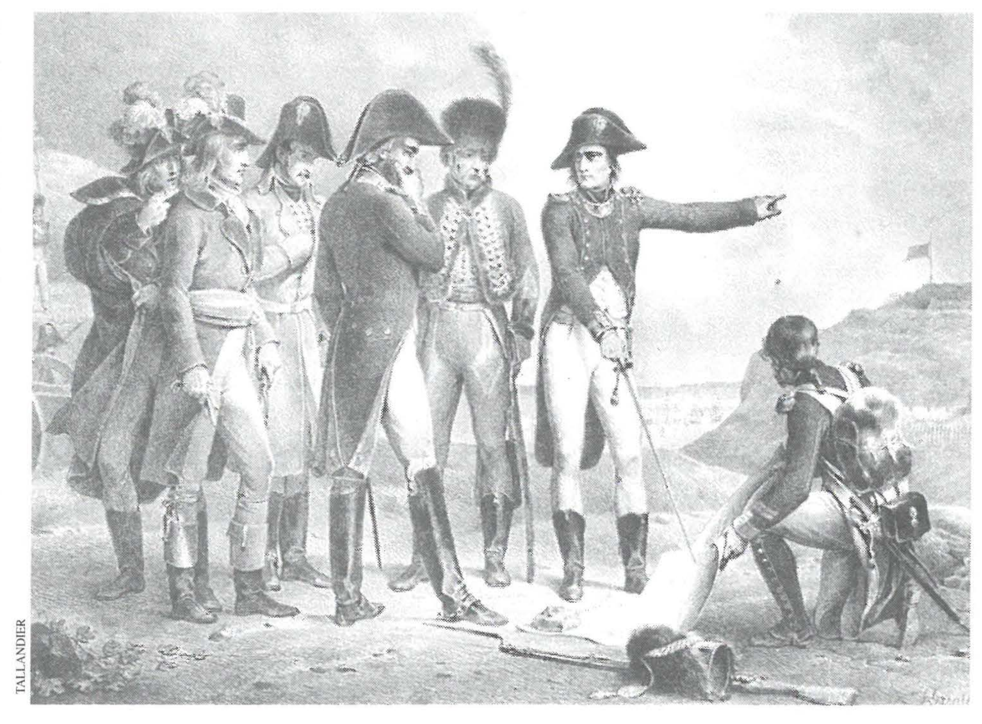
De Brienne à Vendémiaire

PAR ÉRIC PERRIN

Patriote corse dans sa prime jeunesse, élève officier peu intéressé par le service de la France, c'est la Révolution qui va faire du jeune Bonaparte un jacobin virulent. Le siège de Toulon sera l'occasion de briller une première fois en attendant Vendémiaire.

Le 17 décembre 1793, un nom inconnu fuse des canons de Toulon, celui de Bonaparte. Ce jour-là, il ne se contente pas de chasser les Anglais du promontoire de l'Aiguillette, réputé inexpugnable, il conquiert la notoriété à la pointe de l'épée. Napoléon Bonaparte n'avait été jusqu'alors que le spectateur indifférent des premiers épisodes de la Révolution. Personne, à l'époque, ne sait qui est et d'où vient ce jeune militaire aux longs cheveux noirs et à l'uniforme d'artilleur flottant autour d'un corps maigrelet.

Ses parents, Charles Buonaparte et Letizia Ramolino, chargés d'enfants, ont connu l'argent rare et la frugalité. D'une famille de petits hobereaux corses, le père du futur empereur n'a eu de cesse, jusqu'à sa mort prématurée en 1785, de se faire reconnaître une noblesse datant de deux siècles. Cette obstination a ouvert les portes de Brienne à son deuxième fils, Napoléon, né à Ajaccio, le 15 août 1769, un an seulement après le rattachement de l'île génoise à la couronne de France. L'école royale militaire de Brienne-le-Château, tenue par les pères Minimes, accueille les enfants de la noblesse désireux d'embrasser la carrière des armes. Le jeune Napoléon doit cette filière à son tempérament autoritaire et batailleur, tandis que son frère aîné, Joseph, garçon calme et modeste, est destiné à l'état ecclésiastique.



TALLANDIER

Napoléon au siège de Toulon. Gravure de propagande postérieure à l'événement, représentant le jeune général écouté et respecté, ce qu'il deviendra d'ailleurs peu après.

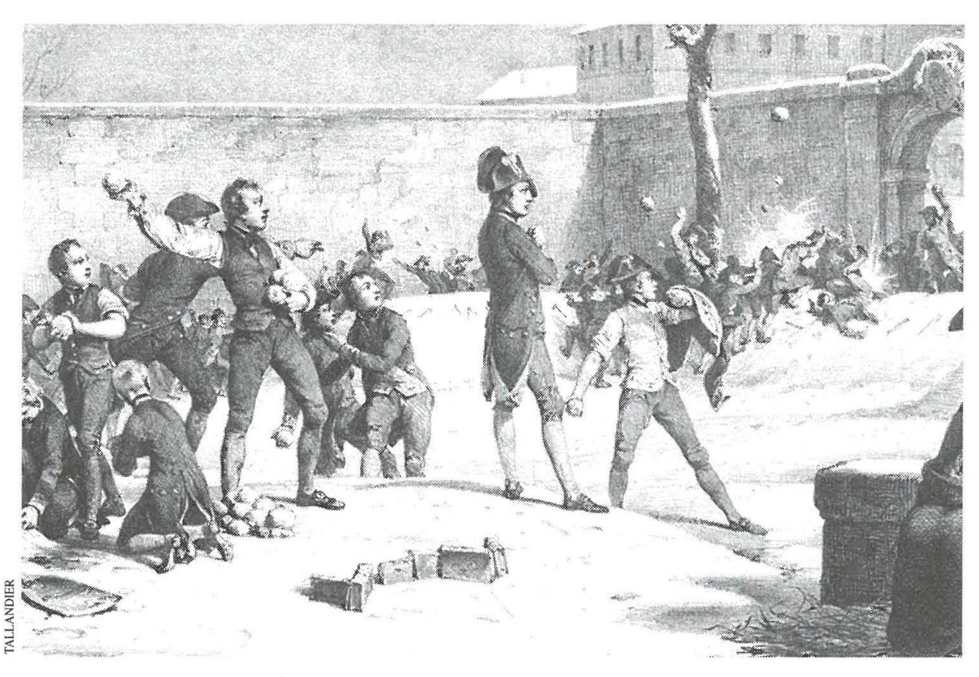
Insulaire et fier de l'être, *« l'arrière-cadet Buonaparte »* ne dissimule pas sa francophobie, se rêve résistant paoliste et fait savoir que la présence des Français en Corse lui est odieuse. En vain lui rappelle-t-on qu'il est français et boursier du roi, il se sent profondément déraciné. Rebelle au latin et à la grammaire, il dévore les livres d'histoire et de géographie. Ses très bonnes notes en mathématiques lui valent sa nomination, en 1784, au

corps des cadets-gentilshommes à l'École militaire de Paris avec la mention « artilleur ». Il quitte cet établissement le 27 octobre 1785, 42e sur 58 promus, pour être affecté au régiment de la Fère à Valence. Comme il l'écrira dans les *Époques de ma vie*, il devient officier à 16 ans et 15 jours.

Seule la Corse parvient à le tirer de la torpeur de la vie de garnison. Il se jette dans les livres qui le familiarisent moins avec l'art de la guerre qu'avec les sciences politiques et il griffonne des pensées survoltées. Sur la petite table de sa chambrette, s'amoncellent notes et cahiers, dont une histoire de la Corse, empreinte de son patriotisme. Bonaparte n'ignore pas que Paoli domine ses compatriotes par l'esprit et le savoir. Il est, sinon son idéal, du moins un modèle qu'il ne désespère pas de surpasser.

En 1786, sa première permission est pour son île natale où il retrouve sa famille plus que jamais désargentée. Il y revient en 1788 avant de rejoindre son régiment à Auxonne. Le lieutenant Bonaparte parfait son éducation militaire sous la direction du maréchal de camp Baron du Teil, frappé par la vivacité d'esprit de son élève. Il épluche les *Mémoires* de Surirey de Saint-Rémy sur l'artillerie, annote les *Principes de la guerre des montagnes* de Bourcet, et étudie de près la question des calibres des canons traités par Gribeauval et Vallière. Les nouvelles théories tactiques du comte de Guilbert qui prônent la concentration des forces afin de disposer de la supériorité numérique sur le lieu de l'attaque marqueront Bonaparte et influenceront la future stratégie napoléonienne. Il emploie toutes ses heures de liberté à lire Rousseau, Voltaire, Racine, Platon, Cicéron, Tite-Live, Tacite – *« Mes seuls amis »*, dira-t-il – sans se laisser distraire par les événements révolutionnaires qu'il regarde avec les yeux d'un étranger à la solde de la France. Ne se sentant pas plus de devoirs envers la monarchie moribonde qu'envers la République, cette position lui confère une complète liberté d'esprit qui lui servira bien plus tard à jouer les arbitres. L'homme d'État se révèle dès cette époque à travers son étude minutieuse du rapport de Necker du 5 mai 1789, à l'ouverture des États Généraux.

Durant un troisième séjour en Corse, de septembre 1789 à février 1791, il se mêle aux luttes politiques et soutient Paoli qui est à la tête de l'agitation. Il a eu plusieurs conversations avec le vieux chef corse, sensible à ses qualités. C'est alors qu'il aurait eu cette phrase : *« Ô, Napoléon ! Tu n'as rien de moderne ! Tu appartiens tout à fait à Plutarque ! »* La remarque de Paoli a dû inspirer une grande fierté au jeune Bonaparte, nourri du moraliste grec depuis l'École militaire, car l'Empereur la répétera souvent, jusqu'à Sainte-Hélène.


TALLANDIER

Le jeune Bonaparte à l'École de Brienne, tel que l'imaginera beaucoup plus tard une pieuse légende. L'adolescent est représenté avec le fameux chapeau, en posture déjà de commandant en chef. Les témoignages authentiques de cette époque sont extrêmement rares.

De retour à Auxonne, il rédige et publie sa lettre à Buttafuoco, brûlot contre cet adversaire de Paoli, chef du parti royaliste, qui accuse le « Babbu » d'être rentré en Corse pour la séparer de la France et la vendre aux Anglais. Paoli accueille froidement le factum de Bonaparte qui *« eût fait meilleur effet s'il eût montré moins de partialité »*. En dépit de son dévouement, les paolistes le tiennent pour ennemi à cause de son uniforme qui le rend trop français.

La fin des années corses

Premier nuage sur son enthousiasme pour une patrie, devenue ingrate. Poussé irrémédiablement dans les bras de la France nouvelle, il s'inscrit et prend la parole au Club des jacobins de Valence. C'est déjà sauter le pas.

Le 10 août 1792, avec répugnance, il assiste à la prise des Tuileries par *« la plus vile canaille »*. Autant la révolution préconisée par les philosophes l'exalte, autant l'émeute populaire le révulse. Alors que la Révolution est à son paroxysme avec l'abolition de la monarchie et les débuts malheureux de la guerre contre l'Autriche et la Prusse, il rentre en Corse où il sera abreuvé d'amertumes.


PH. BULLOZ

Pascal Paoli (1725-1807), héros de l'indépendance corse, adversaire irréductible du rattachement à la France. Après l'avoir soutenu, le jeune Bonaparte s'en détachera.

L'HEURE DE ROBESPIERRE

Le « gouvernement révolutionnaire » (1793-1794) est le produit de circonstances exceptionnelles et d'une culture politique qui ont additionné leurs effets. Mais selon qu'on isole le premier ou le second type d'interprétation, on peut porter sur lui des jugements contradictoires : l'admirer avec ferveur ou le détester sans réserves.

Le gouvernement révolutionnaire se met en place entre le début du printemps et la fin de l'été 1793, dans les mois de la plus grande détresse, et à la fin de l'année il est victorieux un peu partout. Lyon, Toulon sont repris à l'automne, l'armée vendéenne taillée en pièces en décembre, et l'ennemi repoussé dans le même temps hors des frontières : le 8 septembre, l'armée anglo-hanovrienne de Freytag a été battue à Hondschoote, ce qui libère Dunkerque de la pression adverse ; un peu plus d'un mois après, la bataille de Wattignies délivre Maubeuge de la pression de Cobourg. Hoche se distingue en novembre à l'armée de la Moselle et, par une série de manœuvres, refoule la menace austro-prussienne sur l'Alsace. Ces succès militaires sont accompagnés de la « Terreur aux armées » : le général Houchard, le vainqueur de Hondschoote, coupable de n'avoir pas coupé la retraite aux Anglais, est guillotiné. Le même sort est réservé à Chancel, commandant la garnison de Maubeuge, qui n'a pas pris part à Wattignies. Les hommes du Comité de salut public imposent partout la dictature implacable du politique sur le militaire, Carnot sur la frontière nord, Saint-Just et Lebas à Strasbourg.

Il est donc compréhensible qu'on ait fait crédit aux hommes du gouvernement révolutionnaire d'avoir réussi à sauver la France de l'invasion et de la guerre civile : les choses se sont passées ainsi. Mais cette observation de fait ne vaut pas démonstration qu'une autre politique que la leur – celle des Girondins, par exemple – ne l'eût pas fait à moindres frais.

Ses admirateurs, si nombreux dans la gauche française depuis deux siècles, nourrissent leur enthousiasme moins à ses performances réelles qu'à ce que Mona Ozouf a appelé *« la propension française à rêver autour des images du territoire menacé, de la patrie en danger, du miracle opéré par le pouvoir fort »*. Le régime de l'an II constitue un des grands répertoires de l'imaginaire politique français, inséparablement populaire, dictatorial et national.

FRANÇOIS FURET

Dictionnaire critique de la Révolution française. Flammarion, 1989, article « Gouvernement révolutionnaire ».



TALLANDIER

Portrait de Napoléon peu après sa sortie de Brienne. Il a seize ans. Ses condisciples se moquaient de la prononciation italienne de son prénom qu'ils déformaient en « paille au nez ».

Paoli s'oppose aux représentants de la Convention envoyés à Bastia pour hâter l'intégration de l'île à la république révolutionnaire. Persuadé que la Corse ne peut que gagner à être province française, Bonaparte déclare au « Babbu » : *« C'est vrai, on commet bien des crimes en France, mais il en est ainsi dans toutes les révolutions. Cela passera et nous seront agrégés à un grand pays. »*

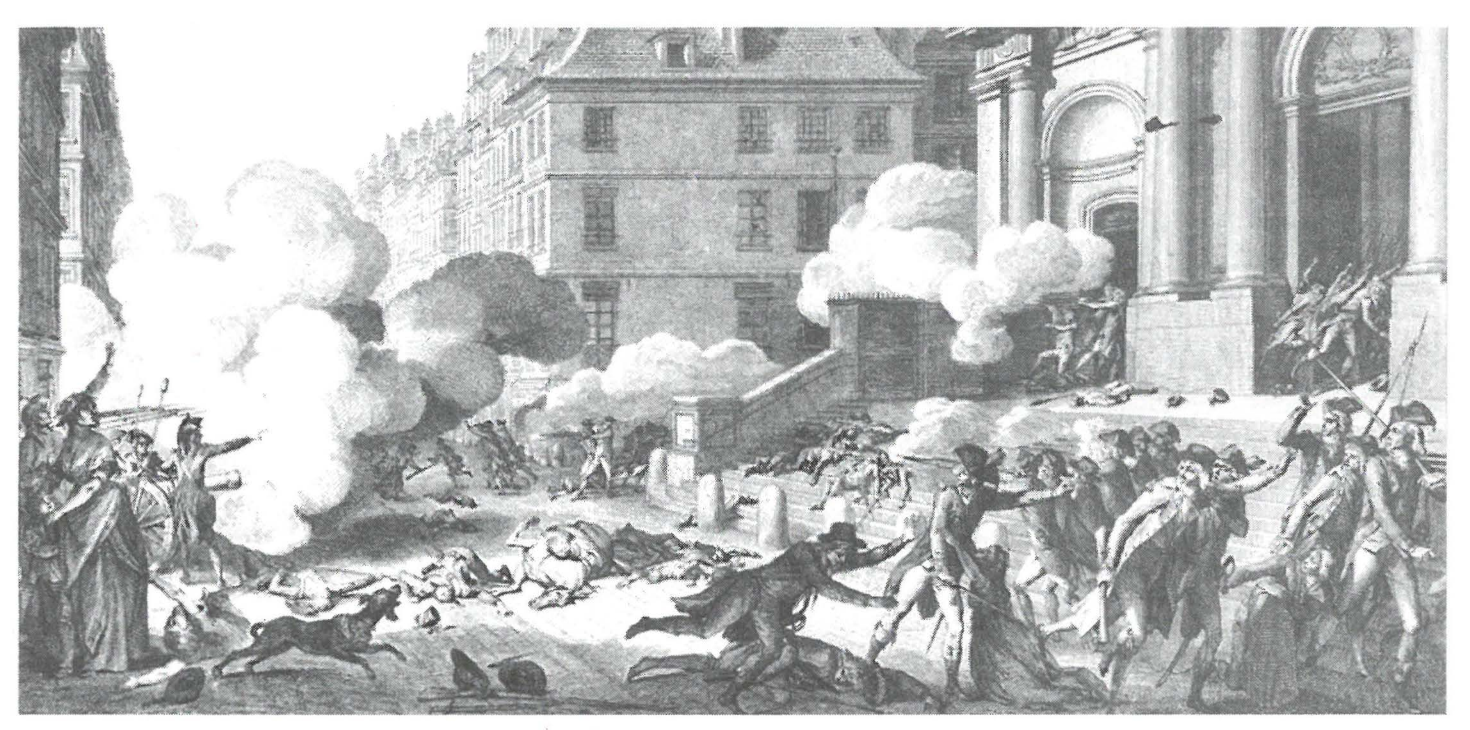
L'expédition de Sardaigne à laquelle Bonaparte participe activement avec un bataillon de gardes nationales corses tourne court. Il se brouille définitivement avec Paoli qui a jugé l'expédition trop jacobine et qui parle maintenant, sans se cacher, de faire appel à l'Angleterre pour soutenir ses projets. À Ajaccio, la maison des Bonaparte est saccagée par les paolistes. Toute la famille doit fuir et débarque à Toulon le 13 juin 1793. Pour le capitaine Bonaparte, l'aventure corse est terminée.

Il choisit son camp en rédigeant une brochure intitulée *Le souper de Beaucaire*, récit composé à la manière des dialogues de Platon qu'il a lus dans la traduction de l'abbé Grou. Ce pamphlet, destiné à servir la propagande révolutionnaire, stigmatise l'insurrection fédéraliste qui s'est compromise avec la contre-révolution. D'un style aisé et entraînant, sa plume montre son adhésion complète aux thèses montagnardes et témoigne de sa connaissance déjà profonde des choses de la guerre. Napoléon avouera franchement que les préoccupations pratiques ont été plus déterminantes que les raisons idéologiques dans son

LE SIÈGE DE TOULON

Troisième ville de Provence, après Marseille et Aix, Toulon est, en 1789, le principal port militaire du littoral méditerranéen. La ville, où s'affrontent une noblesse relativement nombreuse d'officiers de marine, la bourgeoisie urbaine acquise à la Révolution et le prolétariat de l'arsenal, connaît plusieurs « journées » agitées en 1789, 1790 et 1791. En juillet 1792, une vingtaine de notables sont assassinés, deux mois avant les massacres parisiens de septembre, à l'initiative du club Saint-Jean. La République et la mort du roi sont bien accueillies par la majeure partie de la population. Mais les autorités révolutionnaires qui se sont mises en place ont vite fait de lasser une population éprouvée par les difficultés de la vie quotidienne. En juillet 1793, le coup de force réalisé à Paris contre les girondins amène la mise en place d'une municipalité modérée et la fermeture du club Saint-Jean. Mais de fédéraliste à l'origine, cette réaction anti-jacobine débouche rapidement sur un ralliement au camp royaliste et, à la fin du mois d'août, Toulon reconnaît l'autorité du comte de Provence, en même temps que les troupes anglaises pénètrent dans la ville. L'armée de Carteaux par l'ouest et le détachement La Poype à l'est sont chargés de briser la rébellion. Le 25 novembre, le général Dugommier adopte le plan imaginé par le capitaine Bonaparte qui réussit à s'emparer, en les battant de ses feux, du fort Mulgrave (ou Petit Gibraltar) puis du fort de l'Aiguillette. L'affaire est réglée entre le 11 et le 18 décembre, qui voit l'évacuation des forces anglaises. Quinze mille Toulonnais (sur vingt-cinq mille habitants) s'enfuient pour échapper à la répression, qui fera environ onze cents victimes. Soumise pour six ans à l'état de siège, perdant sa fonction de chef-lieu du département du Var au profit de Grasse, puis de Draguignan, la ville rebaptisée « Port-la-Montagne » ne retrouvera son chiffre de population de 1793 que deux ans plus tard, à la faveur de la reconstitution de la flotte. En prairial an III (mai 1795), un soulèvement jacobin est brisé par les forces thermidoriennes près du Beausset. L'armée leur étant acquise, les thermidoriens maîtrisent désormais la situation. La ville connaît même une certaine prospérité à la faveur de la campagne d'Italie, puis de la restauration de l'ordre assurée par le Consulat.

PHILIPPE CONRAD



13 vendémiaire an IV (5 octobre 1795). Se sachant impopulaires et craignant d'être balayés par les électeurs, les membres de la Convention avaient décidé (23 et 31 août 1795), avant de se séparer, que les deux tiers des futurs membres du nouveau corps législatif (500 sur 750) seraient choisis par cooptation parmi les sortants. Un référendum truqué sanctionna cette décision (205 000 voix contre 108 000 et plusieurs millions d'abstentions). Les sérieux espoirs des royalistes d'accéder légalement au pouvoir par une victoire électorale étant ainsi ruinés, il restait l'action de la rue sur l'assemblée, pratique républicaine éprouvée. S'appuyant sur 30 des 40 sections de Paris, sur une partie de la garde nationale et sur les muscadins, les royalistes tentent une « journée ». Barras fut chargé d'écraser cette menace. Il fit appel à un jeune général réputé jacobin, Bonaparte, mis à l'écart depuis Thermidor. Pour renforcer les troupes de la Convention, il fit sortir de prison 1 500 « patriotes » et détenus de droit commun promptement munis d'armes et d'eau-de-vie. Comme il avait de l'humour, Barras les appela le **« bataillon sacré ».** *Le 13-Vendémiaire, les royalistes qui marchaient sur les Tuileries se heurtèrent aux troupes de Bonaparte quai Voltaire et rue Saint-Honoré. Elles allaient fraterniser quand le Corse fit tirer au canon sur les muscadins devant l'église Saint-Roch. Il y eut 200 morts du côté royaliste. L'insurrection était brisée. La République, contrairement au roi, n'avait pas hésité à faire tirer sur le peuple. Elle crut triompher sous la protection d'un militaire. Elle venait seulement de désigner celui qui, bientôt, la détruirait.*

ralliement à la Révolution. Et Marmont soulignera dans ses *Mémoires* : « *Il fut révolutionnaire surtout par calcul et ambition.* »

Convaincu que la force est du côté de la Convention et que les autres ne sont donc que des rebelles sans espoir, Bonaparte se lie fort opportunément avec les représentants en mission : Robespierre le jeune et Saliceti, son compatriote, qui le nomme commandant de l'artillerie du siège de Toulon, ayant remarqué ses commentaires avertis sur la tactique à suivre pour chasser les Anglais et s'emparer du port que contrôle une municipalité hostile aux enragés de la Convention.

Grâce au dispositif de Bonaparte, Toulon retombe aux mains des jacobins. Cet exploit lui vaut, le 22 décembre 1793, d'être nommé général de brigade et consacre sa réputation. « *Là le prendra l'histoire pour ne plus le quitter,* a dit Las Cases, *là commence son immortalité.* » Il s'est fait des camarades, dont la fortune sera liée à son épopée, Marmont, Junot, Duroc, Suchet, Muiron...

Robespierre le jeune lui propose le commandement de l'armée de Paris. Mais, conscient des inconvénients d'un poste aussi exposé, Bonaparte lui préfère celui d'inspecteur des côtes des Bouches-du-Rhône et du Var, ce qui lui permet d'appeler sa famille auprès de lui et de la secourir. En mars 1794, il reçoit le commandement de l'artillerie à l'armée d'Italie. Robespierre le jeune écrit à son frère Maximilien : « *J'ajoute aux patriotes que je t'ai déjà nommés, le citoyen Buonaparte, général en chef de l'artillerie, d'un mérite transcendant. Ce dernier est corse ; il n'offre que la garantie d'un homme de cette nation qui a résisté aux caresses de Paoli, et dont les propriétés ont été ravagées par ce traître.* »

La première marche du trône

Quand survient le 9-Thermidor et la chute de Robespierre, Bonaparte se trouve, plus qu'il ne voudrait, engagé avec les vaincus du jour.

Dénoncé au Comité de salut public, il ne sera lavé de toute accusation que le 9 août 1794. S'ensuit une longue période d'incertitude et d'insécurité pendant laquelle il rédige deux mémoires sur l'armée d'Italie. Il préconise, non pas de demeurer sur la défensive, mais de porter la guerre dans les États du roi de Sardaigne, d'inquiéter sa capitale et de le décider promptement à la paix. Son plan nécessite la prise de Ceva et de Vado, afin de changer le théâtre des opérations et de pénétrer en Piémont. Ainsi propose-t-il le plan de campagne qu'il exécutera brillamment plus tard.

Le coup d'État du 13-Vendémiaire (5 octobre 1795) lui remet le pied à l'étrier. Pour défendre la Convention contre les insurgés royalistes, Barras fait appel aux officiers jacobins disgraciés. Les canons, rapportés par Murat des Sablons, permettent à Bonaparte d'écraser les forces de Danican sur les marches de l'église Saint-Roch. Le 16 octobre, il est nommé général de division et devient général en chef de l'armée de l'Intérieur, le 26. La République a été sauvée, mais elle devra désormais tenir compte des généraux, sans lesquels rien ne pourra plus se faire. À la veille de se dissoudre, la Convention a fait gravir à Napoléon Bonaparte la première marche du trône.

E. P.

Grand Prix 1993 de la fondation Napoléon pour son livre *Le maréchal Ney*, Éric Perrin a consacré, en 1995, un ouvrage au vrai *Vidocq* et prépare actuellement une biographie de l'impératrice Marie-Louise (éditions Perrin).

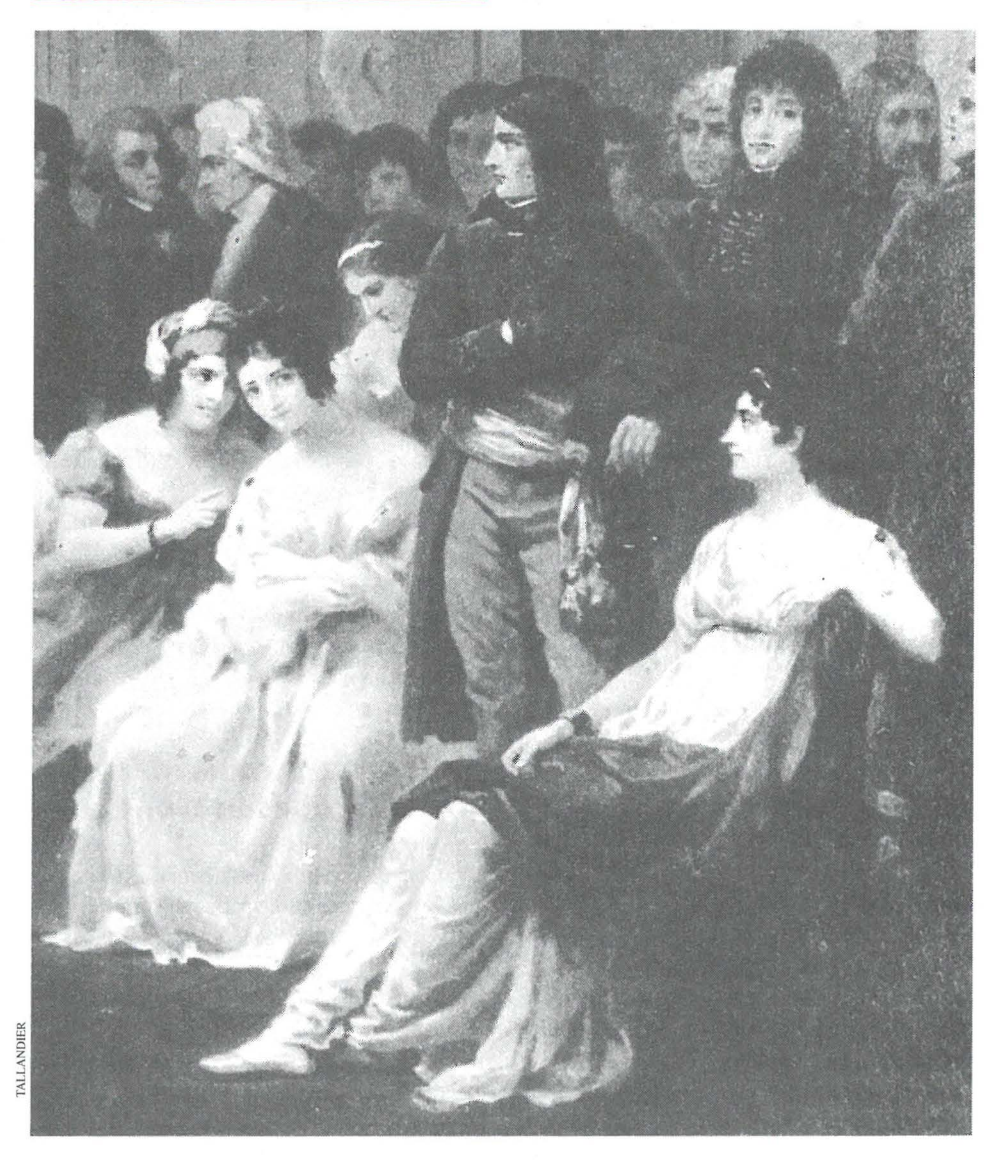
COMMENT LE GRAND CONQUÉRANT FUT CONQUIS

L'incomparable Joséphine

PAR ANDRÉ CASTELOT

Qui donc a théorisé sur l'infériorité de la condition féminine ? L'histoire de Joséphine est éternelle. Elle raconte la conquête par une petite femme d'un très grand conquérant.

Au mois de septembre 1795 (vendémiaire an IV), le général en « disponibilité » Bonaparte fait la connaissance, chez Thérésia Tallien, de la jolie Rose de Beauharnais, qui sera un jour prochain *« l'incomparable Joséphine »*. Née Tascher de La Pagerie, vieille famille de planteurs français, originaire des Trois-Ilets, hameau de la Martinique, elle est veuve d'Alexandre de Beauharnais. Son premier et ennuyeux mari, vicomte de sa propre autorité, avait été élu président de l'Assemblée constituante, avant de se faire guillotiner par la machine que – comme tant d'autres apprentis sorciers – il avait contribué à lancer. Intime de Thérésia, cette jolie créole à la mode a été enfermée pendant la Terreur et, depuis sa libération, mène une existence assez légère. Elle a frôlé la mort et s'étourdit aujourd'hui, à la fois pour essayer de ne plus penser au cauchemar et pour trouver le protecteur qui l'aidera à vivre. Elle n'a plus l'éclat de ses vingt ans, mais elle est si adroite pour se maquiller qu'elle attire davantage maintenant qu'autrefois le regard des hommes. Elle


TALLANDIER

Une matinée chez Barras. Le peintre a représenté Joséphine assise en compagnie de son jeune amant.

connaît l'art de marcher, de s'asseoir, de s'étendre en mettant en valeur son corps souple et sa grâce langoureuse, l'art enfin de poser, sur ceux qu'elle veut séduire, son regard « irrésistible »... Elle possède au surplus ce « bon ton » de l'Ancien Régime. Mais Bonaparte n'est pas encore conquis, à moins qu'il n'ose lever les yeux jusqu'à cette pseudo-vicomtesse qui est peut-être déjà la maîtresse de Barras, l'homme fort du Directoire.

À la fin de ce même mois de septembre, la situation politique s'envenime, l'émeute éclate, mais grâce à Bonaparte, qui prend le commandement des troupes fidèles à la Convention et fait canonner les insurgés, tout rentre dans l'ordre, et « le général Vendémiaire » reçoit le commandement de la place de Paris.

C'est alors que Joséphine, plus ou moins abandonnée par Barras, adresse à Bonaparte ce billet célèbre destiné à relancer celui qui semblait l'avoir oubliée.

« Vous ne venez plus voir une amie qui vous aime : vous l'avez tout à fait délaissée ; vous avez bien tort, car elle vous est tendrement attachée. Venez demain septidi déjeuner avec moi. J'ai besoin de vous voir et de causer avec vous sur vos intérêts.

Veuve Beauharnais. »

Bien entendu, Bonaparte se rend à ce fameux septidi de frimaire an IV, dans le délicieux petit hôtel situé non loin de la Chaussée-d'Antin, plus précisément rue Chantereine. Il ne se doute pas qu'il n'y a ici que des dettes, que les domestiques sont rarement payés, et les fournisseurs encore moins... Devant cette « dame », il se sent bien petit provincial et de bien petite noblesse. Il ignore alors que le titre de vicomtesse dont se pare la « veuve Beauharnais » est usurpé. Il est sous le charme de *« l'incomparable Joséphine »*. Car c'est déjà ainsi qu'il l'appelle, ne voulant plus employer son prénom de Rose prononcé par trop de lèvres masculines.

Elle joue de sa coquetterie avec un art et une habileté consommée... et il l'aime maintenant – lui, sans expérience – comme il n'a jamais aimé. Il l'avouera à Sainte-Hélène : *« C'était une vraie femme... Elle avait un je ne sais quoi qui plaisait »*. Et il précise ce *je ne sais quoi* de bien peu convenable façon : *« Elle avait le plus joli c... qui fût possible. Il y avait là les Trois-Ilets de la Martinique. »*

Car – on s'en doute – elle s'est donnée à lui, un soir de janvier – ce qui lui a coûté bien peu – et elle a été stupéfaite, le lendemain matin, en déchiffrant sa première lettre : *« 7 heures du matin : Je me réveille plein de toi. Ton portrait et le souvenir de l'enivrante soirée d'hier n'ont point laissé de repos à mes sens. Douce et incomparable Joséphine, quel effet bizarre faites-vous sur mon cœur ! Ah ! c'est cette nuit que je me suis bien aperçu que votre portrait n'est pas vous ! Tu pars à midi, je te verrai dans trois heures. En attendant,* mio dolce amor, *reçois un millier de baisé : mais ne m'en donne pas, car il brûle mon sang. »*



Désirée Clary (1777-1860), le premier amour de Bonaparte. Sœur cadette de Julie Clary qui épousa Joseph Bonaparte, elle faillit elle-même épouser le jeune Napoléon. Elle lia finalement son sort à celui du général Bernadotte, et à sa suite devint maréchale, princesse de Ponte Corvo, puis reine de Suède.

Mariage à la sauvette

Le voici envoûté, et il lui demande de devenir sa femme. Elle accepte.

Le 2 mars, Bonaparte est nommé commandant en chef de l'armée d'Italie. C'est le cadeau de noces de Barras, enchanté de ne plus avoir à entretenir la coûteuse créole.

Le 8 mars 1796, c'est la signature du contrat de mariage de Napoléon et de Joséphine chez maître Raguideau, notaire de madame de Beauharnais, qui désapprouve l'union de sa cliente avec un homme qui n'a, soupire-t-il, *« que la cape et l'épée »*. Le lendemain soir a lieu le mariage, dans le salon de la mairie, ancien hôtel de Mondragon. L'ex-Rose de Beauharnais – robe de mousseline ornée de fleurs tricolores –, les témoins, Barras, Tallien, Calmelet, homme de confiance de Joséphine, et le commissaire Collin-Lacombe qui, sans en avoir le droit, remplace le maire parti se coucher, attendent le marié depuis deux heures...

Barras regarde la pendule, inquiet. Si Bonaparte avait changé d'avis ? Les folles dépenses de la créole vont-elles lui retomber sur les bras ? Soudain, on entend un bruit de sabre résonner dans l'escalier de pierre. La porte s'ouvre. C'est Bonaparte, suivi de son aide de camp et témoin Lemarois. Sans prendre la peine de s'excuser, il fonce sur le commissaire, le secoue pour le réveiller : *« Allons donc, mariez-nous vite ! »* Tout ensommeillé, Collin annonce cet extravagant acte de mariage où le marié se vieillit de dix-huit mois – ce qui le fait naître sujet génois – et où la mariée se rajeunit avec coquetterie de quatre années. Napoléon indiquera plus tard le procédé employé : *« On s'est servi, pour l'impératrice Joséphine, de l'acte de naissance de sa sœur qui était morte, parce qu'elle avait trois ou quatre ans de moins qu'elle et qu'elle voulait se rajeunir. »*

Cinq minutes plus tard, on se dit bonsoir sur le trottoir de la rue d'Antin. Il fait plus froid, le thermomètre est descendu un peu au-dessous de zéro. Joséphine monte dans l'équipage de son mari et, en regagnant avec lui son hôtel de la rue Chantereine, entre à son tour dans l'histoire.

Quelques jours plus tard, on peut voir Bonaparte penché sur la table ronde toute jonchée de cartes. Il renvoie sa femme à ses colifichets et aux miroirs – innombrables – qui ornent son boudoir aménagé en rotonde. Il met ainsi la dernière main à cette campagne à laquelle il pense depuis plus de deux années, depuis qu'Augustin Robespierre lui a procuré le commandement de l'artillerie de l'armée d'Italie – ce plan qu'il avait conçu au mois de mars 1794 et qui avait enthousiasmé le représentant Ricord et le frère du dictateur. Maintenant qu'il est le chef de l'armée d'Italie, Napoléon ne doute pas de pouvoir le réaliser. Alors – il ne l'ignore pas – qu'il n'aura entre les mains qu'une troupe sans discipline, sans pain et sans chaussures !

Le soir du 11 mars 1796, on vient annoncer à Bonaparte que la chaise de poste l'attend au bout de l'allée bordée de tilleuls, reliant la maison à la rue Chantereine. Parvenu à Nice, le 26 mars, il s'installe dans la maison du citoyen Sauvaigo, rue François-de-Paule, qui abritait la préfecture des Alpes-Maritimes et, le 27 mars, reçoit Masséna, Sérurier, Laharpe et Augereau, généraux de division, qui regardent de haut ce « gringalet » de vingt-six ans et demi qui leur a été imposé pour maître par le Directoire. Un militaire d'antichambre ! Un intrigant ! Un général d'alcôve ! Ce *« petit*

bamboche à cheveux éparpillés » qui, avec trente-sept mille loqueteux sans solde, l'estomac creux et chaussés de paille tressée, prétend vouloir combattre l'empire d'Autriche et le royaume de Piémont ! Masséna le toise. *« Sa petite taille,* raconte-t-il, *sa figure chétive, ne nous prévinrent pas en sa faveur. Le portrait de sa femme qu'il tenait à la main, et qu'il fit voir à tous, son extrême jeunesse, par-dessus tout, nous persuadèrent que cette nomination était encore l'œuvre de l'intrigue... »* On raconte que Bonaparte, en se découvrant, les força à l'imiter, puis qu'il aurait remis sa coiffure sans que les autres aient osé se recouvrir. *« Demain, je passerai l'inspection de tous les corps et après-demain, je marcherai sur l'ennemi. »*

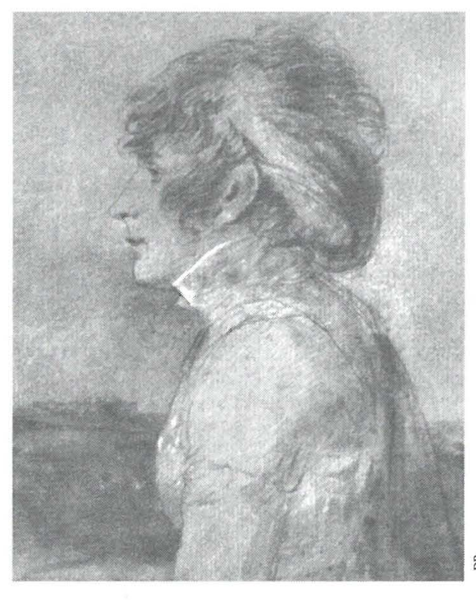
Ce fut exact à trois ou quatre jours près.

Sur la place de la République, pour donner une âme à son armée, il passe ses troupes en revue. Il circule entre les rangs, interroge ses hommes familièrement et les stimule en leur promettant que bientôt ils pourront dire avec orgueil : *« J'étais de l'armée d'Italie. »* Puis, remontant à cheval, il lance des phrases lapidaires qui vont devenir immortelles : *« Soldats, vous êtes nus, mal nourris et nos magasins sont vides ; ceux de l'ennemi regorgent de tout : c'est à vous de les conquérir. Vous le voulez, vous le pouvez, partons ! »*

Chaque nuit, il rêve qu'il serre sa femme dans ses bras : *« Je n'ai pas pris une tasse de thé sans maudire la gloire et l'ambition qui me tiennent éloigné de l'âme de ma vie. »* Il n'ignore pas le genre d'existence que la créole, *« bâtie de dentelle et de gaze »*, a pu mener.

Victorieux, quelques mois plus tard, il demande à Joséphine de venir le retrouver en Italie. Elle n'y met aucun empressement. C'est le cadet de ses soucis. Elle a bien autre chose en tête, car elle est tombée éperdument amoureuse d'un certain lieutenant Hippolyte Charles, de neuf ans plus jeune qu'elle. Il est irrésistible ! De plus, il l'amuse follement ! Pas comme Napoléon ! Le souvenir de son mari ne la gêne nullement. Le nom du général Bonaparte se trouve sur toutes les lèvres... sauf sur celles de sa femme.

Bonaparte est entré en vainqueur à Milan, et dans toutes ses lettres, il supplie Joséphine de venir le rejoindre. Elle se prétend malade, et ne pas pouvoir quitter Paris. Bonaparte écrit alors à son frère Joseph : *« Mon ami, je suis au désespoir. Ma femme, tout ce que j'aime dans le monde, est malade. Ma tête n'y est plus... Je l'aime à la fureur et je ne puis rester plus loin d'elle. »*



DR

Rose-Joséphine Tascher de La Pagerie (1763-1814). Elle n'était plus de première jeunesse quand elle fit la conquête du général Bonaparte. Mais, en plus du « bon ton » de l'Ancien Régime, du tact, de l'intelligence et de la conversation, elle avait, dit-on, une grâce irrésistible.

Barras, alerté par Joseph, demande alors à Carnot de calmer Bonaparte en rejetant la responsabilité de l'absence de Joséphine sur le Directoire *« dans la crainte que les soins que lui donnerait son mari ne le détournassent de ceux auxquels la gloire et le salut de la patrie l'appellent »*.

Bien que volage, elle fut son étoile

Mais il fallait maintenant que, coûte que coûte, la créole se décidât ! Bonaparte, dans ses lettres, n'avait-il pas annoncé que si sa femme était réellement malade, il accourrait à Paris ? N'avait-il pas déclaré que, sans Joséphine, il estimait ne plus être utile à l'Italie ? Bref, il était prêt à laisser là les diplomates implorant alors l'armistice et à abandonner son armée à qui voudrait la prendre. Ainsi toute la conquête dépendait des coucheries de Joséphine ! Or, rien, jusqu'alors, n'avait pu convaincre l'infidèle à quitter son cher et bel Hippolyte qui la faisait rire aux larmes, et savait si joliment la chiffonner dans son boudoir en rotonde !

Cette fois, les cinq directeurs se fâchent et – le 24 juin – mettent de force Joséphine dans sa voiture. *« Plongée dans un chagrin extrême, fondant en larmes »*, nous dit un témoin, elle laisse enfin Paris. Mais, dès les premiers tours de roues sur le chemin d'Italie, ses larmes sèchent : en face d'elle, touchant ses genoux, se trouve Hippolyte, le joyeux – et beau – boute-en-train.

Elle a emmené son amant avec elle !

Bien des années ont passé... Joséphine mourut, alors que l'Empereur se trouvait exilé à l'île d'Elbe. En revenant à Paris, en 1815, après la défaite de Waterloo, et avant de prendre le chemin de l'exil, Napoléon poussa la porte de la chambre en rotonde, la chambre de Malmaison, drapée de casimir amarante brodé d'or, là même où Joséphine avait rendu le dernier soupir...

Son souvenir l'enveloppa...

Le sacrifice de s'être séparé d'elle n'avait rien produit d'heureux pour lui. La légende avait raison : il semble qu'en répudiant sa compagne, il avait perdu son étoile. Cette étoile qui brilla dès qu'il fut à ses côtés, cette étoile qui, après avoir encore jeté quelque feu au début de 1812, s'éteignit – hasard troublant – lorsque Joséphine ne fut plus qu'une exilée. Comme l'avait dit l'un de ses grognards alors que les choses commençaient à mal tourner : *« Il ne fallait pas qu'il quittât sa* vieille *; elle nous portait bonheur et à lui aussi ! »*

Le divorce et ses conséquences – le mariage avec une archiduchesse et la venue au monde du roi de Rome – avait bien marqué le point culminant de son inhumaine fortune. Après, ce fut bien vite – tragiquement vite – le commencement de la fin.

Il l'avait dit à Metternich, le 26 juin 1813 : *« J'ai fait une bien grande sottise en épousant une archiduchesse ; j'ai commis là une faute impardonnable ! »*

En divorçant d'avec sa compagne, n'est-ce pas de la fortune qu'il s'était séparé ?

A-t-il pensé aussi qu'il l'avait trompée avec cynisme, avec cruauté, sous ses yeux, en ne se souciant nullement de la peine qu'il pouvait lui faire ? Il se fâchait même lorsque, toute dolente, elle le regardait les yeux lourds de reproche et, trop souvent à son gré, noyés de larmes. Bien sûr, elle l'avait trompé, elle aussi – et trompé la première...

Songe-t-il à tout cela, ce jeudi 29 juin 1815, devant ce lit de Malmaison, ce lit où veillent deux cygnes aux ailes déployées ?

« Elle était pleine de grâce pour se mettre au lit, pour s'habiller. J'aurais voulu qu'un Albane la vît alors pour la dessiner... Elle était femme dans toute la force du terme, mobile, vive et le cœur le meilleur... C'est la femme que j'ai le plus aimée. »

A. C.

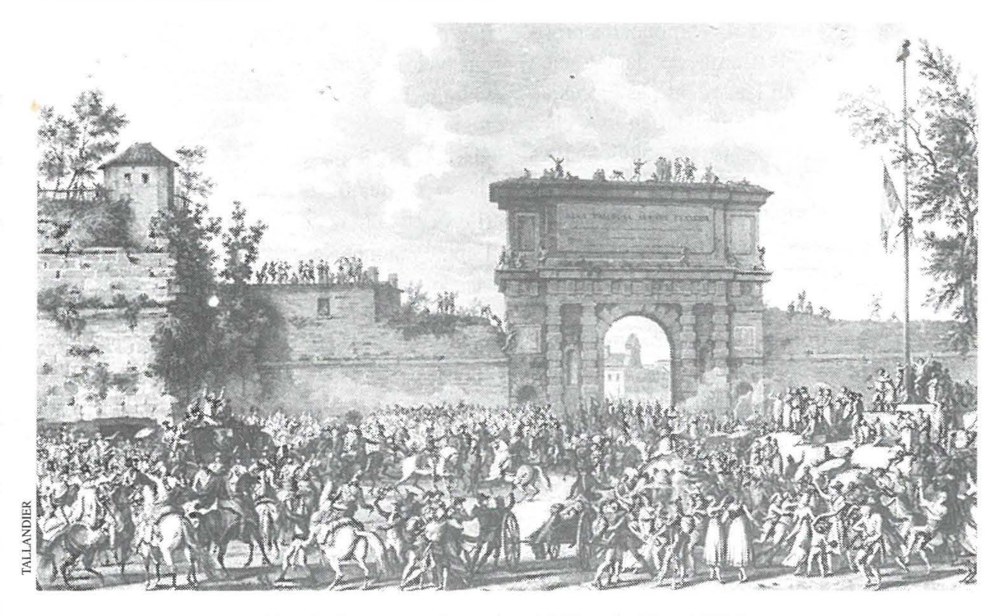
Auteur d'un grand nombre de livres, d'émissions radiophoniques et télévisées sur la période de la Révolution et de l'Empire, André Castelot a publié une biographie de *Joséphine* chez Perrin qui vient d'éditer une nouvelle version de son *Bonaparte* et de son *Napoléon*.

NAISSANCE D'UN CHEF

Répétition générale en Italie

PAR JEAN ÉTÈVENAUX

« *Soldats ! Vous êtes nus et mal :haussés, mal nourris. Je vais ›ous conduire dans les plaines les ›lus fertiles du monde. De riches ›rovinces, de grandes villes seront :n votre pouvoir. Vous y trouverez ıonneur, gloire et richesse !* » La 'ameuse harangue du général 3onaparte aux troupes loque-euses et indisciplinées de la future ırmée d'Italie ne fut peut-être ›as prononcée dans les termes 'apportés par la chronique, mais : sens n'en est certainement pas rahi. On ne pouvait être plus élo-uent dans la promesse de butin, ›erspective qui a toujours donné u cœur aux armées de tous les :mps et de tous les pays.



TALLANDIER

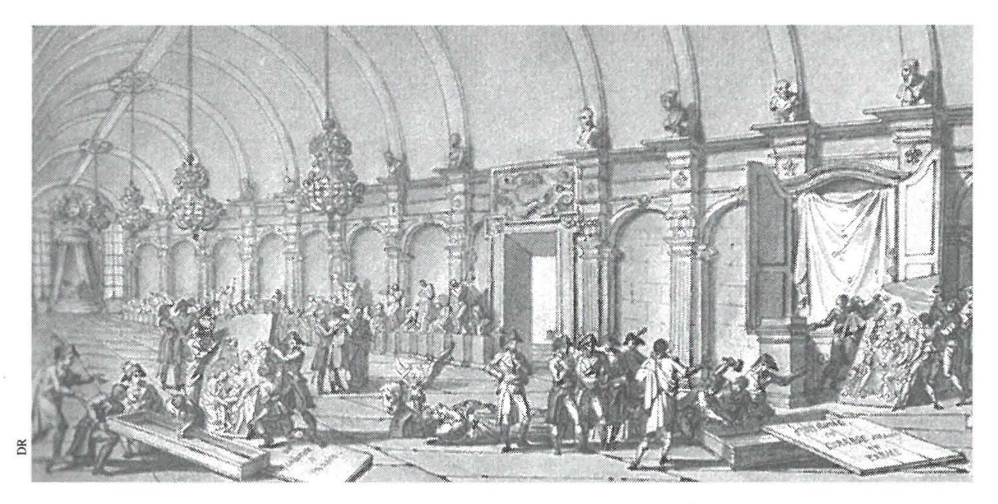
Entrée des troupes françaises à Milan, le 11 mai 1796.

Bonaparte et l'Italie. La relation très forte entre l'homme et le pays s'est inscrite dans une perspective qui n'était pas que française, car toute la Péninsule fut concernée et, au-delà, l'ensemble européen. D'autre part, il ne faut pas en voir que les contours militaires, car le commandant en chef y a exercé un véritable proconsulat – et même un pré-consulat – civil et politique.

En tout cas, cette terre dont était issue sa famille sembla remplacer la Corse dans son imaginaire affectif. Jusque-là, cet officier avait tout fait pour vivre dans l'île de Beauté, prolongeant de façon éhontée ses congés pour y demeurer : d'octobre 1785 – date de sa sortie de l'École militaire – jusqu'à juin 1793 – moment où toute la famille dut fuir devant les paolistes – il réussit à passer en Corse, découpé en cinq séjours, un total de quatre ans et deux mois, soit plus de la moitié des sept ans et huit mois de cette période ! l'Ancien Régime et la Révolution étaient vraiment accommodants pour ce militaire à mi-temps…

À l'école de Guibert

C'est pendant l'hiver 1793-1794, au lendemain de la chute de Toulon, que Bonaparte prépara ses premiers plans de campagne pour l'Italie. Il pensait que c'était par là qu'il fallait attaquer l'Autriche et, protégé par Augustin Robespierre – qui l'envoya en mission à



Pillage du musée de Parme. Les commissaires du Directoire se font remettre le* Saint Jérôme *du Corrège. Les trésors de l'Italie vont enrichir Paris, mais également les demeures des généraux vainqueurs et des maîtres de la République directoriale. Cabinet des dessins, collection Denon.

Gênes –, il multiplia les projets. Moins novateurs qu'on ne l'a généralement avancé, ils reprenaient les nouvelles stratégies de l'École militaire française de la fin du XVIII[e] siècle (de même que l'armée révolutionnaire profitait de la qualité de l'artillerie de l'Ancien Régime) ; ils ne s'en heurtaient pas moins au conservatisme que l'on trouvait jusque chez beaucoup de dirigeants révolutionnaires comme Carnot, bien qu'il fût partisan de l'offensive à outrance et que, plus tard, il ait donné de sérieux coups de pouce à la carrière du jeune officier – qui, de son côté, lui confiera jusqu'à ses problèmes conjugaux.

Le général Bonaparte est tout à fait représentatif de ces jeunes officiers qui, à la suite du comte de Guibert, voulaient faire évoluer les choses. Déjà, le général Pierre de Bourcet (1700-1780) avait prôné le contournement de l'ennemi et le chevalier Jean du Teil, qui avait publié un remarqué *De l'usage de l'artillerie nouvelle dans la guerre de campagne en 1778*, préconisait l'esprit offensif même dans la défense des places fortes. Jean-Baptiste Vaquette de Gribeauval (1715-1789) avait été le grand spécialiste et modernisateur de l'artillerie. Surtout, le général-comte François de Guibert (1744-1790) avait souhaité une réorganisation autour de la division afin d'accentuer la mobilité face à l'ennemi ; si toutes ses œuvres n'avaient pas été publiées de son vivant, plusieurs étaient disponibles depuis une vingtaine d'années, notamment son *Essai général de tactique*, paru anonymement en 1772 – et qui sera réédité par sa veuve sous le Consulat.

Guibert fut une sorte de De Gaulle luttant contre la routine non seulement des règlements et des opérations militaires mais, encore plus, des conceptions. Il voulait notamment une très grande mobilité des armées, quitte à faire marcher les hommes avec plus de rapidité que de méthode et, surtout, en ayant recours au plus grand nombre possible de citoyens – et non plus seulement à des professionnels dont l'âge tempérait trop l'énergie. On comprend que cette mise en valeur de la vitesse alliée à une volonté farouche de tout faire plier à la volonté ait séduit les jeunes officiers révolutionnaires : s'il leur manquait beaucoup au plan matériel, ils s'enthousiasmaient pour des théories qualifiées alors de spiritualistes (l'esprit commande à la matière). Pour l'approvisionnement, il leur suffirait de vivre sur le pays conquis, ce qui présentait aussi l'avantage de ne pas devoir attendre les fournitures.

De victoire en victoire

L'armée d'Italie sera vite caractérisée par cette grande mobilité. Révélatrice est à ce sujet l'anecdote – peu importe qu'elle ait été inventée ou non par la propagande française – qui faisait dire à un officier autrichien prisonnier, évidemment interrogé incognito par le commandant en chef : *« Il n'y a plus moyen de rien comprendre ; nous avons affaire à un jeune général qui est tantôt devant nous, tantôt sur notre arrière, tantôt sur nos flancs ; on ne sait jamais comment il faut se placer. Cette manière de faire la guerre est insupportable et viole tous les usages. »* C'était tout simplement la guerre à la Guibert.

Bonaparte était à l'unisson des bureaux du ministère de la Guerre, où l'on concevait la marche des armées révolutionnaires selon ces principes. L'empirisme qui le caractérisera jusqu'à Waterloo reposera toujours sur cette idée qu'il faut arracher très vite une décision sur le terrain, contrairement aux petits engagements de la « guerre en dentelle » de l'époque précédente.

Lui-même, dans l'été 1795, a été attaché au bureau topographique du ministère. C'était un lieu où non seulement l'on pensait, mais où l'on décidait (tout au moins, y préparait-on les décisions du Comité de salut public). Il est d'ailleurs significatif que, précisément durant cette période, on ne puisse savoir à qui attribuer un certain nombre de mémoires qui y fleurirent. Cette agitation intellectuelle, le nouveau régime entré en fonction au mois de novembre, le Directoire, allait en profiter. *L'Instruction* pour le général en chef de l'armée d'Italie rédigée et donnée à Bonaparte en mars 1796 se serait d'ailleurs inspirée des propres propositions du général corse, cette fois soutenu par Carnot – qui aurait été à l'origine de sa nomination au moins autant que Barras.

On trouvait dans ce texte la base de ce qui allait être accompli par celui qui ferait de la campagne d'Italie un des grands moments de la Révolution. Qu'on en juge par ce simple extrait : *« Tout nous commande de chercher par tous les moyens qui sont en notre pouvoir de faire repasser le Pô aux ennemis et de porter nos plus grands efforts dans la direction du Milanais. Cette opération essentielle paraît ne pouvoir avoir lieu sans qu'au préalable l'armée française s'empare de Ceva. » L'Instruction* fourmillait également de notations sur *« la liberté »* laissée dans l'exécution de ce plan à Bonaparte *« en qui il place sa confiance ».*

Pendant une année, le général en chef accumula les victoires, en même temps qu'il accueillait dans ce qui deviendrait son état-major des officiers de valeur : Masséna, Augereau, Laharpe, Sérurier, Murat... Arrivé à Nice le 26 mars 1796, il commença sa campagne le 10 avril. Le 12, ce fut la première victoire, à Montenotte, puis le 13 à Millesimo, le 15 à Dego, le 19 à Ceva, le 21 à Mondovi, le 25 à Cherasco, le 26 à Alba. Deux jours plus tard, l'armistice fut signé avec les Piémontais à Cherasco (du coup, les républicains piémontais furent abandonnés). Il pouvait alors dire à ses hommes : *« Soldats ! Vous avez, en quinze jours, remporté six victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs places fortes et conquis la partie la plus riche du Piémont ! »* Il participait directement à la création de sa légende.

Deux semaines de repos permirent de se retourner contre les Autrichiens, c'est-à-dire contre la Lombardie. Le Pô fut franchi le 7 mai et, deux jours plus tard, un armistice fut imposé au duc de Parme ; pour la première

LE VRAI HÉROS DU PONT D'ARCOLE

La prochaine promotion de Saint-Cyr se nommera « Arcole ». Un beau nom. Celui d'une défaite glorieuse qui aurait tourné au désastre sans l'intervention du très jeune colonel Muiron. Son nom figure sur l'un des bas-reliefs de l'Arc de Triomphe, face à l'avenue de la Grande-Armée.
Car Muiron, à la vie si brève qu'elle n'avait pas encore inspiré de biographe, tint sur le pont d'Arcole un rôle tragique de tout premier plan.

Ce fils de famille, montre son biographe Jean-Luc Gourdin, appartient à un milieu fortuné, attaché à la haute administration du royaume et allié à la meilleure noblesse. Quand il naît, le 10 janvier 1774, son père est conseiller fermier général du roi. Et son grand-père, Germain Pichaut de la Martinière, avait été premier médecin de Louis XV.

Pour le petit Jean-Baptiste, qui reçoit une éducation soignée, de gentilhomme, s'ouvre donc un brillant avenir. D'autant que l'enfant fait preuve d'heureuses dispositions : corps solide et résistant, esprit vif et curieux, tempérament fougueux et chevaleresque, âme généreuse et imaginative. Enthousiasmé par les insurgés d'Amérique avec lesquels son oncle, Alexandre Gérard, avait négocié et signé l'accord de coopération et d'assistance, Jean-Baptiste se destine à la vie militaire.

École d'artillerie de Douai, qu'il quitte en mai 1789 avec le grade de lieutenant en second. Il a quinze ans. On était précoce dans les armées du roi ! Acquisition de ses « trois grades », obtention de son premier « congé de semestre », qu'il passe à Paris pendant l'hiver 1789-1790, garnisons à Grenoble, Valence, Auxerre, Lyon, affectation à l'armée du Midi, puis à l'armée d'Italie : en avril 1793, il est capitaine. Il a dix-neuf ans et commande en second la 15ᵉ compagnie de l'artillerie à cheval. Prise d'Orange, entrée à Marseille, combats à Toulon... Là, un autre capitaine d'artillerie le remarque. *« En ces premiers jours d'octobre 1793, le capitaine Muiron devient le premier disciple de Napoléon Bonaparte »*, note son biographe. Désormais, Muiron sera dévoué corps et âme à son nouveau héros, qui lui apprend à lire le terrain, à utiliser les circonstances et à conduire les hommes.

Blessé, le capitaine regagne Paris. Il y retrouve son ancien professeur chez les Oratoriens, le père Billaud, devenu Billaud-Varenne, l'un des membres les plus influents du Comité de salut public, qui l'aide à obtenir la libération de son père incarcéré et voué à l'échafaud comme ancien fermier général. Court séjour, Muiron rejoint l'armée d'Italie.

Il fait partie de la bande à Bonaparte, est présenté à madame Letizia, obtient un congé, se retrouve parisien, noue des liens tendres avec sa cousine, qu'il épousera. Six mois plus tard, le « général Vendémiaire » prend le commandement de l'armée d'Italie. Il appelle Muiron, devenu colonel, auprès de lui.

Lorsque Muiron parvient au quartier général, à la fin du mois d'avril 1796, l'armistice vient d'être signé avec les Sardes. Restent les Autrichiens. Chassés du Milanais, ils s'appuient sur la place forte de Mantoue qui verrouille la partie est de la plaine du Pô. Pour les Français, il s'agit de s'emparer de Mantoue et de refouler les armées de secours autrichiennes pour débloquer la citadelle. Artilleur, Muiron combat sous les murs de Mantoue, participe sabre en main à la victoire de Castiglione le 5 mai 1796, et force l'entrée de Vérone, où s'installe Bonaparte. C'est là que Jean-Baptiste apprend qu'il va être père.

Le 27 octobre 1796, Muiron, qui réorganise l'artillerie, est nommé aide de camp du général en chef et proposé au grade d'adjudant général. Il quitte le Tyrol, retrouve les « Toulonnais » à Vérone, suit le rythme effrayant qu'impose Bonaparte, subit l'échec de Caldiero qui clôt douze jours de combat et escorte son général afin de prendre l'ennemi à revers.

Le 15 novembre, avant d'avoir atteint le village d'Arcole, les Français accrochent les Autrichiens qui les attendaient... Le terrain est détestable : une succession de digues étroites, des marais, un étroit pont de bois sur l'Alpone (un affluent de l'Adige), qu'il faut franchir sous le feu ennemi, puis deux cents mètres à découvert. La division Augereau tente de franchir le pont : c'est un échec.

Cloués sur place, les soldats ne veulent plus avancer. De minute en minute, la situation s'aggrave.

Bonaparte accourt, harangue ses hommes, descend de cheval, tire son sabre, s'empare d'un drapeau, fait sonner la charge et s'élance avec son état-major sur le pont. En tête, Marmont ; à sa droite, Muiron. Quelques grenades suivent. Soudain, un violent tir de flanc. Muiron se jette sur Bonaparte, hurle la nécessité d'un repli, offre sa protection à son général et ami. Son sang éclabousse le visage de Bonaparte.

Désordre, bousculade, retraite. Bonaparte, précipité dans un petit canal, en ressort trempé, ensanglanté et couvert de boue.

Le pont ne sera jamais franchi. C'est par un autre chemin et plus tard que sera pris le village d'Arcole. Quant au corps de Muiron, il ne sera pas retrouvé, englouti dans les eaux de l'Alpone. *« Il sacrifia sa vie pour sauver la mienne »*, dira l'Empereur, qui pleurait encore Muiron à Sainte-Hélène.

L'ouvrage de Jean-Luc Gourdin a reçu le Grand Prix de la fondation Napoléon. Ce n'est que justice. Outre que cette biographie, fort bien menée, sort de l'ombre un inconnu, ou presque, elle incite à la réflexion sur le rôle du hasard en histoire. Y aurait-il eu Napoléon sans Muiron ?

FRÉDÉRIC VALLOIRE


TALLANDIER

L'image retenue par la postérité. En fait, malgré sa vaillance, Bonaparte ne put franchir le pont d'Arcole placé sous le tir de l'infanterie croate. Il ne dut son salut qu'au sacrifice de son aide de camp, le jeune colonel Muiron qui, lui faisant un rempart de son corps, fut tué à sa place.

L'Ange gardien de Bonaparte, le colonel Muiron, de Jean-Luc Gourdin, préface de Jean Tulard, Pygmalion-Gérard Watelet, 428 pages, 139 F. Rappelons aussi l'essai incisif et rigoureux d'Yves Amiot consacré à la campagne d'Italie, 1796-1797, où Muiron n'est pas oublié : *La Fureur de vaincre*, Flammarion, 238 pages, 110 F.

STENDHAL ET L'ARMÉE D'ITALIE

Le 11 mai 1796, le général Bonaparte fit son entrée dans Milan à la tête de cette jeune armée qui venait de passer le pont de Lodi, et d'apprendre au monde qu'après tant de siècles César et Alexandre avaient un successeur. Les miracles de bravoure et de génie dont l'Italie fut témoin en quelques mois réveillèrent un peuple endormi ; huit jours encore avant l'arrivée des Français, les Milanais ne voyaient en eux qu'un ramassis de brigands, habitués à fuir toujours devant les troupes de Sa Majesté impériale et royale : c'était du moins ce que leur répétait trois fois la semaine un petit journal grand comme la main, imprimé sur du papier sale.

Au Moyen Âge, les Lombards républicains avaient fait preuve d'une bravoure égale à celle des Français, et ils méritèrent de voir leur ville entièrement rasée par les empereurs d'Allemagne. Depuis qu'ils étaient devenus de *« fidèles sujets »*, leur grande affaire était d'imprimer des sonnets sur de petits mouchoirs de taffetas rose quand arrivait le mariage d'une jeune fille appartenant à quelque famille noble ou riche. Deux ou trois ans après cette grande époque de sa vie, cette jeune fille prenait un cavalier servant ; quelquefois le nom du sigisbée choisi par la famille du mari occupait une place honorable dans le contrat de mariage. Il y avait loin de ces mœurs efféminées aux émotions profondes que donna l'arrivée imprévue de l'armée française. Bientôt surgirent des mœurs nouvelles et passionnées. Un peuple tout entier s'aperçut, le 15 mai 1796, que tout ce qu'il avait respecté jusque-là était souverainement ridicule et quelquefois odieux. Le départ du dernier régiment de l'Autriche marqua la chute des idées anciennes : exposer sa vie devint à la mode ; on vit que pour être heureux après des siècles de sensations affadissantes, il fallait aimer la patrie d'un amour réel et chercher les actions héroïques. On était plongé dans une nuit profonde par la continuation du despotisme jaloux de Charles-Quint et de Philippe II ; on renversa leurs statues et, tout à coup, l'on se trouva inondé de lumière. Depuis une cinquantaine d'années, et à mesure que l'*Encyclopédie* et Voltaire éclataient en France, les moines criaient au bon peuple de Milan, qu'apprendre à lire ou quelque chose au monde était une peine fort inutile, et qu'en payant bien exactement la dîme à son curé, et lui racontant fidèlement tous ses petits péchés, on était à peu près sûr d'avoir une belle place en paradis. Pour achever d'énerver ce peuple autrefois si terrible et si raisonneur, l'Autriche lui avait vendu à bon marché le privilège de ne point fournir de recrues à son armée.

Trois jours après l'entrée des Français (...), on affichait l'avis d'une contribution de guerre de six millions, frappée pour les besoins de l'armée française, laquelle, venant de gagner six batailles et de conquérir vingt provinces, manquait seulement de souliers, de pantalons, d'habits et de chapeaux.

La masse de bonheur et de plaisir qui fit irruption en Lombardie avec ces Français si pauvres fut telle que les prêtres seuls et quelques nobles s'aperçurent de la lourdeur de cette contribution de six millions qui, bientôt, fut suivie de beaucoup d'autres. Ces soldats français riaient et chantaient toute la journée ; ils avaient moins de vingt-cinq ans, et leur général en chef, qui en avait vingt-sept, passait pour l'homme le plus âgé de son armée. Cette gaieté, cette jeunesse, cette insouciance, répondaient d'une façon plaisante aux prédications furibondes des moines qui, depuis six mois, annonçaient du haut de la chaire sacrée que les Français étaient des monstres, obligés, sous peine de mort, à tout brûler et à couper la tête à tout le monde. À cet effet, chaque régiment marchait avec la guillotine en tête.

STENDHAL

Premières pages de la *Chartreuse de Parme* (1839).

fois, Bonaparte se faisait livrer des œuvres d'art – selon la pratique exercée en Belgique. Le 14, il menaça de démissionner si la moitié de son armée lui était retirée pour être jointe à celle de Kellermann, dans les Alpes. Le lendemain, il effectuait une entrée triomphale à Milan. Depuis plusieurs jours, s'y agitaient des révolutionnaires italiens et, le 18, le général en chef leur donna le drapeau vert-blanc-rouge qui restera celui des patriotes partisans de l'unité ; le 19, il leur promit même l'*« indépendance »*.

Le reste du mois de mai vit plusieurs opérations de répression contre des insurrections antifrançaises : le village de Binasco fut brûlé le 25 et la ville de Pavie livrée au pillage le 26. Le lendemain, Bonaparte entra sur le territoire vénitien, à Brescia, poursuivre les Autrichiens. Le 31, il s'empara de Peschiera, le 3 juin de Vérone et, le lendemain, il commença le siège de Mantoue.

Son activité diplomatique, totalement autonome par rapport au Directoire, devint intense. Le 5 juin, il signa un armistice avec le roi de Naples, qui se retira de la coalition et, le 23, avec le pape, dont il occupa les Légations, autrement dit les territoires septentrionaux (Bologne, Ferrare, Livourne). Le 1er juillet, à Florence, il rencontra le grand-duc Ferdinand III, frère de l'empereur François. Mais, en même temps, des émeutes antifrançaises à Faenza et à Imola – dans les Légations – entraînèrent des opérations parfois très rudes.

Le 15 juillet, Bonaparte revint à Milan, d'où il s'efforça de prendre Mantoue. Mais, les Autrichiens réussissant à revenir à Vérone et à Brescia, il leva le siège de Mantoue le 31 juillet et, en quelques jours, bouscula les généraux ennemis. Un mois plus tard, le 26 août, il établissait une administration générale de Lombardie avec l'aide des révolutionnaires milanais.

Le mois de septembre fut consacré à des opérations très rapides contre les Autrichiens de Wurmser et de son lieutenant Davidowitch, avec notamment la victoire de Bassano le 8. Du 19 au 25, les divisions d'Augereau et de Masséna parcoururent 180 et 160 km chacune ! Le 4 octobre, la rupture de l'armistice avec le duc de Modène provoqua l'occupation de cet État.

Le Directoire s'inquiéta alors de ce qui se passait du côté de Milan, où il ne voyait qu'une monnaie d'échange. Bonaparte passa outre, organisant une République cispadane – le duché de Modène et les Légations – le 16 octobre ; une de ses déclarations à la population est révélatrice, puisqu'il expliquait que *« sans la force la loi ne sert à rien »*. En Lombardie même, il écarta les agents du gouvernement français en chargeant le général Baraguay d'Hilliers de contrôler toute l'administration.

Le Directoire est loin

En novembre, la nouvelle offensive autrichienne, qui commençait à bousculer certains corps français, fut contrée à partir du 11. Surtout, au terme de deux jours de combat, la victoire d'Arcole, le 17 novembre, permit à Bonaparte et à ses lieutenants de poursuivre l'ennemi en lui prenant hommes et matériel. Au même moment, le Directoire essaya de négocier directement avec le gouvernement de Vienne, mais son envoyé, le général Clarke, fut éconduit par les Autrichiens qui croyaient encore gagner la guerre et il s'en alla retrouver Bonaparte à Milan, qui sut le mettre de son côté.

En janvier 1797 commencèrent à arriver des renforts (Bernadotte, Légion polonaise), mais les Autrichiens reprenaient l'offensive. Finalement, le 14, à Rivoli, eut lieu la plus éclatante des victoires de la campagne d'Italie ;

elle fut suivie de la prise de Trente le 28 janvier et de Mantoue le 2 février.

Ce mois de février manifesta l'indépendance politique du général en chef. Alors que le Directoire lui enjoignait de détruire la papauté, il se contenta d'obliger Pie VI à négocier, le 19, le traité de Tolentino : Avignon et le Comtat Venaissin furent reconnus à la France et les Légations abandonnées à la Cispadanie. Le 31 janvier, il avait demandé que, dans cette dernière, fût proclamée l'égalité civile et politique des juifs.

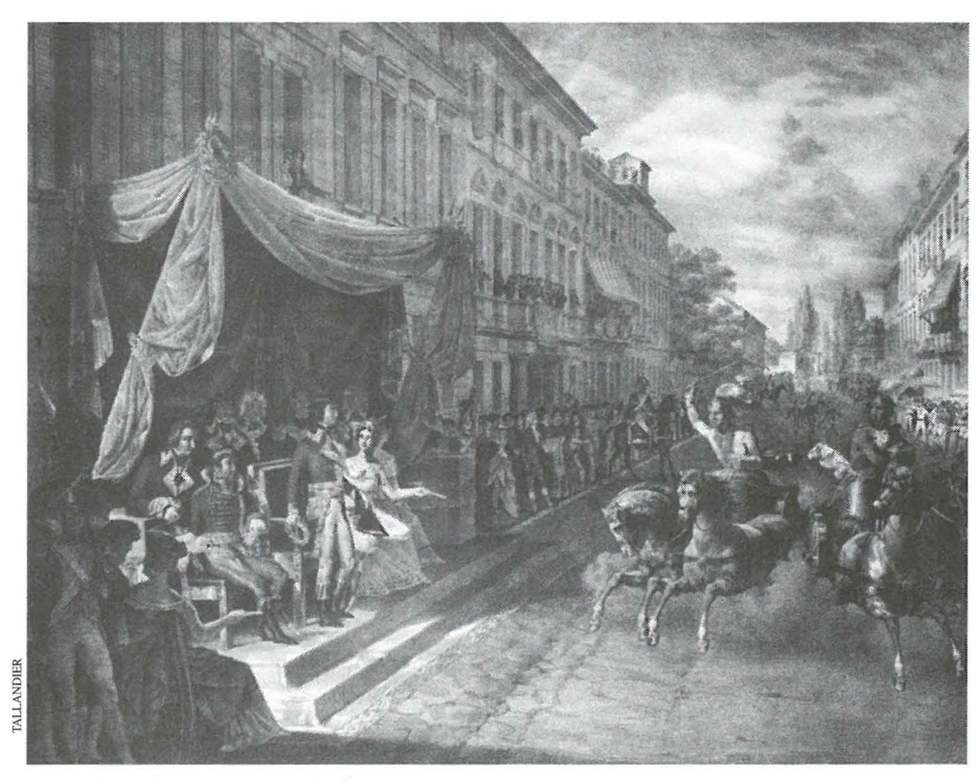
Enfin, le 9 mars, Bonaparte prit l'offensive contre les Autrichiens commandés dorénavant par l'archiduc Charles. Avec l'aide de Masséna, de Joubert et de Bernadotte, il espérait même opérer sa jonction avec Moreau venant de Bavière.

C'est alors qu'un changement s'effectua. Le 31 mars 1797 – un an jour pour jour après son arrivée à Nice – Bonaparte, de sa propre initiative, proposa la paix à l'archiduc Charles (son futur oncle, puisque frère du père de Marie-Louise). Dans le style plein de réminiscences antiques propre à l'époque, il lui écrivit : « *Il faudra bien que l'on finisse par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions humaines. Si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus fier de la couronne civique que je me trouverai avoir méritée que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires.* [...] *Avons-nous assez tué de monde et causé assez de maux à la triste humanité !* »

Si le commandant en chef des forces françaises prenait cette initiative, c'était parce qu'il se rendait compte de l'état d'épuisement de son armée. Derrière toutes les belles paroles tissant déjà sa légende, la réalité était en fait inquiétante. Heureusement, il en était de même pour les Autrichiens, ce qui permit l'ouverture des pourparlers de Leoben – après quelques victoires à Neumarkt, Unzmarkt et Judenburg.

Le fait accompli

Le 18 avril, les préliminaires de paix étaient signés et finalement ratifiés par le Directoire – grâce surtout à Carnot – douze jours plus tard. On comprend d'ailleurs l'opposition des révolutionnaires qui, comme Barras, ne voyaient d'issue que dans une perpétuelle fuite en avant qui aurait amené les troupes françaises dans toute l'Europe. D'ailleurs, le Directoire refusait de reconnaître à Bonaparte le droit de donner une constitution à la Lombardie. Ce fut pour cette raison qu'il envoya Junot à Venise menacer le doge afin de se servir de ce territoire comme d'une monnaie d'échange alors qu'il se doutait que les dirigeants de Paris, eux, étaient prêts à sacrifier la Lombardie. Aussi ne peut-on totalement exclure que le massacre des Pâques véronaises – 400 soldats français tués par des paysans dans cette ville vénitienne – ait été fomenté par des agents du général en chef afin de lui donner une bonne raison d'intervenir contre la Sérénissime ; en tout cas, dix jours plus tard, le 27 avril, la répression fut terrible.


TALLANDIER

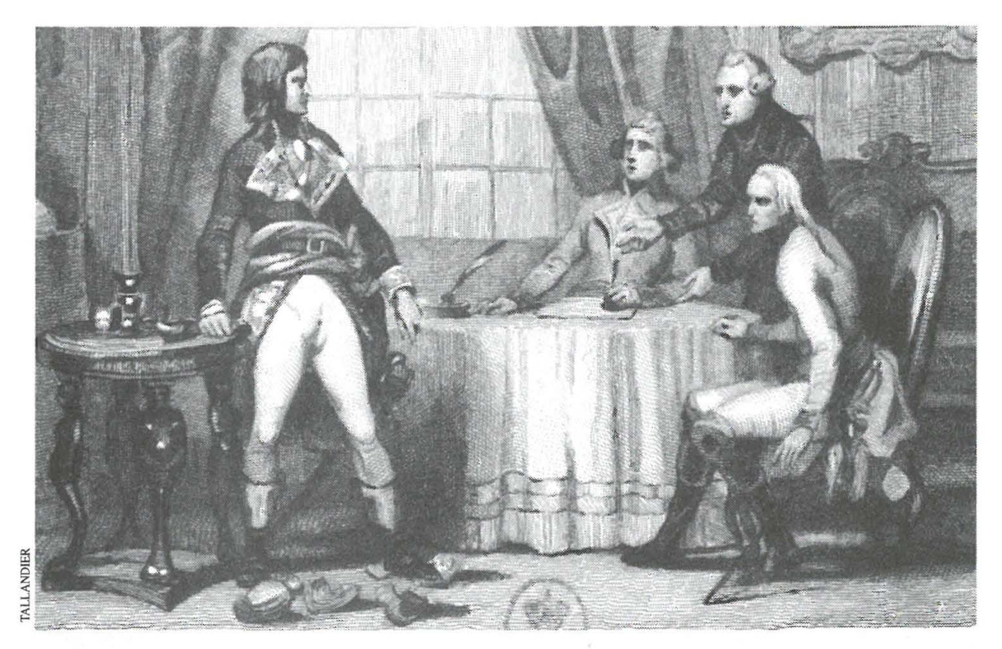
Fête donnée à Milan, le 22 septembre 1796 par Bonaparte et Joséphine. Dans son palais de Milan ou sa résidence de Montebello, le général se conduit déjà en souverain. Il impose à sa cour une étiquette rigoureuse et agit, parle, traite pour son propre compte, administre à sa guise les peuples qu'il a vaincus ou libérés, sans se soucier du lointain Directoire.

Le Directoire avalisa donc la négociation. L'Autriche abandonnait la Belgique et la question de la rive gauche du Rhin était renvoyée à un congrès général du Saint Empire romain germanique. Des clauses secrètes prévoyaient le partage des possessions vénitiennes entre l'Autriche et la France (la première occupera la Dalmatie le 10 juin et la seconde Corfou le 28). Aussi, le 2 mai, Bonaparte déclara-t-il la guerre à Venise ; dès le 16, il traitait avec le doge, car il ne voulait pas des révolutionnaires vénitiens qui étaient en train de prendre le pouvoir et escomptaient son aide – « *population inepte, lâche et nullement faite pour la liberté* ». En revanche, le 22, il soutenait ceux de Gênes en lutte contre leur gouvernement (ce sera l'origine de la République ligurienne).

Surtout, le 5 du même mois, il s'était installé au château de Mombello où il allait tenir pendant plusieurs mois sa première cour, fréquentée autant par les artistes et les intellectuels que par les politiques et les militaires, par les Italiens que par les Français ; exemple parmi d'autres, il prit sous sa protection le sculpteur Canova. C'est là que deux de ses sœurs vinrent se marier : Élisa – en fait Marianne – avec le capitaine corse Félix Bacciochi et Pauline – plutôt Paulette – avec le général Leclerc.

Comment considérait-il les Italiens ? Au Directoire il disait ne pouvoir faire des « *miracles* » avec des gens sans capacités militaires. La même année 1797, il écrivait au président du Congrès de la République cispadane pour lui expliquer que son « *premier soin* » devait consister à réorganiser son armée afin de pouvoir redevenir une puissance qui compterait.

Bonaparte s'occupa aussi de politique, française comme italienne. Il interrogea longuement, dans sa prison milanaise, le 1er juin, le comte d'Antraigues arrêté à Trieste – et qui s'évadera ensuite assez facilement – afin d'envoyer à Barras les preuves des accointances du général Pichegru avec les royalistes. Il fit attribuer au P. Melchiorre Gioja, le 26 juin, le prix mis en jeu sur le meilleur gouvernement de l'Italie : pour ce prêtre, alors



Signature du traité de Campoformio, le 17 octobre 1797. Sur cette gravure de propagande, Bonaparte dicte impérieusement ses conditions.

emprisonné à Plaisance, ce serait une République une et indivisible. L'unification de la Lombardie et de la Cispadane, le 9 juillet, en une République cisalpine semblait-il, n'allait-elle pas dans cette voie ?

En même temps, il ne manquait pas une occasion d'exprimer – et de faire exprimer par chacune des unités de son armée – son républicanisme auprès du Directoire. À la fin de ce mois de juillet, il expédiait Augereau à Paris afin de lutter contre les royalistes – les « clichyens » – mais sans se compromettre personnellement : le coup d'État du 18-Fructidor – 4 septembre – sauvera les républicains ; quelques semaines plus tard, il expédiait Lannes à Marseille combattre aussi les royalistes. Le 19, alors que l'Autriche libérait, entre autres à sa demande, La Fayette, il écrivait à Talleyrand, ministre des Relations extérieures depuis deux mois, une lettre dans laquelle il exposait ses vues constitutionnelles – un régime autoritaire – en le priant de n'en parler qu'à Sieyès ; cela montre que, éloigné de Paris, il savait qui étaient les gens qui comptaient.

Mais l'Italie ne constituait qu'un moyen pour le Directoire – comme pour tous les officiers de l'école de Guibert. L'objectif était l'Autriche. En filigrane, il y avait également la situation du Piémont que, conformément aux vieilles traditions diplomatiques françaises, on pensait pouvoir rattacher à la France en le soustrayant à l'alliance autrichienne (d'ailleurs, avant même que n'arrivât Bonaparte, il y avait des négociations pour une paix séparée entre Paris et Turin) ; le général en chef lui-même ne considérait pas les Piémontais comme des Italiens.

Bien que les discussions avec les Autrichiens fussent très dures et empreintes d'une grande théâtralité, Bonaparte ne manifestait aucune disposition pour appliquer les instructions du Directoire lui enjoignant de ne rien céder, de rompre avec l'Autriche et de marcher sur Vienne. Finalement, sans doute grâce à Talleyrand, carte blanche lui fut donnée. Aussi, le 17 octobre, put enfin être signée la paix de Campoformio : Venise et ses possessions jusqu'à l'Adige – moins les îles Ioniennes, que Bonaparte va transformer en trois départements – allaient à l'Autriche tandis que la Belgique et la rive gauche du Rhin jusqu'au sud de Cologne étaient laissées à la France avec organisation d'un congrès à Rastadt pour définir l'ensemble des conditions de paix avec l'Empire. Le Directoire s'inclina à contrecœur et désigna Bonaparte plénipotentiaire de la République au congrès après l'avoir nommé commandant en chef de l'armée d'Angleterre.

Bonaparte roi d'Italie

Le 11 novembre 1797, Bonaparte s'adressa aux Cisalpins en leur recommandant la tolérance religieuse, l'oubli du passé et l'union des volontés. Ce programme de réconciliation nationale, qui sera le sien deux ans plus tard en France, il craignait de ne pouvoir l'appliquer : *« Ces avocats de Paris qu'on a mis au Directoire n'entendent rien au gouvernement* [...]. *J'ai goûté du commandement et je ne saurais y renoncer »*, confiait-il à Miot de Melito quelques jours plus tard à Turin. Mais il ne restera à Rastadt que du 26 novembre au 2 décembre, signant simplement une convention avec l'Autriche sur les évacuations réciproques de Mayence et de Venise. Ainsi ne se perdait-il pas dans des négociations qu'il ne pouvait maîtriser à son gré. Après quelque temps passé dans la préparation d'une hypothétique invasion de l'Angleterre, il allait partir pour l'Égypte le 19 mai 1798.

Pendant ce temps, l'Italie faisait connaissance avec un autre aspect de la France. La Cisalpine se voyait imposer le 21 février l'entretien d'un corps d'occupation (ses assemblées l'ayant refusé, elles furent épurées). Rome était occupée le 17 février en attendant que le pape fut fait prisonnier. Du 8 mai au 16 juillet, toutes les congrégations religieuses de Cisalpine étaient supprimées une à une tandis que leurs biens étaient confisqués. Ensuite, selon l'humeur du temps, Paris favorisera tel ou tel clan à Turin, à Milan, à Gênes, à Rome et à Naples.

Plus tard, l'intérêt de Bonaparte pour l'Italie allait se manifester de façon un peu contradictoire. Prenant le titre de roi d'Italie – ce qui fera paradoxalement de Marie-Louise la seule Habsbourg à avoir régné sur la Péninsule ! –, il ne cherchera pas réellement à unifier les pays italiens, d'ailleurs contraint de laisser en place le pape – malgré une annexion temporaire – et le roi des Deux-Siciles – malgré l'occupation du territoire napolitain. En revanche, il y installera sa famille : Eugène sera le compétent vice-roi délégué sur place, tandis que Caroline et Murat régneront à Naples, Élisa à Piombino et à Lucques et Pauline à Guastalla. Si on y ajoute Lucien, créé prince de Canino par Pie VII en 1814, Madame Mère et son demi-frère, le cardinal Fesch, qui se réfugieront à Rome, on peut dire que l'Italie deviendra la patrie des Bonaparte (sans oublier que plusieurs – dont le futur Napoléon III – combattront aux côtés des divers mouvements insurrectionnels dans les années 1830-1848).

L'écrivain Alessandro Manzoni, qui se souvenait que Napoléon avait d'une certaine manière promu l'unité italienne en ceignant la couronne des rois lombards, s'écriera dans *Il cinque maggio 1821* : *« Veuve d'une si grande âme, la terre s'arrête »*. Déjà, en mai 1797, le poète vénitien Ugo Foscolo avait écrit son *Ode à Bonaparte libérateur*... Nul doute que, dans l'imaginaire italien, il ait été autre chose qu'un simple général en chef ou même un politique se livrant à une répétition générale.

J. E.

Jean Étèvenaux est historien et journaliste. Il a publié plusieurs ouvrages, notamment un *Fouché* (La Taillanderie, 1990), *Les Grandes Heures de Lyon* (Perrin, 1992), *Lyon 1793* (Horvath, 1993). Il prépare actuellement plusieurs travaux sur Napoléon.

MUSCADINS CONTRE SANS-CULOTTES

Préfiguration des Camelots du roi et des « Rats noirs » d'après 1968, ils sont jeunes, armés de forts gourdins et parfumés de musc, d'où le surnom de *muscadins*. Commis de bureau, clercs de notaire, magasiniers, artisans ou étudiants, ils pourchassent les sans-culottes à coups de bâton, en attendant les coups de sabre et les coups de fusil.

Dès la fin de la Terreur, ils surgissent dans Paris, tenant le haut du pavé, se distinguent par une tenue recherchée et excentrique. Les gravures de l'époque les représentent vêtus d'un habit vert bouteille ou jaune et ils ont soin de parer leur redingote d'un collet de velours noir – pour porter le deuil de Louis XVI – et de dix-sept boutons, rappelant le petit prisonnier du Temple, Louis XVII.

Leur singulière habitude de prononciation d'où la lettre « r » est absente leur vaut aussi le surnom d'*Incroyables* et les *Merveilleuses* répondent aux muscadins. La mode après le puritanisme en usage sous la Révolution est aux « nudités », et les belles amies des muscadins s'enveloppent de robes très serrées qui ne cachent rien de leurs charmes.

Ils se recrutent non parmi la noblesse mais dans la bourgeoisie, le monde des lettres, de la boutique et des théâtres. Cette jeunesse, que ses adversaires disent « dorée », ne possède pas la richesse, mais elle représente, par ses manières, la recherche de son costume, l'opposé de la sans-culotterie. Elle fait contraste, dit Hyde de Neuville *« avec les façons grossières et la saleté officielle du costume des jacobins »*.

Après Thermidor, la Convention s'était employée à démanteler le terrible comité de Salut public, qui avait été l'organe moteur de la Terreur. L'influence passe désormais au comité de Sûreté générale, épuré des derniers robespierristes et composé exclusivement de thermidoriens, qui devint le maître de la police. Les véritables chefs du gouvernement sont ceux de la majorité nouvelle : Tallien, Féraud, Barras et Fréron. Ces thermidoriens ont besoin d'une sorte de milice pour s'opposer aux sans-culottes, encore puissants, surtout dans les faubourgs.

C'est Fréron qui se charge de l'organiser en puisant parmi les plus ardents et les plus décidés des muscadins. Ils ne tardent pas à représenter une force d'environ deux ou trois mille jeunes gens.



Un muscadin, gourdin au poing.

Les muscadins appuient de toutes leurs forces les mesures prises contre les plus sanglants des révolutionnaires. Ils applaudissent au jugement et à la condamnation de Fouquier-Tinville, de Carrier, bourreau de la Vendée, et de leurs complices.

Dans la rue, dans les cafés, au Palais-Royal, les muscadins poursuivent les sans-culottes, et des bagarres s'ensuivent, au cours desquelles ils ont presque toujours le dessus. Peu à peu, le pouvoir de la rue passe de leur côté. Le 19 brumaire an III (9 novembre 1794), armés de bâtons et de sabres, ils attaquent les jacobins dans leur repaire de la rue Saint-Honoré.

Deux jours plus tard, ils récidivent. Fréron et le comité de Sûreté générale, qui avaient organisé le mouvement, décident le lendemain matin de fermer le Club des jacobins. Ainsi disparut cette société qui, aux heures les plus féroces de la Révolution, avait présidé à ses destinées.

Dès le lendemain, des rapports de police constataient qu'il suffisait *« d'avoir l'air jacobin pour être apostrophé, insulté et même battu »*. Désormais, le triomphe des jeunes muscadins va s'accentuer tandis que tutoiement et bonnet rouge disparaissent des usages.

Ils obtiennent que les restes de Marat soient retirés du Panthéon, où ils avaient été solennellement transportés seulement quatre mois auparavant. Ils réclament même que son cercueil soit jeté à la voirie ou l'égout. Après avoir « démaratisé » le Panthéon, les muscadins réclament d'y faire porter le corps de Charlotte Corday...

À la fin de floréal, l'effervescence est à son comble, et l'on va assister à l'affrontement décisif entre les muscadins et ce qui subsiste de la sans-culotterie. Les 1er et 2 prairial (20-21 mai 1795), le tocsin sonne dans les faubourgs et la populace se soulève. *« Ce soir,* disent les femmes, *les cravates des muscadins seront à bon marché. »*

Les insurgés envahissent la Convention et le député Féraud est abattu. Mais les sans-culottes laisseront passer l'occasion de reprendre le pouvoir.

Dès le 4 prairial, l'Assemblée se ressaisit et envoie, non plus seulement les muscadins mais également les hommes de la garde nationale pour s'opposer aux révoltés. Ceux-ci étaient commandés par un Noir de Saint-Domingue, Guillaume Delorme, un colosse qui régnait sur les ouvriers des faubourgs et sur leurs femmes parmi lesquelles il s'était formé une sorte de harem.

Menacés d'un bombardement, les sans-culottes prennent peur, se rendent et livrent leurs canons et leurs canonniers, dont le « nègre » Delorme, qui sera guillotiné le lendemain. Ce sera la dernière insurrection populaire de la Révolution. C'était la fin des jacobins.

Restent les muscadins. Après les avoir utilisés, les profiteurs du Directoire se mettent à les craindre, et un certain 13 vendémiaire an IV (5 octobre 1795) ils les feront canonner par un petit général connu pour son jacobinisme.

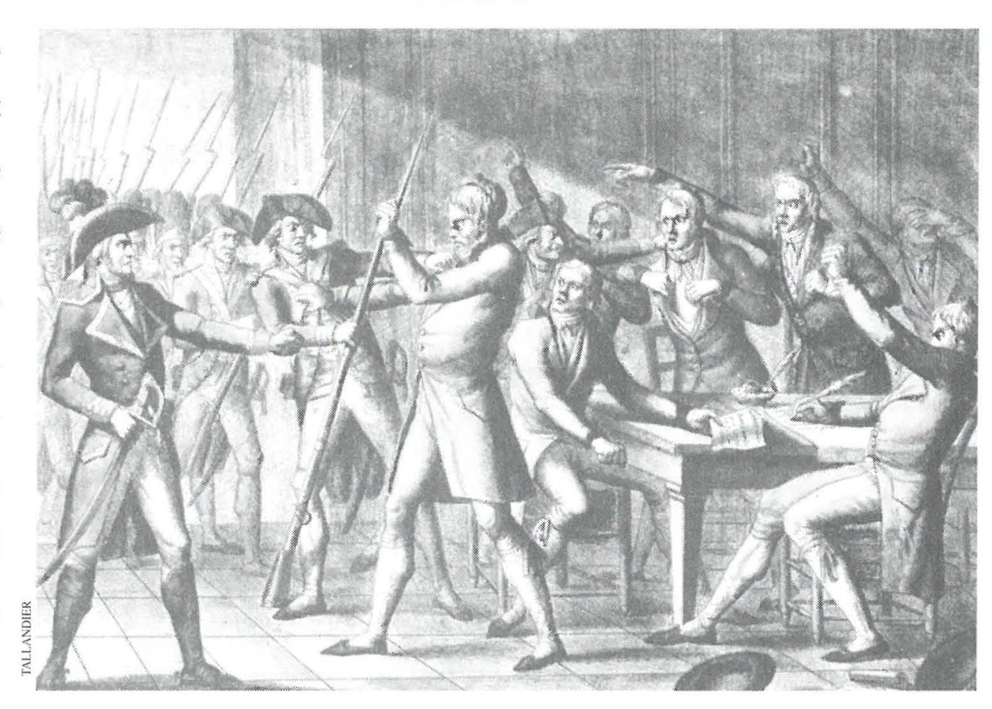
GUY CHAMBARLAC

18 FRUCTIDOR AN V

Un coup d'État républicain

PAR PIERRE BESSAND-MASSENET

Fructidor a valeur de symbole. C'est l'histoire d'un coup d'État ourdi par une minorité installée contre une nouvelle majorité issue des urnes. Comme on sait, la volonté populaire est sacrée, tout comme la légalité, pour autant bien entendu qu'elles conviennent à ceux qui ont décidé d'en être les interprètes exclusifs, de droit divin en quelque sorte.



TALLANDIER

Journée du 18 fructidor an V, 4 septembre 1797. La troupe pénètre dans la salle des Conseils pour arrêter les députés. Les élections d'avril 1797 avaient amené une majorité de députés de droite dans les conseils du Directoire, qui élirent Barthélémy à la place de Letourneur lors du renouvellement annuel d'un des cinq directeurs. Le conflit entre la majorité parlementaire de droite et les trois directeurs de gauche, Barras, La Revellière, Reubell, s'aigrit au sujet des titulaires des ministères, les députés ayant demandé le départ de ministres estimés trop jacobins et la majorité directoriale ayant riposté en renvoyant deux ministres qu'elle jugeait trop modérés. On se trouva alors devant une situation bloquée à laquelle la minorité trouva la solution du coup d'État.

Quand Robespierre, au 9-Thermidor, avait entraîné dans sa ruine ses amis jacobins, l'événement avait été le signal d'une joie délirante, universelle mais bientôt remplacée par la hantise confuse, constante, de voir se renouveler tout ce qu'on avait enduré et exécré pendant près de deux ans. Or le Directoire n'avait pas su ou voulu se hausser au-dessus des vengeances et animosités politiques, répudier l'hypocrisie et le sectarisme jacobins ; il avait conservé dans ses écrits, dans ses allocutions, cette terminologie de 1793, dont le seul souvenir était insupportable au public. La France, à l'exclusion d'une poignée de fanatiques, s'indignait de cette mauvaise foi persistante, officielle, qui consistait à ne reconnaître pour républicains, pour patriotes, que les militants révolutionnaires, les derniers fidèles de Robespierre, les anciens habitués des clubs. *« C'est là et non ailleurs,* écrit un journaliste parisien, *qu'il faut chercher le vice caché qui entretient la division des Français. N'est-ce pas une chose inconvenante de se servir toujours de cette expression : les* patriotes *? N'est-ce pas faire une injure au peuple que de paraître soupçonner qu'il existe dans son sein une classe distincte de citoyens qui seule mérite ce titre de*

patriotes ? Ne pourrait-on pas assurer au gouvernement que la grande majorité de la nation ne voudrait pas être patriote comme ceux qui prennent si exclusivement ce titre ? »

À force de dénoncer comme factieuse et de briser toute manifestation des idées libérales, antiterroristes et – dans ce sens – réactionnaires, le Directoire avait fait le lit d'un néo-jacobinisme. Non sans stupeur, le pays avait vu reparaître au conseil des Cinq-Cents une extrême gauche forte de plus de deux cents députés. Ce qui s'était passé en 1793 s'est reproduit aussitôt, du moins en cris, menaces et intimidations. Les clubs, malgré l'interdiction prononcée contre eux, ont à nouveau surgi, notamment en plein cœur de Paris, dans une salle voisine des Tuileries, où les orateurs, croyant ressusciter Robespierre, exigeaient des épurations, réclamaient des armes pour les « patriotes », proposaient de rétablir la loi des suspects, le Comité de salut public, au besoin la guillotine, et de renouveler les visites domiciliaires. *« Notre nom est Jacobin,* proclamait le député Destrem, *notre société est celle des jacobins, nous sommes et voulons être jacobins. »*

Un système sur mesure

Ces jacobins n'avaient pas craint non plus d'accentuer le côté socialiste de leur doctrine et d'imposer un emprunt forcé sur les riches – l'impôt en soi étant considéré comme un « châtiment infligé à la fortune acquise ». Cet emprunt était en fait un surcroît d'impôt ajouté à la contribution foncière. Mais les grosses fortunes réussirent à se volatiliser comme par enchantement pour n'être *« qu'à peine écornées »*, tandis que le poids de la taxe tombait lourdement sur les propriétaires fonciers et les gens de moyenne et petite aisance.

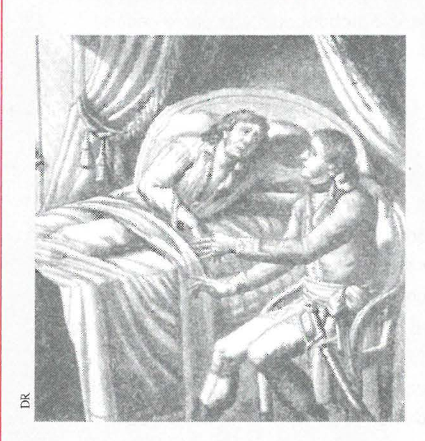
Résultat classique : l'argent a disparu. Chacun diminue sa dépense, annule ses commandes, les ouvriers n'ont plus d'ouvrage. *« Il faudra,* conseillait un ironiste, *qu'ils aillent en demander aux clubs qui trouvent le remède à tout. »* Déconfiture qui aggrave encore la dégradation de l'esprit public. La commémoration du 14-Juillet – quatre mois avant Brumaire – n'a été qu'une formalité sans écho. *« Après s'être passionné jusqu'à l'excès pour la vie publique, on y est devenu absolument indifférent... »* Même dans les faubourgs parisiens les plus portés jadis à la fermentation révolutionnaire, la parole jacobine a quasiment perdu tout effet. Bref, le retour des jacobins aura été la médecine qui achève le patient.

Cet avilissement progressif de la Révolution, amorcé en Thermidor avec la chute de Robespierre, avait en effet duré cinq ans. Cinq ans – alors que dans une correspondance datée de 1795 on relève déjà cette réflexion : *« Les esprits se précipitaient en 1789 vers la Révolution, aujourd'hui, ils se précipiteraient vers un gouvernement qui la finit à toujours »* (1). C'est que la crise fatale du régime a été à deux reprises bloquée et suspendue par le recours à l'ultime ressource des révolutionnaires aux abois : l'*intervention de l'armée.*

En octobre 1795, le 13 vendémiaire, alors que les colonnes des Parisiens insurgés, scandalisés par les ultimes décrets de la Convention, convergeaient vers les Tuileries, c'est l'artillerie cantonnée aux Sablons, près du bois de Boulogne qui, amenée en hâte, avait balayé le Carrousel, les quais, la rue Saint-Honoré, et fait place nette. Le rôle de Bonaparte en cette affaire a été par la suite exagéré ; ce n'était encore qu'un petit général obscur, assez râpé et récemment destitué pour insubordination et opinions politiques trop avancées ; il prit toutefois une part vigoureuse, efficace, au succès de la journée, mais ni plus ni moins que plusieurs autres généraux ou officiers supérieurs républicains, Brune, Carteaux, Murat, Gardanne, qui ne marchandèrent pas leur zèle. La plupart des insurgés provenaient des classes moyennes ou aisées de la capitale ; ils laissèrent plusieurs centaines des leurs couchés sur le pavé. Du moins la leçon fut-elle comprise, et la bourgeoisie copieusement étrillée rentra sous terre, permettant ainsi à la Convention de se survivre à elle-même, puisque les deux tiers des conventionnels prirent place d'autorité dans les assemblées législatives du Directoire et cinq d'entre eux formèrent le Directoire proprement dit.

Le régime ainsi provisoirement sauvé poursuivit tant bien que mal sa carrière jusqu'au printemps de 1797. De nouvelles élections eurent lieu alors qui virent triompher dans des proportions stupéfiantes, au-delà de tout pronostic, des adversaires déclarés du fanatisme révolutionnaire. Sur 216 conventionnels sortants, une douzaine seulement furent réélus ; soixante-six départements sur quatre-vingt-quatre avaient choisi pour députés des candidats antijacobins. Ces nouveaux élus n'étaient pas tous nécessairement antirépublicains ; mais, divisés entre eux, comme il arrive à toute coalition spontanée issue d'un succès à l'ampleur inattendue, ils finirent par morceler leur majorité en autant de fractions qu'il peut y avoir de tendances jalouses et

HOCHE OU LE REVERS DE LA MÉDAILLE


DR

Mort de Hoche, 19 septembre 1797.

Quinze jours après Fructidor, Hoche, à son quartier général de Wetzlar, mourait subitement dans des conditions qui, alors, parurent suspectes. Accès de phtisie galopante sans doute. Seulement voilà : il a une altercation avec Barras, se brouille avec le Directoire à la veille d'un coup d'État, quitte Paris, sachant trop de choses évidemment, et quinze jours après il est mort. La réputation de Barras était détestable ; de là à parler de poison... quoique à l'époque, comme le dit tranquillement Thibaudeau, ce ne fût pas le genre ! De toute façon, cette disparition délivrait Bonaparte d'un concurrent éventuel, le plus sérieux de tous. Hoche, moins impulsif que Bonaparte, cavalier aimable et aimé des dames, masquait sous les dehors d'une gravité précoce et le calme d'un beau visage aux traits réguliers un puissant fonds d'orgueil, où l'envie et la jalousie avaient leur place. Il y a des lettres de Hoche dénonçant des camarades à Marat en 1793, qui sont terribles pour sa réputation d'honnête homme. Ce grand soldat pouvait manifester une certaine forme de générosité envers ses adversaires du champ de bataille, mais il était aussi sans scrupules pour se débarrasser de collègues qui l'irritaient ou dont la popularité risquait de gêner la sienne : le rude Kléber par exemple, son propre lieutenant, qu'il ne craignit pas de signaler aux gens du Directoire comme *« un de leurs plus redoutables ennemis »*. Albert Duruy, rappelant cette lettre de Hoche au Directoire, conclut : *« On ne tombe jamais que du côté où l'on penche, et quand un homme finit par la délation, il est presque certain qu'il a commencé par l'envie. »*

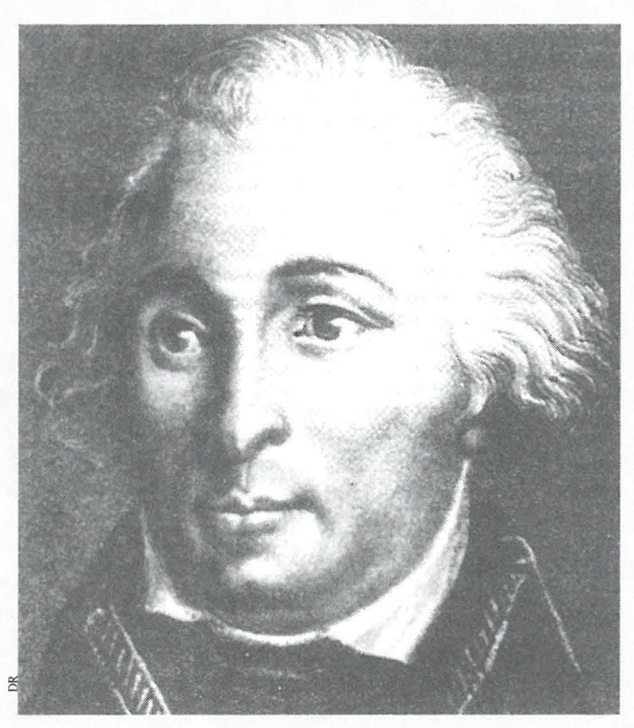
P. B.-M.

UN COMPLOT FORT À PROPOS

Les éléments qui permirent le déclenchement des opérations menées le 18-Fructidor au matin par le général Augereau étaient parvenus fin juin au Directoire, expédiés d'Italie par Bonaparte.

Il s'agissait de la copie d'une partie des révélations explosives du comte d'Antraigues qu'il venait de faire arrêter en Italie. Cet étonnant aventurier, agent secret du comte de Provence, correspondait avec la haute émigration et les cabinets européens. En décembre 1795, il avait recueilli à Venise les confidences et une partie des archives du comte de Montgaillard qui s'était entremis six mois plus tôt dans une négociation entre le général Pichegru, le prince de Condé et Wickham, l'agent diplomatique anglais près la diète helvétique. Mais alors que le comte d'Antraigues fuyait fin mai 1797 l'avance française en Italie, il avait été capturé à Trieste par le général Landrieux. Amené sous bonne garde à Milan, il avait été traité avec égards par Bonaparte à la demande de Joséphine et de la comtesse d'Antraigues qui était alors la plus célèbre cantatrice européenne. Pour retrouver sa liberté, le comte d'Antraigues reconnut l'existence d'une conspiration royaliste à Paris et authentifia les papiers trouvés dans son portefeuille rouge, des pièces que Bonaparte conserva par-devers lui. Dans ces documents, on trouvait les noms de députés et de militaires connus pour leurs opinions républicaines.

Bonaparte eut sans doute aussi connaissance (ou copie) d'un codicille secret que Louis XVI, apprenant sa condamnation à mort, avait apposé sur son testament. Cette pièce dont Antraigues avait mis l'original en lieu sûr était particulièrement embarrassante pour le comte de Provence puisque son frère, au moment de mourir, y exposait les raisons pour lesquelles il lui refusait la régence de principe qu'il confia en effet à Marie-Antoinette. Ce document que toutes les cours d'Europe, et surtout la Grande-Bretagne, eussent voulu récupérer – également le futur Louis XVIII qui en connaissait l'existence –, avait été remis par le roi martyr entre les mains de Malesherbes. Sur le point d'être arrêté, celui-ci l'avait confié à son amie madame Blondel, la tante d'Antraigues, qui fut arrêtée en mai 1794. Elle le transmit à temps à Sandrier des Pommelles, chef de la « Manufacture » (organisation secrète royaliste) et correspondant parisien du comte d'Antraigues, qu'elle abrita un temps chez elle dans son hôtel de la rue de Varennes.


DR

Le général Jean-Charles Pichegru (1761-1804) avait été répétiteur de mathématiques à l'école de Brienne, et Bonaparte fut son élève. Simple soldat en 1780, sergent-major en 1789, Pichegru fréquente le Club des jacobins de Besançon et en devient le président. Lors du passage du 3e bataillon du Gard à Besançon, il s'en fait élire lieutenant-colonel et part à sa tête vers le Rhin. Il est général de division en août 1793, et devient peu après commandant en chef de toute l'armée du Rhin. Passé à l'armée du Nord au début de 1794, il conquiert la Hollande et s'empare de la flotte hollandaise bloquée dans les glaces au Texel. De passage à Paris au moment où éclate l'insurrection du 12-Germinal (1er avril 1795), il prend la tête des troupes de la Convention et réprime les troubles avec énergie. De retour à l'armée du Rhin, il entre en pourparlers avec les royalistes. Le Directoire, l'ayant appris, exige sa démission. Pichegru se fait alors élire par le Jura au conseil des Cinq-Cents et se fait porter à la présidence de l'Assemblée par la majorité royaliste. Il est proscrit après le coup d'État du 18-Fructidor et déporté en Guyane. Il s'en évade en 1798, rejoint Londres. Il prend part à la conspiration de Cadoudal contre Bonaparte, vient secrètement à Paris, est dénoncé et arrêté. Emprisonné au Temple, il y est retrouvé étranglé, le 5 avril 1804.

Bonaparte avait aussi trouvé sur Antraigues de nombreuses lettres originales établissant la complicité de Pichegru avec des représentants de la coalition royaliste (dont le fameux Fauche-Borel).

Les révélations partielles émanant d'Antraigues dont le Directoire reçut copie (Bonaparte conservant les originaux et les pièces annexes) mettaient officiellement en cause le général Pichegru, placé grâce à son ami Carnot au poste hautement stratégique de président du conseil des Cinq-Cents.

De nombreuses pressions se sont exercées sur le Directoire pour retarder (jusqu'à la prise de pouvoir par Pichegru) la divulgation des pièces adressées de Milan par Bonaparte. Celles mettant en cause Pichegru ne furent publiées qu'au lendemain du 18-Fructidor, d'abord dans une version expurgée sous le titre de *Pièce trouvée à Venise* (sic) *dans le portefeuille d'Antraigues, et écrite entièrement de sa main.*

Les armées françaises qui avaient largement pénétré en Suisse avaient également mis la main sur des émigrés et leurs papiers. Or les documents saisis confirmaient la collusion d'hommes politiques et de militaires avec la Grande-Bretagne et l'Autriche. L'une de ces découvertes (la correspondance du général Klinlin), accablait Pichegru, et d'autres (les papiers Tinseau d'Amondans et d'Arthez), le général Le Michaud d'Arçon, employé en l'an II au Comité de salut public.

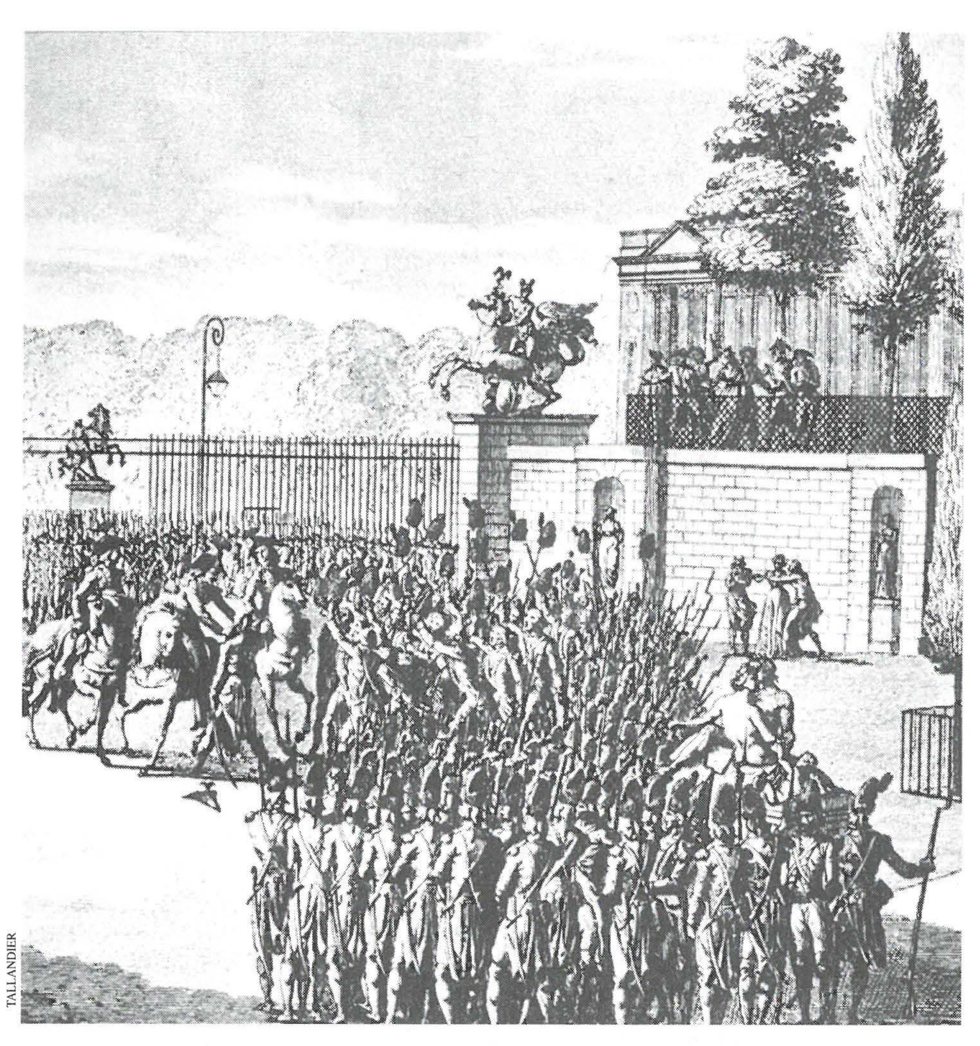
Ces révélations présentaient un tel danger que le général Moreau, ami de Pichegru, alors à la tête des armées républicaines qui avançaient en Suisse, retarda l'envoi à Paris de caisses de documents saisis par ses soldats. Il renia cependant son ami dès le 19-Fructidor, afin d'éviter la déportation.

Les papiers adressés par Bonaparte, s'ajoutant aux aveux des membres de la « Manufacture », sur l'imminence d'un coup d'État royaliste, avaient fourni à Reubell et La Revellière le prétexte du coup de force contre les Conseils. L'attitude de Barras, en cette circonstance, avait été décisive. Se désolidarisant nettement de Carnot, il participa au comité clandestin formé par Reubell et La Revellière qui, s'appuyant sur le sabre d'Augereau, permit aux « triumvirs » de retrouver une majorité docile dans les Conseils.

OLIVIER BLANC

Journaliste et historien, Olivier Blanc a publié *Les espions de la Révolution et de l'Empire* (Perrin, 1995). Son prochain livre, à paraître en mars 1997, sera consacré aux *Libertines, ou la recherche du bonheur au Siècle des lumières.*

méfiantes parmi des politiciens encore novices. L'étourderie, l'excès de confiance des uns furent aggravés par l'intransigeance des autres, leur fanatisme à rebours, surtout sensibles chez les catholiques militants qui ne craignirent pas de provoquer par des manifestations intempestives le vieil esprit laïque de la Révolution et allumèrent ainsi une querelle funeste à leur cause. Le gouvernement lui-même s'était scindé en deux clans : plusieurs ministres, deux directeurs même sur les cinq qui composaient le Directoire, inclinaient à pactiser avec les éléments les plus solides de la nouvelle majorité, dans la mesure où ils s'accordaient avec eux sur un point : éliminer des institutions toutes les séquelles du jacobinisme. Les trois autres directeurs, se jugeant menacés et la République avec eux, du moins la forme de la République qu'ils entendaient perpétuer, estimèrent que l'heure était de nouveau venue de protéger le régime contre le pays et de répliquer victorieusement aux choix suspects du collège électoral. Seulement, faute de pouvoir s'appuyer sur l'opinion publique, il leur fallut encore recourir au même expédient qu'en Vendémiaire : le coup d'État militaire.


TALLANDIER

Investissement des Tuileries par les troupes d'Augereau qui forcent la grille du Pont-Tournant et désarment la garde du Corps législatif.

Hoche est éliminé

Le véritable patron du Directoire était alors Barras, homme d'argent et de plaisir, qui n'avait jamais considéré dans toutes les circonstances de la Révolution que le moyen d'avancer ses affaires, tantôt jacobin prononcé, tantôt violent réacteur, immoral et sceptique jusque dans la moelle des os, disant de lui-même avec son flegme impayable : « *Les temps de guerre civile ne sont pas des temps de morale !* » Barras se mit donc en quête du général qu'il lui fallait pour purger le corps législatif de toute opposition malséante. Deux grands soldats étaient en mesure de remplir cet office : Hoche, qui venait de rejeter l'ennemi au-delà du Rhin et d'installer son quartier général en pleine Prusse rhénane ; Bonaparte, qui avait en quelques semaines conquis l'Italie du Nord jusqu'à l'Adriatique. Rival de gloire de Bonaparte, Hoche ne se souciait pas de laisser le proconsul de l'Italie, seul, plus en vue que n'importe lequel des autres généraux de la République, recueillir toutes les chances qui pouvaient découler de si grandes circonstances. Appelé à Paris, Hoche vit Barras, se mit d'accord avec lui. « *Nous sommes convenus,* écrira Barras, *que son armée se prononcera.* » Le mot a une curieuse consonance avec celui de « *pronunciamiento* ». Mais Hoche, ayant fait prématurément avancer ses régiments à proximité de la capitale, la manœuvre fut éventée, dénoncée bruyamment par les adversaires du Directoire, et Hoche dut être désavoué et renvoyé, assez amer, à son quartier général.

Augereau, un sabreur émérite

Bonaparte, lui, dans son palais de Milan ou sa résidence de Monbello, se conduisait déjà en conquérant qui agit, parle, traite pour son propre compte, administre à sa guise les peuples qu'il a vaincus ou libérés et leur impose ses lois. Parlant des directeurs, il disait, dans son jargon où le français et l'italien s'entrechoquaient bizarrement : « *Je leur fais peur et besoin.* » Seulement il mesurait l'importance des événements survenus à Paris, il comprenait que la France était à la croisée des chemins et que cette crise pouvait orienter le cours de l'histoire pour de longues années. Si les partis modérés arrivaient à leurs fins et parvenaient à instituer, à la place du chaos révolutionnaire, un gouvernement durable, pacificateur, libéré de toute hypothèque jacobine, ralliant enfin la presque totalité des Français, c'était la porte fermée à ses ambitions personnelles. Il voulait bien chasser un jour les révolutionnaires et clore la Révolution, mais que ce fût à son profit. Bourrienne a expliqué en termes limpides ce que furent alors les réactions de Bonaparte : « *Il pensait d'abord à lui-même...* » Soutenir le Directoire, c'était « *défendre son propre avenir en protégeant un régime qui n'avait pour lui d'autre justification que de lui garder la place jusqu'à son retour* ». Il n'épargna donc pas les manifestations oratoires, « *fulminant des outrages, du bavardage et des fanfaronnades* » contre les « *factieux* » qui déshonoraient la représentation nationale et mettaient la République en péril, les menaçant de repasser les Alpes pour les mettre au pas. « *Ce jeune homme,* disait Mallet, *veut du fracas, des honneurs et un rôle...* » Mais il ne se souciait pas de participer en personne à cette petite guerre d'avocats et de journalistes qui mettaient Paris en ébulli-

LES HOMMES DE LA RÉVOLUTION

C'est le cas de le dire, comme Béranger : « *Hommes noirs, d'où sortez-vous ?* » Car si quelques-uns des premiers révolutionnaires et des plus actifs, tels Mirabeau, Laclos ou Barère, appartenaient, par tempérament et par l'esprit au dernier tiers du XVIIIe siècle, le plus grand nombre était composé de gens de robe, de beaux parleurs et d'hommes d'affaires, formés à l'idéologie encyclopédique, adhérents à ce qu'on appelait « *les nouveautés* », membres de sociétés de pensée, et d'une ambition supérieure à leurs moyens. C'est leur état d'esprit qu'il s'agit de présenter : une extrême suffisance, un besoin d'échafauder des systèmes destinés à remplacer ce qui était et à reprendre la société par la base en la débarrassant des « chimères » religieuses, en supprimant les privilèges de la noblesse, les derniers vestiges de la féodalité, en substituant au régime monarchique celui des assemblées en permanence, en restituant au « peuple » les droits dont on l'avait frustré au cours des âges et qui lui appartenaient. Ici première scission, d'où devait sortir la division rapide des Girondins et des Montagnards, des modérés et des extrêmes, scission qui, après quatre-vingts ans, se retrouvera dans celle, intra-démocratique, des opportunistes et des radicaux. D'un côté, les réformateurs par étapes. De l'autre, les réformateurs d'un seul coup.

Il y a un style révolutionnaire comme il y a un tempérament révolutionnaire, caractérisé par un mélange de menaces et d'adjurations larmoyantes, style qui se retrouve dans les documents publics comme dans les correspondances privées, où le mot de« vertu » revient à chaque ligne, et qui sue l'hypocrisie...

À côté des primaires et se mêlant à eux, il y eut aussi les ratés de la littérature, du barreau, de la bohème, les « neveux » ou « arrière-neveux de Rameau », aspirant à n'importe quel emploi, puis s'en dégoûtant et en cherchant un autre, et finalement échouant dans une bureaucratie criminelle comme la Sûreté générale, ou simplement administrative, branlante et fictive. Car la paresse et l'impéritie professionnelle jouèrent leur rôle dans le grand bouleversement politique et social de 1789. Ne pas faire ce que l'on a à faire, ou le faire faire par un autre, fit partie de l'Évangile des Droits de l'homme.

LÉON DAUDET
Deux idoles sanguinaires, la Révolution et son fils Bonaparte.
Albin Michel, 1939.


DR

Augereau (1757-1816). ***Bonaparte, qui ne souhaitait pas participer en personne au coup d'État ourdi par la gauche du Directoire, lui avait délégué l'un de ses lieutenants, sabreur émérite, parfait soudard et jacobin bon teint, le pittoresque Augereau. Avec son grand plumet, ses bottes rouges brodées d'or et ses doigts chargés de brillants, ce colosse fit sensation. Il exécuta la besogne sans états d'âme. Devenu empereur, Napoléon en fit un maréchal.***

tion, ni de prêter lui-même la main aux besognes d'un régime non moins décrié que chancelant. Il fit choix, pour l'opération projetée par Barras, d'un de ses lieutenants, sabreur émérite, parfait soudard, au poumon sonore, ancien maître d'armes, le pittoresque Augereau. Ce colosse, avec son grand plumet, ses bottes de maroquin rouge brodées d'or et les doigts chargés de brillants, fit sensation. « *Quel fier brigand !* » s'écria l'un des directeurs, ébahi.

Une victoire empoisonnée

Dans la nuit du 17 au 18 fructidor (3-4 septembre 1797), le fier brigand fit investir par ses troupes les Tuileries et occuper les salles des assemblées législatives ; au fur et à mesure que les députés non conformistes survenaient, ils étaient pris comme dans une souricière, appréhendés, puis conduits en prison, d'où la plupart devaient être ensuite expédiés à Cayenne. Le président du conseil des Cinq-Cents n'eut que le temps de dicter aux secrétaires cette suprême phrase : « *Le conseil est dissous par la force armée* », et fut jeté à bas de son fauteuil. Au Luxembourg, l'un des deux directeurs suspects d'intelligence avec les « *factieux* » fut arrêté dans son lit ; l'autre se sauva de justesse par le jardin. Comme un des députés encadré par les soldats protestait au nom de la loi, un officier lui répondit : « *La loi, c'est le sabre.* » Réplique qui ne devait pas être perdue.

Le jacobinisme exulta. On vit dans l'escorte d'Augereau cavalcader des personnages dont les figures évoquaient les heures les plus sinistres des années passées. Une fois encore, la victoire était restée aux gens de la Révolution ; mais ils l'avaient payée d'un prix qui leur serait fatal. Victoire si l'on veut, mais victoire mortelle. On n'invite pas impunément les militaires à prendre parti dans les affaires publiques et à résoudre, tambour battant, les conflits d'opinion. Déjà, dans un article écrit peu après Vendémiaire, Rœderer, qui sera l'un des complices de Bonaparte, avait averti le gouvernement que sa situation à l'égard des généraux était tout à fait changée ; que ceux-ci dépendaient moins de lui qu'il n'avait lui-même besoin d'eux ; et qu'un gouvernement ne doit jamais dépendre de la moralité de ses agents. « *En dépendre, c'est être sous leur autorité ; et même s'y trop confier, c'est la corrompre. D'ailleurs, il est des dangers qu'il faut prévoir et non attendre, et dont il n'est plus temps de parler quand ils sont présents.* » Après Fructidor, ce fut pire ; car cette fois, les révolutionnaires avaient en quelque sorte « *pris par la main les généraux pour leur faire franchir cette frontière idéale de la liberté civile, ce Rubicon, qui, comme dans la République romaine, retenait les légions loin du Forum, et les avaient introduits, l'arme au poing, dans le Sénat* ». L'exemple était donné, la besogne de curetage politique ordonnée à un général ne pouvait manquer d'offrir à d'autres un sujet de réflexions personnelles et de les inciter à comparer leur puissance avec celle d'un régime dont ils étaient le seul rempart. Et, par un fatal retour des choses, les coups d'État confiés aux soins de l'armée allaient contribuer à familiariser les Français avec l'idée que « *la Révolution finirait par un militaire* ». Ainsi les révolutionnaires avaient-ils eux-mêmes scellé leur sort et, simultanément, celui de la Première République, compromise et confondue avec eux.

La morale y trouve presque son compte. Car on ne peut à la fois condamner Brumaire et justifier Fructidor. Le césarisme est sorti de Fructidor, et c'est le jacobinisme qui l'a enfanté.

P. B.-M.

Pierre Bessand-Massenet était un de ces rares historiens qui savent concilier la qualité de l'érudition, l'élégance du style et la sûreté du jugement. Il a publié plusieurs ouvrages sur la Révolution, le Consulat et l'Empire, ainsi qu'une histoire du 18-Brumaire.

---

1. Mallet du Pan, Correspondance, 6 septembre 1795, I, 298.

PORTRAIT D'UN JEUNE AMBITIEUX

Le général Bonaparte, en apprenant ma nomination, écrivit au Directoire pour lui en faire compliment, et m'adressa à cette occasion une lettre fort obligeante. À dater de cette époque, une correspondance suivie s'établit entre lui et moi. Je trouvais dans ce jeune vainqueur, dans ce qu'il faisait, disait ou écrivait, quelque chose d'assez nouveau, d'assez fort, d'assez habile et d'assez entreprenant pour attacher à son génie de grandes espérances. Au bout de quelques semaines, il signa le traité de Campoformio (17 octobre 1797).

De son côté, l'Angleterre avait envoyé en France un plénipotentiaire pour y parler de paix ; mais cette démarche n'était pas sincère. (...)

Telle était, au-dehors, la situation de la France quand j'entrai dans le ministère.

Au-dedans, un parti travaillait à changer l'ordre de choses existant, pour y substituer quoi ? C'est ce qu'on n'a jamais su et ce qu'on ne pourra jamais savoir. Car ce parti, peu nombreux, était composé de républicains, de constituants et de conventionnels, qui pouvaient être réunis par des haines, mais qui, certainement, ne pouvaient l'être par aucun projet.

Ce qui se montra avec évidence, c'était la faiblesse de ce parti, qui fut renversé d'un souffle, et dont les chefs véritables ou prétendus furent, dans l'espace de quelques heures, saisis pour la plupart, accusés, condamnés, sans être entendus, et transportés à Cayenne, par ce que l'on appelait alors une loi.

La guerre civile continuait à désoler les campagnes de l'Ouest, car les républicains étaient maîtres de presque toutes les villes. Cette guerre (...) était maintenue alors dans des limites hors desquelles on essayait en vain de l'étendre. Elle était devenue pour le gouvernement plus importune que dangereuse.

Le jeune général Bonaparte, qui, depuis deux années, occupait avec tant d'éclat la scène du monde, ne voulait pas aller se perdre dans la foule des simples généraux. Il voulait tenir en haleine la renommée, et continuer d'attirer sur lui les regards. Il redoutait d'ailleurs une situation où il serait sans défense contre les dangers qui naîtraient de sa gloire même. Assez ambitieux pour désirer le rang suprême, il n'était pas assez aveugle pour croire à la possibilité d'y parvenir en France, à moins d'un concours d'événements qui ne pouvait alors être regardé comme prochain, ni même comme probable.



Le 16 juillet 1797, par l'entremise de madame de Staël et grâce à Barras, Talleyrand est nommé ministre des Relations extérieures. À cette date, Bonaparte, vainqueur en Italie, se trouve à Milan.

Après avoir signé à Campoformio la paix avec l'Autriche, il vint à Paris proposer au Directoire la conquête de l'Égypte.

Le soir de son arrivée à Paris, Bonaparte m'envoya un aide de camp pour me demander à quelle heure il pourrait me voir. Je répondis que je l'attendais ; il se fit annoncer pour le lendemain à onze heures du matin. Je le fis dire à madame de Staël, qui, à dix heures, était dans mon salon. Il y avait aussi quelques autres personnes que la curiosité y avait amenées. Je me rappelle que Bougainville s'y trouvait. On annonça le général, j'allai au-devant de lui. En traversant le salon, je lui nommai madame de Staël à laquelle il fit peu d'attention ; il ne remarqua que Bougainville à qui il dit quelques mots obligeants.

Au premier abord, il me parut avoir une figure charmante ; vingt batailles gagnées vont si bien à la jeunesse, à un beau regard, à de la pâleur, et à une sorte d'épuisement ! Nous entrâmes dans mon cabinet. Cette première conversation fut, de sa part, toute de confiance. Sans trop de transition, il me dit : *« Vous êtes neveu de l'archevêque de Reims, qui est auprès de Louis XVIII »* (je remarquai qu'alors il ne dit point du comte de Lille). Et il ajouta : *« J'ai* aussi *un oncle qui est archidiacre en Corse, c'est lui qui m'a élevé. En Corse, vous savez qu'être archidiacre, c'est comme d'être évêque en France. »* Nous rentrâmes bientôt dans le salon qui s'était rempli, et il dit à haute voix : *« Citoyens, je suis sensible à l'empressement que vous me montrez. J'ai fait de mon mieux la guerre, et de mon mieux la paix. C'est au Directoire à savoir en profiter, pour le bonheur et la prospérité de la République. »* Puis nous allâmes ensemble au Directoire.

Le Directoire projetait alors une expédition en Irlande. (...) On voulut alors en donner le commandement au général Bonaparte, auquel cela ne convenait sous aucun rapport.

Il ne pensait pas davantage à se faire un établissement en Égypte, ni en général dans aucun pays qu'il aurait conquis à la tête d'une armée française. Il ne se flattait pas encore que cette armée consentît à n'avoir vaincu que pour lui, et lui laissât prendre une couronne, ou la lui mît sur la tête. Mais qu'elle servît à le mettre en position d'apparaître aux chrétiens d'Orient et à tous les Grecs comme un libérateur prêt à briser leurs fers, c'était là tout ce qu'il demanderait d'elle, comptant pour le reste sur le nombre, l'énergie et la reconnaissance de ces mêmes Grecs, et surtout, sur des chances imprévues.

De telles espérances, s'il les eût laissé apercevoir, n'auraient pas été propres à faire réussir sa négociation auprès du Directoire. Aussi ne paraissait-il occupé que des intérêts de la France. Il montrait l'Égypte comme une colonie valant, à elle seule, toutes celles que la France avait perdues, et comme un point d'où l'on pouvait porter de grands coups à la puissance des Anglais dans l'Inde. Cependant, la fougue de son imagination et sa loquacité naturelle l'emportaient hors de toute prudence.

Mais il paraissait si utile au Directoire de se débarrasser d'un homme qui lui faisait ombrage, et qu'il n'était pas en mesure de contenir, qu'il finit par céder aux instances de Bonaparte, ordonna l'expédition d'Égypte, lui en donna le commandement, et prépara ainsi les événements qu'il avait le plus à cœur de prévenir.

TALLEYRAND

Extraits des *Mémoires de Talleyrand, l'époque napoléonienne*, présentées par Jean Tulard. Imprimerie nationale, Les Acteurs de l'histoire, Paris, 1996.

UNE EUROPE TROP PETITE POUR SON AMBITION

La campagne d'Égypte

PAR JEAN-JOËL BRÉGEON

Tout avait bien débuté. L'armada française parvint en Égypte sans rencontrer les Anglais. Nelson se vengea devant Aboukir. Privés de flotte, Bonaparte et son armée se trouvaient prisonniers des sables. La véritable aventure commençait.



Le 10 mars 1798, Bonaparte embarque à Toulon pour l'Égypte avec 13 vaisseaux de ligne, 15 frégates et 280 transports, 36 000 hommes, une pléiade de généraux et de savants.

Un peu trop souvent, l'expédition d'Égypte se réduit à quelques images qui participent à la légende dorée mais aussi à la légende noire de Bonaparte. Il y a d'abord le choc entre les Français, disposés en carré, et la flamboyante cavalerie mamelouke *« au pied des pyramides »* ; c'est ensuite le désastre d'Aboukir et le sacrifice de Dupetit-Thouars et autres Casabianca, père et fils. Un peu plus tard, Bonaparte, empêtré en Palestine, touche les pestiférés de Jaffa. Gros a magnifié le geste, authentique, mais qui n'abolit pas l'ordre formel d'euthanasie donné par le même Bonaparte. Enfin, l'on ne peut faire l'économie de la folle aventure de la pierre de Rosette, avec sa triple inscription, arrachée au sable par le capitaine Bouchard puis confisquée par les Anglais qui l'exposeront à Londres.

L'imagerie a sa place et doit la conserver dans cette aventure singulière que fut l'expédition d'Égypte. Mais il faut bien la dépasser pour mieux la restituer dans sa complexité et ses contradictions. Sur ses origines, on a longtemps cru que tout avait été dit. La France n'avait plus qu'un ennemi, l'Angleterre ; il fallait lui porter un coup fatal et frapper en Égypte pour mieux ruiner son grand commerce, sa position en Méditerranée, ses communications vers l'Inde ; le Directoire avait hâte d'éloigner le plus glorieux de ses généraux, une forte tête

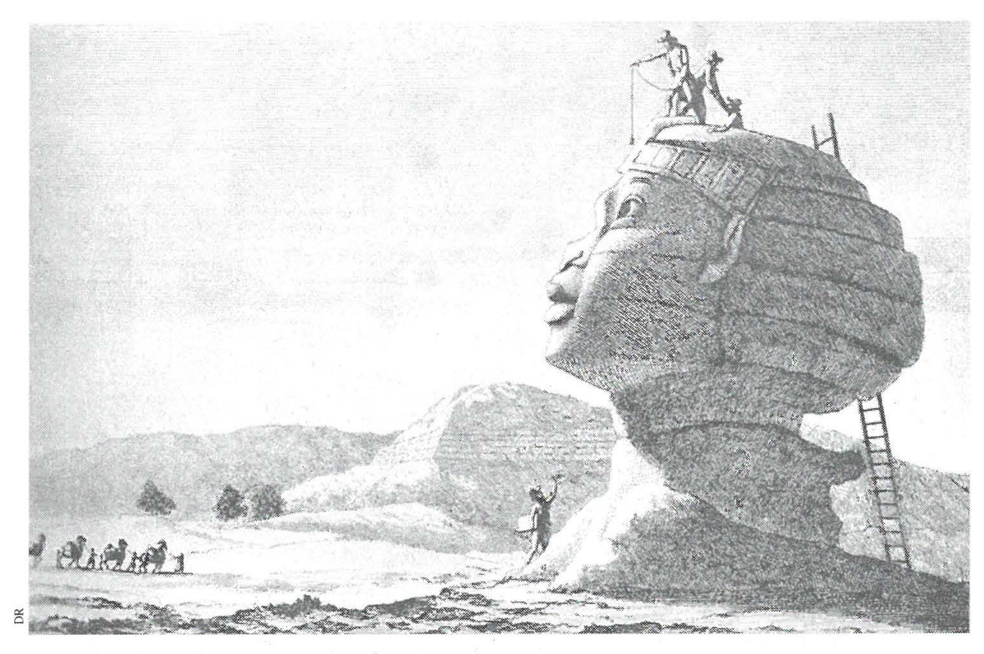
politique qui avait la démonstration de sa frénétique ambition en Italie ; l'intéressé lui-même ne croyait plus tout à fait en son étoile politique ; pris d'un vertige « romantique », il trouvait l'Europe trop petite et l'Orient assez grand pour épuiser sa démesure.

Tout cela étant dit, il ne reste plus qu'à décréter que l'expédition d'Égypte était inévitable. Cette manière téléonomique de manipuler la matière historique à ses limites qu'une historiographie plus scrupuleuse se doit de mettre à mal. Il faut d'abord se dire que l'Égypte n'était pas le maillon vital de l'impérialisme britannique. Si le Directoire s'est tourné vers l'Égypte, c'est faute de mieux parce qu'il était incapable de l'assaillir par l'Irlande, l'invasion confiée à Hoche ayant fait long feu. Quant au choix de Bonaparte, il se fit avec d'infinies arrière-pensées mais se réalisa à la demande expresse du général qui ne voyait rien de mieux à faire.

C'est presque compulsivement qu'il s'est tout de suite passionné pour cette nouvelle aventure. En quelques semaines, il s'est informé, a tout lu, défini ses objectifs et constitué son équipe avec cette inimitable rapidité d'exécution et cette justesse dans les choix qui sont la marque de son génie. Il a étudié les vieux rapports de la diplomatie française, sous Choiseul et Vergennes, qui concluaient déjà à l'intérêt et encore plus à la facilité de conquérir l'Égypte. En 1778, un aventurier, le baron de Tott, avait rapporté un rapport édifiant conforté par celui du capitaine Lazowski presque vingt ans plus tard. À les suivre, rien de plus aisé que la conquête de cette terre ottomane abandonnée par le sultan à une caste de guerriers caucasiens, les mamelouks. L'Égypte des fellahs et du limon gémissait sous leur férule ; victime d'avanies répétées, le commerce se réduisait à rien. Les mamelouks eux-mêmes n'avaient rien de bien féroce : engoncés dans un mode de vie sybarite, ils avaient beaucoup décliné.

Des généraux et des savants

La conquête déclarée facile, son intérêt pouvait paraître un peu mince. Que feraient les Français en Égypte ? S'y établiraient-ils durablement ? Chercheraient-ils à la coloniser ? Les ambitions coloniales étaient passées de mode et il n'existait pas de « parti colonial » capable d'encourager, de financer et de populariser une pareille entreprise. En fait, on irait en Égypte mais pour la suite...



DR

Bonaparte était accompagné en Égypte de trente-cinq savants et artistes dont Vivant Denon, futur directeur général des Musées impériaux, qui, au bruit du canon et de la fusillade, promena son crayon léger sur les feuilles de son album, ce qui lui permit au retour de publier textes et dessins : L'Expédition d'Égypte, *d'où est extrait ce croquis des savants mesurant le Sphinx.*

Ce qui a particulièrement séduit Bonaparte, c'est la complexité et la difficulté technique du projet. Il voulait et obtint de gros moyens. La marine en miettes de la Révolution rassembla ses restes qui étaient encore fort beaux, 13 vaisseaux de ligne, 15 frégates, bricks et avisos et pas moins de 280 transports. Un corps expéditionnaire de 36 000 hommes (contre 10 000 pour celui de Rochambeau), des vétérans et un encadrement prestigieux. Toute la gloire de l'Empire, une incroyable litanie, Bertrand, Berthier, Davout, Desaix, Dumas, Duroc, Kléber, Lassalle, Marmont, Murat... Mais le plus surprenant c'est l'escouade de civils qui accompagne l'armée, cette *« commission scientifique »* forte de deux centaines d'antiquaires, d'érudits, d'ingénieurs recrutés par Monge.

Jusqu'au bout le secret fut maintenu. Embarqués à Toulon, les hommes ne surent qu'au dernier moment qu'ils allaient en Égypte. Partie le 10 mars 1798, la flotte prit Malte au passage. La place, toujours aux mains de l'Ordre, tomba comme un fruit mûr, on y laissa 4 000 hommes en garnison. Par une chance incroyable, la lente et fragile armada échappa à la vigilance de Nelson et se présenta devant Alexandrie le 1er juillet. Le débarquement se passa bien mais la chaleur et le désert faillirent transformer la promenade de santé annoncée en cauchemar. Les deux beys mamelouks, Ibrahim et Mourad, battus aux Pyramides, Le Caire se laissa prendre dans l'indifférence de ses habitants. Seuls les coptes, impatients de se libérer du joug musulman, manifestèrent l'intention de collaborer.

L'INSTITUT D'ÉGYPTE

Membre de l'Institut, Bonaparte s'est lié avec Gaspard Monge et Claude-Louis Berthollet, les deux sommités scientifiques de l'époque révolutionnaire. Il leur a demandé de recruter de jeunes scientifiques désireux d'enquêter, de toutes les manières, sur un pays qui reste presque totalement inconnu. Les candidats viennent des grandes écoles et sont surtout des élèves ingénieurs mais il y a aussi des botanistes, des astronomes, des zoologistes, des linguistes, des imprimeurs.

Au Caire, Bonaparte fonde l'Institut d'Égypte et le charge de donner l'impulsion et de coordonner les travaux. Des programmes sont fixés. Tout est objet de rapports. Ils nourrissent la *Description de l'Égypte* en vingt-deux volumes qui commenceront à paraître en 1802. Une somme encyclopédique qui reste la référence obligée des chercheurs.

Trois hommes se détachent dans cet aréopage : le général Caffarelli du Falga, artilleur, mathématicien et physicien ; prodigieux d'activités malgré son invalidité, Nicolas Conté, maître-jacques de l'expédition qui invente tout à partir de rien ; et Vivant Denon qui se lance à la découverte des monuments de la Haute-Égypte au risque de sa vie.

J.-J. B.



DR

Bonaparte musulman et consul. **« Tout ce qu'il disait sur Mahomet, sur l'islam, sur le Coran, il en riait lui-même, mais il désirait que cela fût répété... »** *(Bourrienne).*

BONAPARTE FACE À L'ISLAM

En débarquant en Égypte, les Français prétendaient y répandre les *« immortels principes de 89 »*. Mais la population ne voulut rien entendre. Ayant constitué un gouvernement à sa dévotion, une dizaine de cheikhs réunis dans un « diwan », Bonaparte chercha à les séduire. Il accepta quelques joutes théologiques avec les « ulama » d'Al-Azhar, gardiens de l'orthodoxie. Quand il leur demanda de rendre une sentence invitant les musulmans à lui prêter serment d'obéissance, les « ulama » lui conseillèrent de se faire musulman... *« Alors 100 000 Égyptiens et 100 000 Arabes viendront de l'Arabie, de Médine, de La Mecque se ranger autour de vous. Conduits et disciplinés à votre manière, vous conquerrez l'Orient, vous rétablirez dans toute sa gloire la patrie du Prophète. »*

Puis on passa aux modalités pratiques, circoncision et interdits alimentaires. Les « ulama » proposèrent une dispense pour les convertis à condition qu'ils donnent un cinquième de leurs revenus aux veuves pieuses. Mais on resta là, toutes ces manœuvres obéissant à une subtile rhétorique destinée dans les deux camps à gagner du temps. Seul, le général Menou crut bien faire en se convertissant à l'islam. Il fut la risée de l'armée.

J.-J. B.

Alors que Bonaparte et ses officiers prenaient leurs quartiers dans les palais mamelouks, Nelson surprit Villeneuve à Aboukir et infligea aux marins français une défaite irrémédiable. Le général Caffarelli du Falga y perdit tous ses équipements scientifiques et les officiers supérieurs leurs réserves de cognac et de bourgogne. Bonaparte déclara que, contraints de rester en Égypte, prisonniers de leur conquête et pareils à des naufragés, les Français s'y installeraient et, s'il le fallait, se feraient musulmans ! Pour achever la conquête, Desaix partit en Haute-Égypte pour y pourchasser les débris de l'armée mamelouke. Avec détermination et enthousiasme, Bonaparte s'occupait de tout, tel un proconsul ou un vice-roi. En fait, son souci venait d'Asie. Soutenus par la logistique anglaise, les Turcs descendaient vers l'Égypte, par la Syrie. Il partit à leur rencontre, parcourut la Terre sainte, renouant, lui et ses mécréants de soldats, avec les prouesses des croisés. Mais à Saint-Jean-d'Acre, il conduisit le siège de façon détestable. Au point que le tyranneau local, al-Jazzâr, bien secondé par ses conseillers militaires anglais et émigrés (Phelippeaux), le tint en échec. La peste s'en mêlant, il fallut rentrer, sévèrement étrillé.

Dès juillet, les Anglais débarquèrent dans le delta une deuxième armée turque. Bonaparte la tailla en pièces, tout près d'Aboukir. Ce qui tombait à pic pour faire oublier l'autre Aboukir ! Mais le rêve oriental de Bonaparte tourna court lorsqu'il reçut des rapports qui avaient franchi le blocus, lui narrant quelle politique menait le Directoire et à quelles défaites en Allemagne et en Italie avait conduit l'aventurisme de ces politiciens. Il n'eut pas l'ombre d'une hésitation : il décida de quitter l'Égypte avec juste une poignée de fidèles. Sachant qu'il n'aurait pas l'aval des officiers supérieurs qui n'étaient pas de sa coterie, il leur joua ce tour pendable mais laissa les clés de l'Égypte au plus vaillant d'entre eux : Kléber.

Début de l'égyptologie

Cette désertion mit l'Alsacien dans une rage qu'il lui fallut rentrer. L'essentiel était de sauver le corps expéditionnaire. Kléber avait l'étoffe pour le faire et encore les moyens, mais pas la fibre coloniale. Il ne put jouir de son admirable victoire d'Héliopolis sur les 40 000 hommes du Grand Vizir (20 mars 1800) car il fut poignardé par Sylayman l'Alepin.



TALLANDIER

Après avoir écrasé les mamelouks au pied des Pyramides, le 21 juillet 1798, Bonaparte s'empare du Caire une semaine plus tard. Mais après la destruction de la flotte à Aboukir, il sera prisonnier de sa propre conquête.



Assassinat de Kléber, au Caire, le 14 juin 1800. Ayant servi tout jeune dans l'armée autrichienne, il s'est engagé dans la garde nationale de Belfort en 1789. S'étant distingué au siège de Mayence, nommé général de brigade, il est envoyé contre son gré en Vendée en 1793, puis à l'armée du Nord où il s'illustre à la tête de l'armée de Sambre et Meuse. Il participe à l'expédition d'Égypte au cours de laquelle il est grièvement blessé (prise d'Alexandrie). Quittant clandestinement l'Égypte, Bonaparte lui abandonne le commandement en chef après lui avoir fixé un rendez-vous auquel il ne se rendit pas. Ayant écrasé les Turcs à Héliopolis et repris Le Caire en révolte, Kléber est poignardé par un jeune Syrien. Il était considéré comme l'un des meilleurs généraux de la Révolution.

Son successeur, pris à l'ancienneté, Menou était un curieux personnage. Un ci-devant passé à la République, presque obèse, très peu guerrier mais bon administrateur et colonial convaincu. Il s'était converti à l'islam pour épouser une descendante du Prophète (!). Impatients de rentrer en France, les officiers et la troupe le détestaient. Menou se laissa enfermer dans Canope par les Anglo-Turcs et capitula le 21 mars 1801. Les Anglais furent bons princes mais un brin condescendants : ils embarquèrent les Français avec leurs bagages et leurs collaborateurs, des coptes surtout et des mamelouks « retrouvés ».

Désastre militaire (40 % de pertes), l'expédition d'Égypte laissa une marque indélébile dans l'imaginaire franco-égyptien. En France, ce fut l'amorce de l'égyptologie, l'engouement pour une civilisation que la peinture, le mobilier, les arts décoratifs firent entrer dans les foyers des petits-bourgeois. Chateaubriand, Nerval, Flaubert allèrent en Égypte et magnifièrent l'épopée, en recueillant ses traces avec une dévotion débordante. Les saint-simoniens, Lesseps partirent en Égypte en n'oubliant pas que Bonaparte avait le projet de repercer l'isthme. Jusque dans les années 1880, il y eut une envie persistante d'Égypte française et puis, on la troqua contre la Tunisie et le souvenir des « Égyptiens » (ainsi se surnommaient les vétérans de l'expédition) s'évanouit pour de bon.

J.-J. B.

Pour en savoir plus :

C. de La Jonquière, *L'Expédition d'Égypte 1798-1801*. Lavauzelle, Paris, 1899-1905. Une somme documentaire.

J. Christopher Herold, *Bonaparte en Égypte*. Traduction française, Plon, Paris, 1962. Le point de vue anglais, injuste mais décapant.

H. Laurens, *L'Expédition d'Égypte 1798-1801*. Armand Colin, Paris, 1990. Très fouillée, insiste sur le versant musulman.

ALLAH EST GRAND !

L'expédition d'Égypte, cette aventure combien malencontreuse mais fabuleuse pour l'époque, n'avait pas moins contribué à frapper étrangement les esprits, en évoquant les rêves d'Alexandre. « *Des lettres datées du Caire, des ordres qui partaient d'Alexandrie pour atteindre aux ruines de Thèbes, vers les confins du royaume de Saba, accroissaient la réputation d'un homme qu'on ne voyait plus mais qui semblait de loin un phénomène extraordinaire.* » Quittant Toulon, Bonaparte avait déclaré que l'avenir du monde se déciderait sur le Nil et, pour mieux signifier que la gloire des armes sous sa conduite devait servir au progrès des lumières, il avait, comme on sait, embarqué avec son armée tout un état-major civil et scientifique prélevé parmi ses collègues de l'Institut, archéologues, antiquaires, physiciens, naturalistes, numismates, minéralogistes, et aussi des artistes peintres et des littérateurs. On avait connu de lui des proclamations dictées au bord du désert et signées bravement : *Bonaparte, général en chef et membre de l'Institut.* Ajoutez à cela l'incroyable charlatanisme qu'il avait déployé dans ses rapports avec l'élite indigène, musulmane, avec les muftis et les ulémas, affectant de garder le Coran sur sa table de chevet, comme si, désireux de s'instruire lui-même dans leur religion, il ne repoussait pas l'idée de convertir son armée à l'islam. « *Nous ne sommes plus*, leur annonçait-il, *de ces infidèles des temps barbares qui venaient combattre votre foi : nous la reconnaissons sublime !* » Et il promettait d'édifier en moins d'un an une mosquée où toutes ses troupes tiendraient à l'aise. Constamment il avait eu recours aux formes du langage oriental pour se faire mieux entendre de ses interlocuteurs. Le soir, il s'appliquait « *à faire de la théologie avec les beys, à leur dire qu'il n'y avait que le Dieu de Mahomet, qu'il était absurde de soutenir que trois font un* ». Un de ses généraux, Menou, s'était converti à l'islam en épousant une musulmane et se faisait appeler Abdallah Menou ; Bonaparte lui écrivait en le saluant au nom du Prophète. On a raconté aussi que le jour où Bonaparte visita la pyramide de Chéops, il aurait dit sans rire au grand mufti qui l'attendait : « *Gloire à Allah ! Il n'y a de vrai dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète. Le pain dérobé par le méchant se réduit en poussière dans sa bouche.* »

PIERRE BESSAND-MASSENET

BARRAS, L'IMPRÉSARIO DU PETIT GÉNÉRAL

« *La gloire qui accompagne le retour du guerrier illustre à qui j'ai eu le bonheur d'ouvrir le chemin de la gloire, les marques éclatantes de confiance que lui donne le Corps législatif m'ont convaincu que, quel que soit le poste où l'appelle désormais l'intérêt public, les périls de la liberté sont surmontés et les intérêts des armées sont garantis. Je rentre avec joie dans le rang de simple citoyen...* » C'est en ces termes que Paul-François-Jean-Nicolas de Barras-Clumanc annonce à Talleyrand – venu solliciter sa démission au palais du Luxembourg dans la journée du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799) – qu'il accepte de renoncer à son poste de directeur. Le « général Thermidor », le tombeur de Robespierre, adopte ainsi une attitude identique à celle de deux de ses collègues, Sieyès et Roger Ducos. Les deux autres, Gohier et Moulin – plus récalcitrants – se trouvent pour leur part consignés dans leurs appartements. Après avoir dominé pendant cinq ans – depuis les lendemains du 9 thermidor an II – la vie politique du pays, Barras, la rage au cœur, se voit contraint de prendre la route de son château briard de Grosbois. Le modeste officier corse dont il a préparé l'ascension vient de l'écarter à tout jamais du pouvoir. Il ne sait même pas que Talleyrand, l'émissaire des conjurés de Brumaire, a gardé pour lui la forte somme d'argent avec laquelle il devait, le cas échéant, acheter ses réticences...

Étonnante carrière que celle de ce noble de bonne famille qui, après avoir gaspillé sa fortune à la veille de la Révolution, va chercher à profiter de la grande tourmente pour en tirer le meilleur parti et régner finalement pendant cinq ans, de 1795 à 1799, sur un régime thermidorien dont le seul objectif va être de garantir l'impunité des régicides et l'enrichissement crapuleux des profiteurs du grand chambardement.

Né à Fox-Amphoux, dans le Var, le 30 juin 1755, il entre à seize ans comme cadet-gentilhomme au régiment du Languedoc puis se voit affecté, en février 1776, au régiment de Pondichéry. Une escale au Cap où il rencontre James Cook, un séjour à l'Ile de France (Maurice), un naufrage aux Maldives et le siège de Pondichéry par les Anglais en 1778, quand débute la guerre d'Amérique, sont les principaux épisodes de sa carrière militaire. Rentré en France en 1783, démissionnaire de l'armée en 1786, il s'occupe surtout à dilapider jusqu'en 1789 la fortune familiale. Revenu en Provence après la prise de la Bastille,



Révolutionnaire à talons rouges, le ci-devant vicomte de Barras (1755-1829) vota la mort du roi et tous les décrets terroristes avant de renverser Robespierre pour sauver sa tête. Protecteur du jeune Bonaparte, véritable maître du Directoire, corrupteur et corrompu, il fut joué par plus malin un certain 18-Brumaire.

marié à une roturière fortunée, il ne joue initialement qu'un rôle très modeste et c'est en septembre 1792 qu'il se fait élire député suppléant du Var à la Convention. Il participe à l'expédition contre Nice et prépare le rattachement de la ville à la France. En novembre 1792, il vient remplacer à la Convention Dubois-Crancé qui, élu dans plusieurs départements, a renoncé à son siège du Var. Il vote la mort de Louis XVI, contre l'appel au peuple et contre le sursis. Représentant en mission avec Fréron dans les Hautes et Basses-Alpes en mars 1793, il est ensuite commissaire à l'armée d'Italie et fait juger, puis condamner à mort le général Brunet, coupable d'avoir laissé se développer la dissidence toulonnaise. Avec Saliceti et Augustin Robespierre, Barras et Fréron doivent alors contrôler les opérations engagées par l'armée de Carteaux contre Toulon. Une armée dans laquelle le jeune lieutenant Napoléon Bonaparte vient de remplacer, le 15 septembre, Dommartin blessé au commandement de l'artillerie. Trois mois plus tard, il sera général de brigade, après avoir pris une part décisive à la chute de la ville rebelle. Barras dirige l'épuration, débaptise la ville pour en faire « Port-la-Montagne » et fait de même à Marseille, transformée en « Ville-sans-nom », ce qui apparut inacceptable aux conventionnels, eu égard à l'importance acquise par l'hymne des Marseillais. Revenus à Paris en janvier 1794, Barras et Fréron y sont soupçonnés de concussion, les dénonciations s'accumulent et Robespierre leur est manifestement hostile. Craignant pour sa tête, l'ancien ci-devant vicomte de Barras est l'un des animateurs du complot de Thermidor et se retrouve, lors de la prise de l'hôtel de ville où s'est réfugié Robespierre, à la tête des troupes acquises à l'Assemblée. L'année suivante, le « général » Barras est chargé de réprimer l'émeute royaliste du 13-Vendémiaire et fait appel au jeune officier dont il a pu apprécier l'efficacité à Toulon. Abandonnant son commandement de l'armée de l'Intérieur à Bonaparte, il est élu aux Conseils et fait partie du premier Directoire exécutif. Il demeurera en poste pendant cinq ans, le sort lui ayant toujours été favorable lors de la désignation, chaque année, du directeur appelé à abandonner sa fonction. Peut-être tenté, pendant quelque temps, par une restauration dont il aurait pu être le Monk, il laisse espérer le comte de Provence mais son passé de régicide lui fait craindre un retour de la monarchie et, le 18-Fructidor, il réalise le coup d'État qui réduit à néant les espoirs des royalistes, vainqueurs des élections. Il dure ainsi pendant cinq ans, espère écarter Bonaparte – dont il a préparé la fortune en lui confiant l'armée d'Italie – en soutenant le projet d'expédition d'Égypte, mais il doit compter avec la volonté de Sieyès, élu directeur en 1799, de changer la Constitution. « *Patron des nobles tarés* », selon Carnot, « *homme sans foi comme sans mœurs... en politique sans caractère et sans résolution... ayant tous les goûts d'un prince opulent, généreux, magnifique, et dissipateur...* », selon son autre collègue La Revellière-Lépeaux, le « roi Barras » incarne les folles années d'un Directoire qui scelle la dégénérescence totale des espérances révolutionnaires. Celui qui eût été un parfait raté dans une France demeurée monarchique réussit ainsi à se propulser au premier rang, à la faveur des circonstances. Il ne pèsera pas lourd face au jeune général qui, après l'avoir exilé un temps à Bruxelles, l'assigne en résidence en Provence puis à Rome. Sa discrétion mais aussi, peut-être, la détention de certains secrets gênants relatifs à une éventuelle survivance de Louis XVII, font que ce régicide n'est pas inquiété lors de la Restauration et qu'il meurt tranquillement, le 29 janvier 1829, dans sa propriété de Chaillot.

PHILIPPE CONRAD

UNE JOURNÉE DES DUPES

Le 18-Brumaire

PAR JEAN TULARD
DE L'INSTITUT

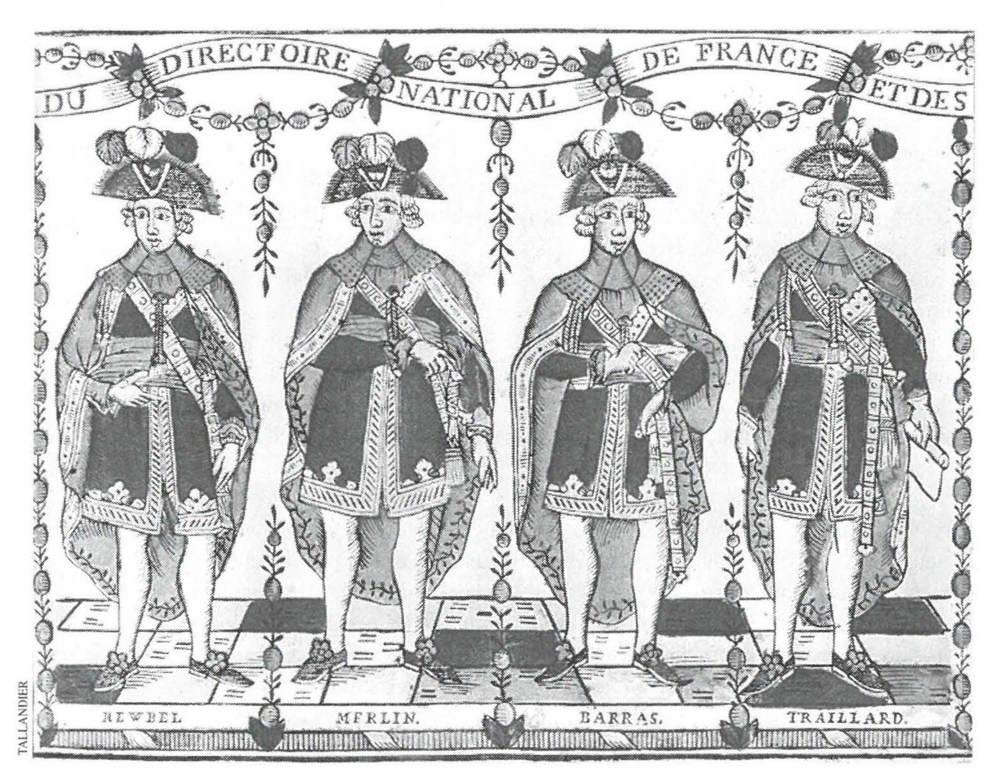
Brumaire ! Un coup d'État mal ficelé par quoi tout a fini et commencé. Tandis que naissait Napoléon, mourrait la Révolution. Récit par le meilleur spécialiste de la question.

« *Après Lodi, je me regardai non plus comme un simple général mais comme un homme appelé à influer sur le sort d'un peuple. Il me vint l'idée que je pourrais bien devenir un acteur décisif sur notre scène politique. Alors naquit la première étincelle de la haute ambition.* »

C'est après Lodi en effet, le 10 mai 1796, que Bonaparte prend conscience de sa valeur et des possibilités qu'offre à son ambition le discrédit du Directoire, pris entre une forte poussée royaliste et les résistances des jacobins encore influents dans les faubourgs populaires de Paris.

À partir de Lodi, la campagne d'Italie, simple manœuvre de diversion militaire dans la lutte contre l'Autriche, prend une tournure politique. On regarde différemment de Paris les événements de l'Italie du Nord, et, à Milan, le général Bonaparte change d'attitude à l'égard du Directoire – dans les lettres qu'il lui adresse –, s'affranchissant de sa tutelle.

L'épreuve de force se produit le 13 mai 1796. Ce jour-là, Bonaparte reçoit une lettre du Directoire en date du 7 qui ordonne le partage de son armée. Cette lettre juge que la diversion opérée contre l'Autriche est suffisante. Inutile de pousser jusqu'au Tyrol. Au contraire, Bonaparte doit marcher sur Rome pour y rencontrer « le dernier des papes ». Le reste de l'armée grossira celle de Kellermann qui continuera à tenir en respect les Autrichiens. Le général répond le 14 : pas question de scinder son commandement, il préfère y renoncer. Ce qu'il se garde de faire, entrant à Milan le 15. Le soir, il s'adresse à Marmont : « *Eh bien, Marmont, que croyez-vous qu'on dise de nous à Paris ? Est-on content ? Ils n'ont encore rien vu. De nos jours personne n'a rien conçu de grand. C'est à moi d'en montrer l'exemple.* » Marmont arrange peut-être ces propos. Mais il n'en reste pas moins que Bonaparte est désormais sûr de lui.



TALLANDIER

Établi le 26 octobre 1795 par les thermidoriens, le Directoire avait pour but d'éviter le retour de la démocratie terroriste personnalisée par Robespierre. Le pouvoir législatif était formé de deux assemblées élues au suffrage censitaire, les Cinq-Cents et les Anciens. Le pouvoir exécutif était partagé entre cinq directeurs. Ceux-ci pratiquèrent une politique de bascule assortie de violences entre gauche (jacobins) et droite (muscadins). À la veille du 18-Brumaire (9 novembre 1799), le Directoire mené par Sieyès cherche un sabre pour s'opposer aux menaces jacobines.

Le 22 mai, il reçoit une lettre du Directoire qui répond à la missive du 14 par de plates louanges. Plus question de partager l'armée d'Italie. Le Directoire s'incline.

C'est un tournant dans l'histoire de la Révolution. Jusqu'alors, les généraux récalcitrants n'avaient le choix qu'entre la désertion (La Fayette, Dumouriez) ou la guillotine

(Houchard, Custine). Désormais, un général peut discuter les ordres et même s'en affranchir. La vie politique française sort modifiée de cette épreuve de force. Le pouvoir politique doit compter, à partir de Lodi, avec l'armée.

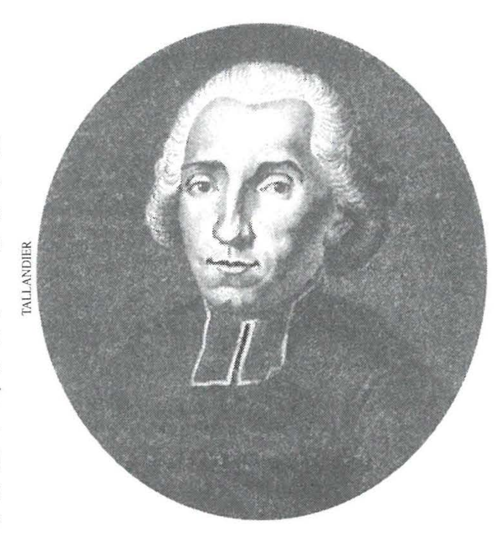
Pourquoi le Directoire, malgré Carnot, cède-t-il ? C'est qu'il n'ignore rien de son impopularité et qu'il attend sans illusions le renouvellement d'un tiers du corps législatif au printemps 1797. Face à la poussée royaliste, le triumvirat Barras-La Revellière-Reubell a besoin d'un général sûr. D'autant que les partisans de Louis XVIII peuvent s'appuyer sur Pichegru vendu à leur cause. Bonaparte est l'homme de Toulon et du 13-Vendémiaire ; l'armée d'Italie est connue pour son républicanisme. Barras préfère céder devant les exigences du général.

De son côté, que gagnerait Bonaparte à une restauration monarchique qui se ferait sans lui et ruinerait ses ambitions ? D'autant qu'il est souvent pris comme cible par les feuilles royalistes. Le rapprochement avec Barras se fait dès le résultat des élections, favorable aux monarchistes, connu. Bonaparte envoie Augereau à Paris qui fait le coup d'État du 18-Fructidor. Une nouvelle fois, Bonaparte ruine les espoirs des royalistes en sauvant la République. Mais la République se confond fâcheusement avec un Barras de plus en plus discrédité.

Aussi Bonaparte prend-il ses distances. Après la paix de Campoformio, il le peut d'autant mieux que sa popularité est au zénith. La propagande bonapartiste, à travers journaux et brochures, sans oublier l'imagerie populaire, construit le mythe d'un général jeune, simple et honnête, par opposition à un Directoire dont on sous-entend qu'il est corrompu et usé. On lit dans *La France vue de l'armée d'Italie*, une feuille créée en août 1797 : *« Bonaparte aime trop sa patrie et s'estime trop lui-même pour ne pas préférer une chaumière et des lauriers en France au sort le plus brillant qui pourrait lui être offert par des peuples et par des rois. »* Dans *Le courrier de l'armée d'Italie*, fondé un peu avant, on n'est pas en reste de flatteries : *« Le général Bonaparte sait qu'il est des hommes dont le pouvoir n'a d'autres bornes que leur volonté quand la vertu des plus sublimes vertus seconde un vaste génie. »*

En février 1798, paraît même un *Journal de Bonaparte et des hommes vertueux* rédigé par un certain Debaudre.

À son retour d'Italie, alors que sa popularité est à son sommet, Bonaparte a-t-il songé à un coup d'État ? Il ne pouvait que le juger prématuré. Déconsidéré, le Directoire n'en incarne pas moins la légalité. Les suites d'une tentative de renversement du régime seraient incertaines. Le fruit n'est pas mûr ; il faut attendre.



L'abbé Sieyès (1748-1836) se considérait comme la seule tête pensante de la Révolution. De fait, il joua un rôle essentiel dans son enfantement comme dans sa fin. Cette fois, involontairement.

Ensablé en Égypte

Bonaparte réussit toutefois un coup de maître : le 25 décembre 1797, il est élu à l'Institut, à la section des arts mécaniques, au fauteuil de Carnot (belle revanche !), proscrit depuis le coup d'État du 18-Fructidor. Voilà Bonaparte confrère de Monge, de Berthollet, de Laplace et de Volney. Le général a désormais la caution des Idéologues et des maîtres à penser du temps. Il ajoute la science à la gloire militaire, même si sa compétence en matière d'arts mécaniques est fort limitée. Le 5 janvier 1798, sa première apparition à l'Institut, entre Lagrange et Laplace, lui vaut une ovation. Salué à une autre occasion par l'idéologue Garat comme *« un philosophe qui a paru à la tête des armées »*, il répond en « philosophe » : *« Les vraies conquêtes, les seules qui ne donnent aucun regret, sont celles que l'on fait sur l'ignorance. L'occupation la plus honorable comme la plus utile c'est de contribuer à l'extension des idées humaines. La vraie puissance de la République française doit consister désormais à ne pas permettre qu'il existe une seule idée nouvelle qu'elle ne lui appartienne. »*

Mais l'inactivité militaire provoquée par la paix continentale risque de conduire à l'oubli. Si Bonaparte cesse de faire parler de lui, son prestige s'affaiblira de jour en jour. La gloire est éphémère. Or la France n'a plus comme ennemie que l'Angleterre. Une visite des côtes de la Manche et de la flotte française confirme Bonaparte dans sa conviction : un débarquement chez « la Perfide Albion » est pour l'heure impossible. Il faut pourtant agir. C'est, de façon inattendue, l'Égypte qui est choisie comme prochain champ de bataille.

L'expédition d'Égypte présentée comme une manœuvre militaire contre l'Angleterre dont on espère sinon couper, du moins perturber la route des Indes, relève en réalité de la politique intérieure.

Avantage pour Bonaparte : prendre du champ par rapport à la « cuisine » politique du Directoire qui multiplie les coups d'État, et combattre à l'ombre des prestigieuses pyramides. Avantage pour le Directoire : se débarrasser d'un général de plus en plus encombrant et dont l'ambition se fait menaçante pour le régime.

L'expédition est extravagante (exposer les meilleurs généraux et les plus grands savants de la République aux aléas d'une traversée de la Méditerranée contrôlée par la flotte anglaise), mais elle arrange tout le monde et obtient même, en se présentant comme scientifique, le patronage de l'Institut. Monge et Berthollet ne seront-ils pas du voyage ?

Bonaparte part en Égypte mais il laisse en France ses frères Joseph et Lucien, députés, et son épouse Joséphine, infidèle épouse sans doute, mais dont le salon accueille tout ce qui compte à Paris. Ce sont là de puissants relais pour sa propagande.

L'expédition d'Égypte tourne au cauchemar. Bonaparte se trouve, après Aboukir, où Nelson détruit la flotte française, prisonnier de sa conquête. L'Angleterre ne paraît guère souffrir de la présence française sur le Nil. La guerre reprend sur le continent avec la formation de la deuxième coalition, offrant à d'autres généraux l'occasion de s'illustrer tandis que Bonaparte est « ensablé » en Égypte. A-t-il reçu l'ordre de rentrer en Égypte ? Avait-il cet ordre en permanence ? Ou agit-il de sa propre initiative, ce que semblerait prouver la réaction du Directoire ? En tout cas, la victoire, le 25 juillet 1799, sur les Turcs, dans la même rade d'Aboukir où sa flotte avait été anéantie, permet à Bonaparte de quitter l'Égypte la tête haute, le 23 août. Il débarque dans la baie de Saint-Raphaël, à midi, le 9 octobre.

Il ignore l'accueil qui lui sera réservé, après avoir forcé la quarantaine. A-t-il été oublié ? Nullement. La propagande a parfaitement fonctionné. L'imagerie populaire a su exploiter la campagne d'Égypte. Lamartine nous raconte comment on lui commentait ces images : *« Voilà la bataille des Pyramides, en Égypte,*

gagnée par le général Bonaparte ! C'est ce petit homme maigre et noir, que vous voyez là, monté sur ce grand cheval jaune comme l'or, qui caracole avec son long sabre à la main, devant ces tas de pierres taillées qu'on appelle des pyramides et qui dit à ses soldats : "De là-haut, quarante siècles vous contemplent !" »

Loin de diminuer sa popularité, l'éloignement l'a grandie. À Avignon, le 11 octobre, il descend place de l'Oulle à l'hôtel du Palais-National. « *La foule,* raconte Boulart, dans ses mémoires, *était immense. À la vue du grand homme, l'enthousiasme fut à son comble, l'air retentit d'acclamations et du cri de "Vive Bonaparte !" et cette foule et ce cri l'accompagnèrent jusqu'à l'hôtel où il descendit. C'était un spectacle électrisant. À peine arrivé, il reçut les autorités et les officiers. Dès ce moment, on le regardait comme appelé à sauver la France de la crise où l'avaient jetée le pitoyable gouvernement du Directoire et les revers de nos armées.* »

Cette fois, le fruit est mûr. Le Directoire est totalement discrédité sur le plan intérieur et la situation militaire, malgré des succès brillants de Masséna et Brune, demeure préoccupante, nécessitant l'appel à un sauveur.

Quand Bonaparte passe à Lyon, le 13 octobre, la ville s'illumine en son honneur. Même accueil chaleureux à Nevers.

Le 16 au matin, il est à Paris. Il prend du repos, puis, le soir, se rend chez Gohier qui préside le Directoire.

Le pouvoir est à prendre, mais il lui faut des alliés.

La meilleure solution serait de se faire élire au Directoire. Certes, Bonaparte n'a pas l'âge requis mais il est des arrangements avec l'état civil. Gohier et l'obscur général Moulin s'y refusent. La voie légale, ou à peu près légale, se ferme.

Bonaparte pourrait se rapprocher de Barras, son protecteur. Seulement les rapports des deux hommes se sont refroidis. Sans doute à cause de Joséphine. Mais Bonaparte pouvait-il ignorer, quand il l'a épousée, qu'elle avait été la maîtresse de Barras ? De toute manière, Barras penche maintenant pour une restauration monarchique et a son homme de main, le général Hédouville.

Se tourner vers ceux que l'on appelle les néo-jacobins ? Ils semblent avoir le vent en poupe, ayant gagné les dernières élections, mais ils font peur. Au demeurant ils ont leurs généraux dont Bernadotte qui hait Bonaparte, surtout depuis qu'il a épousé Désirée Clary, l'ancienne fiancée de Bonaparte.


TALLANDIER

Lucien Bonaparte (1775-1840) en tenue de président des Cinq-Cents. Dans cette fonction, il joue un rôle capital le 19-Brumaire à Saint-Cloud, sauvant par son sang-froid une situation que vient de compromettre la nervosité de son frère.

Demeure Sieyès. L'ancien abbé, qui avait joué un grand rôle au début de la Révolution puis avait adopté un silence prudent à la Convention pendant la Terreur, rêve depuis 1789 de donner à la France une constitution, sa Constitution. Impossible de réviser la Constitution de 1795 – il faut un délai de neuf ans entre la proclamation et sa mise en œuvre. Il est donc nécessaire de la renverser. Pour un coup d'État, un général est indispensable. Sieyès avait cru trouver ce général en Joubert, mais celui-ci est tué à Novi. Moreau ? Il hésite comme à son habitude. Déjà, il avait communiqué bien tardivement au Directoire, le succès du coup d'État du 18-Fructidor assuré, les preuves de la trahison de Pichegru. C'est Moreau lui-même qui recommande Bonaparte à Sieyès : « *Voilà votre homme. Il fera votre coup d'État bien mieux que moi.* » Commissaire du Directoire auprès de l'administration du département de Paris, Réal favorise le rapprochement. Talleyrand, Joseph Bonaparte, Fouché, ministre de la Police, entrent dans le complot.

La conjuration

Très vite, des rumeurs circulent. *Le Journal des hommes libres* dénonce les menées de Sieyès. Lors d'une rencontre entre Bonaparte et Bernadotte, ce dernier affirme en regardant son rival dans les yeux : « *Je ne désespère pas de la République et j'ai la conviction qu'elle résistera aux ennemis de l'intérieur et du dehors.* » Il insiste sur « *ennemis de l'intérieur* ».

Il faut aller vite. La date du 7 novembre (16 brumaire) est choisie. Mais les députés du conseil des Anciens gagnés à Sieyès hésitent encore. Bonaparte considère que ces « *imbéciles* » font bien des façons, mais il doit s'incliner. On retarde tout de quarante-huit heures.

Le plan est simple. Faire d'abord le vide à la tête de l'exécutif et considérant le précédent de la chute du roi en août 1792, déclarer que la Constitution est renversée. Réunir les conseils hors de Paris (on continue à craindre les faubourgs même désarmés) pour qu'ils délèguent leurs pouvoirs à deux commissions qui rédigeront, sous la houlette de Sieyès, une nouvelle constitution. Investi d'un commandement militaire, Bonaparte aura pour mission de les intimider. Le 9 novembre (18 brumaire), tout se passe parfaitement. Sieyès et Roger Ducos, membres du Directoire, remettent leur démission. Talleyrand se rend auprès de Barras. Celui-ci se laisse plus facilement convaincre que prévu et signe une lettre où il affirme qu'il « *rentre avec joie dans le rang de simple citoyen* ». Gohier et Moulin, qui refusent de se démettre, sont consignés au palais du Luxembourg sous la garde de Moreau. Le vide est fait.

Au conseil des Anciens, Cornet, de bonne heure, annonce que la République est menacée. Stupeur des députés encore mal réveillés. Ils votent un décret qui les livre à Bonaparte :

– Article premier : Le Corps législatif est transféré dans la commune de Saint-Cloud. Les deux conseils siégeront dans les deux ailes du palais.

– Article deuxième : Ils y seront rendus demain 19 brumaire à midi. Toute continuation des fonctions et des délibérations est interdite ailleurs et avant ce temps.

– Article troisième : Le général Bonaparte est chargé de l'exécution du présent décret ; il prendra toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la représentation nationale.

– Article quatrième : Le général Bonaparte est appelé dans le sein du conseil pour y recevoir une expédition du décret et prêter serment.

Bonaparte prend aussitôt en main ses soldats par une vibrante harangue.

Le soir, le complot semble avoir réussi. « *Cela n'a pas été trop mal aujourd'hui* », confie Bonaparte à son secrétaire Bourrienne. En réalité, les conspirateurs ont commis une erreur. Contrairement à la suggestion de Sieyès, ils n'ont pas neutralisé la quarantaine de néo-jacobins actifs du conseil des Cinq-Cents, l'autre conseil plus jeune et moins favorable au complot. Il eût fallu faire le coup d'État en une seule journée.

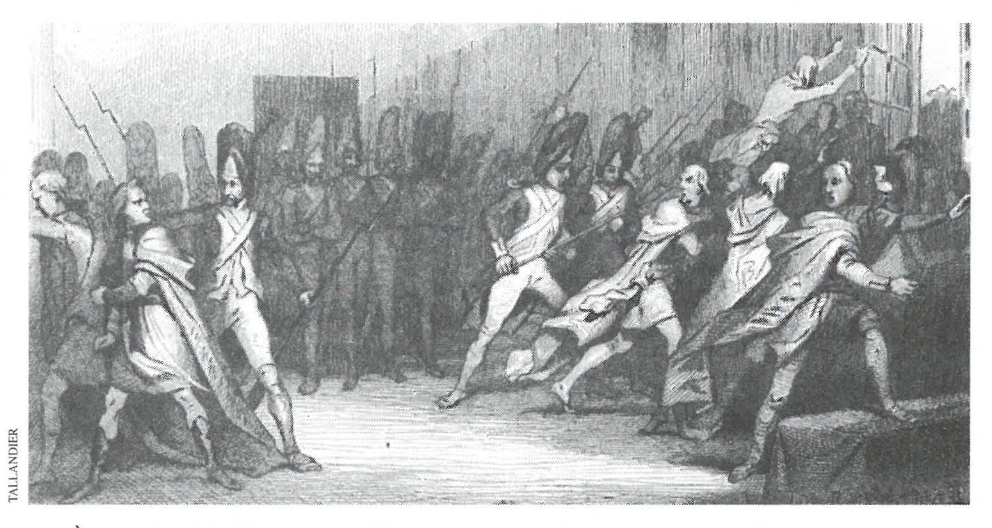
LE PREMIER CONSUL

Le coup d'État de Brumaire, loin d'être dirigé contre la Révolution, était destiné à la sauver. Bonaparte, revenu d'Égypte, apparut comme le sauveur qu'on cherchait. Dès son arrivée à Fréjus, il fut accueilli au cri de « *Vive la République* ». Il traversa la France en triomphateur. Un républicain ardent, Baudin, député des Ardennes, mourut de joie en apprenant son retour. Baudin mettait son espoir dans le jeune général qui, le 13-Vendémiaire et le 18-Fructidor, avait prêté main forte à la Révolution. Il ne faut pas oublier non plus que le 18-Brumaire fut organisé à l'intérieur du gouvernement lui-même. Deux des directeurs sur cinq, Sieyès et Roger Ducos, étaient d'accord avec Bonaparte, et Sieyès était un des pères de la Révolution. Il tenait le conseil des Anciens. Lucien Bonaparte présidait le conseil des Cinq-Cents.

De cinq directeurs, on passait à trois consuls. Tout de suite, le général Bonaparte fut le premier, le seul. Il gouverna, rassurant les révolutionnaires nantis et la masse paisible de la population. Il effaçait les restes du jacobinisme, l'impôt forcé progressif et l'odieuse loi des otages.
Il rendait les églises au culte et pacifiait la Vendée par l'arrêt des persécutions religieuses. Il annonçait la fin de l'atroce misère due aux assignats, misère que le Directoire, malgré ses promesses, avait été impuissant à guérir. La Révolution, née de la peur du déficit, avait ouvert un gouffre.
La mort du papier-monnaie n'avait pas été un remède. On comprenait pour la première fois que la réorganisation des finances et le retour à la prospérité dépendaient d'une réorganisation politique et d'un gouvernement fort. Sans le dire, on reconnaissait que tout n'avait pas été si mauvais sous l'Ancien Régime, et que le plus grand mal était l'anarchie.

La Constitution de l'an VIII, remaniée par le Premier Consul, fut approuvée par trois millions de voix. On avait déjà soumis bien des projets de gouvernement aux électeurs : jamais une majorité si forte n'avait été obtenue. On peut donc se demander si la France, en 1789, ne s'était pas abusée sur ses désirs, si elle n'avait pas aspiré à l'autorité plus qu'à la liberté.

JACQUES BAINVILLE
Histoire de France.
Réédition Godefroy de Bouillon.


TALLANDIER

À Saint-Cloud, le 10 novembre 1799, la manœuvre de Bonaparte tourne au désastre. C'est alors que Murat ordonne aux soldats :* « Foutez-moi tout ce monde dehors ! » *En quelques minutes la salle est vide. On retrouvera des défroques de députés jusque dans la Seine. Ainsi finit en vaudeville la Ire République qui avait commencé dans le sang.

Le deuxième acte a pour décor le château de Saint-Cloud, le 10 novembre 1799 (19 brumaire). Six mille hommes « défendent » le palais. Ils sont sous les ordres de Bonaparte et ont pour rôle d'intimider les députés. Or c'est Bonaparte qui se laisse intimider. Son discours devant les Anciens, pourtant en majorité gagnés aux idées de Sieyès, passe mal. Bonaparte fait preuve de trop de nervosité. Il se rend ensuite devant le conseil des Cinq-Cents. Tout de suite, c'est le chahut. Destrem apostrophe Bonaparte : « *Général, est-ce donc pour cela que tu as vaincu ?* » Lucien Bonaparte, qui préside, n'arrive pas à rétablir le calme. Les députés dénoncent la présence des soldats, demandent des explications que Bonaparte paraît incapable de leur fournir. Il doit sortir, suffoquant, pâle, le visage légèrement ensanglanté (probablement des boutons qu'il a grattés dans son énervement). Soudain, un cri retentit : « *Aux voix la mise hors la loi du général Bonaparte !* » Un tel vote (qui doit être ratifié par le conseil des Anciens) marquerait la fin de Sieyès et de Bonaparte. Ainsi périt Robespierre. Déjà prudent, Fouché a fait fermer les barrières de Paris. Où fuir ? Mais Lucien Bonaparte, qui préside, sauve le complot. Il dépose ses insignes de président, ce qui suspend le vote, sort, monte à cheval et improvise un discours devant les soldats qui montent la garde. Il affirme qu'on a voulu poignarder son frère et aurait même montré le visage ensanglanté de ce dernier. Les soldats de la garde parlementaire hésitent, mais il y a ceux qui sont venus de Paris et qu'entraînent sans tarder Murat et Leclerc, officiers de l'état-major de Bonaparte. « *Foutez-moi tout ce monde dehors* », hurle Murat en entrant dans la salle où siègent les Cinq-Cents. En quelques minutes la pièce est vidée au son du tambour.

La confusion est totale. À la tombée de la nuit, Anciens et Cinq-Cents rescapés se retrouvent pour prendre acte du vide de l'exécutif. Le Directoire est remplacé par un triumvirat de consuls : Bonaparte, Sieyès et Roger Ducos. Le Corps législatif (d'où soixante et un députés sont exclus) est ajourné. Deux commissions sont chargées de préparer une nouvelle constitution.

Il n'y eut aucune résistance à Paris. C'est en province que se manifesta une brève opposition. Finalement, le sang a peu coulé, à l'opposé du coup d'État du 2 décembre de 1851. Les adhésions seront rapides, sanctionnées par un plébiscite arrangé par Lucien Bonaparte, devenu ministre de l'Intérieur.

Mais le coup d'État a perdu sa signification initiale. Œuvre de Sieyès qui s'appuyait sur un général pour intimider les opposants, c'était un coup d'État *parlementaire*. Il devait être approuvé par une majorité de députés confiant à Sieyès le soin de rédiger une nouvelle constitution. L'impéritie de Bonaparte l'a finalement servi. Il a fallu faire donner la troupe. C'est donc un coup d'État *militaire* et l'homme fort devient inévitablement le général Bonaparte, reléguant au second plan Sieyès qui ne donnera pas à la France *sa* constitution. Ainsi la Révolution s'achève-t-elle sur l'avènement de ce « *messie botté* » qu'annonçait, en avril 1792, Robespierre.

J. T.

Jean Tulard, professeur à la Sorbonne et à l'Institut d'études politiques de Paris, directeur d'études à l'École pratique des hautes études, est membre de l'Académie des Sciences morales et politiques. Spécialiste incontesté de la Révolution, du Consulat et du Ier Empire, il a publié et dirigé un grand nombre d'ouvrages, notamment *La France de la Révolution et de l'Empire* (PUF, 1995) et *Le temps des passions* (1996).

LE MYTHE DU GRAND HOMME

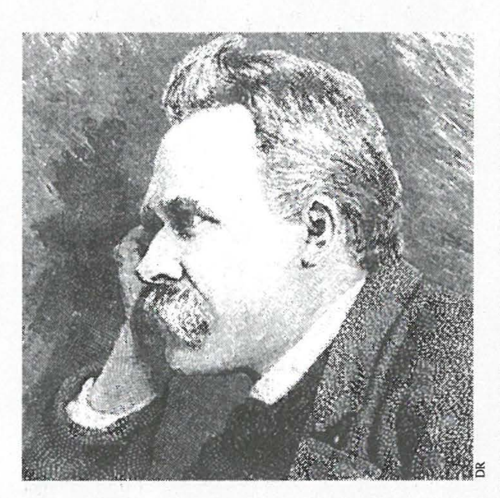
Que Chateaubriand, Hugo soient fascinés par Bonaparte, on le comprend. Ils aiment ce qui est grand et qui brille. Que Joseph Joubert le soit aussi, cela mérite qu'on s'y arrête. Le plus profond, le plus subtil – et méconnu – de nos moralistes dispose d'un jugement sûr. Et voilà ce qu'il dit : *« Bonaparte est un inter-roi admirable. Cet homme n'est point parvenu ; il est arrivé à sa place. Je l'aime. »* (lettre de 1800) Il a horreur de Sieyès et des autres. Il se fie au seul Bonaparte. *« Cet homme a dans la tête une grandeur réelle, qu'il applique à tout ce qui se trouve avoir, autour de lui, une grandeur de circonstance... Son esprit vaste porte en soi les erreurs et les vérités d'un siècle qu'il admire trop. Sa raison le détrompera avec le temps... »* (lettre du 31 décembre 1799).

Quelle est la situation alors ? À la Terreur a succédé l'anarchie. Inflation, insécurité. Le Directoire n'a de pouvoir que pour empêcher ses adversaires, royalistes ou babouvistes, de le prendre. Toute la France sait qu'il faut finir la Révolution et convaincre l'Europe que l'éruption est bien calmée. Deux conditions difficiles à concilier. Non pas à cause du régime, personne ne veut de la République. Mais finir la Révolution, cela veut dire accepter ses résultats : les biens nationaux, le contrôle du budget, le rôle politique de la bourgeoisie. Et jurer qu'on s'en tiendra là.

Le comte de Provence pourrait garantir tout cela. Il le fera en 1814. Et lui rassurerait l'Europe. Mais les Français ont peine à croire sans arrière-pensées le frère de Louis XVI. D'un autre côté, il y a les généraux : Pichegru, Moreau, Bernadotte, Bonaparte. Tous faits par la Révolution, on peut penser qu'ils en respecteraient l'esprit. Mais ils rassurent mal l'Europe.

À la fin, Bonaparte l'emporte. Il y a une part de hasard, il l'a reconnu lui-même : *« Si ce n'était moi, un autre serait venu. Un homme n'est qu'un homme. »* Il avait quand même ses atouts. Il n'est ni royaliste ni jacobin. Il a fait mitrailler les premiers le 13 vendémiaire de l'an IV, il méprise les seconds. Il est étranger à toutes les passions politiques du moment, mais très capable d'en jouer. Il n'est d'ailleurs pas plus partial envers son île natale. Il dira à Bertrand : *« La Corse est un inconvénient pour la France, mais elle existe. C'est une loupe qu'elle a sur le nez. »*

Deuxième point : l'exceptionnelle ampleur de son esprit. Apte à tout comprendre, à tout apprendre, très vite. Il pense à la dimension du globe : l'Égypte, c'est la possibilité de couper les Anglais de l'Inde. À Tilsit, il refuse au tsar Constantinople, *« clé trop précieuse ; celui qui la possédera peut gouverner le monde »*. Un des premiers, il a compris que lorsque le peuple vote, il faut séduire les esprits. C'est un admirable maître de propagande. Un joueur, mais qui calcule tout. Même son mariage avec Joséphine, qui le rapproche du pouvoir du moment, et qu'il croit riche. Il l'a armée aussi mais n'en doutons pas : cela vient au second rang. Ses moindres gestes, sa déférence envers l'Institut, sa modestie quand il est élu, son vêtement même, sont le résultat de calculs. Il dira de Caulaincourt : *« Quand j'ai besoin de quelqu'un, je n'y regarde pas de si près, je le baiserais au cul. »*



Nietzsche. Bonaparte inspira ses réflexions.

Troisième point : si galvaudé que soit le mot, il faut bien parler, pour une fois à juste titre, de charisme. Il intimide ses généraux, il enthousiasme les foules. *« De toute façon,* dit Aulard, *Bonaparte aurait réussi, parce qu'il avait du génie, et parce qu'il était aimé. »* Il n'y a guère que les Cinq-Cents qui lui auront résisté, un jour.

Nous avons donc eu Bonaparte, Napoléon Bonaparte. Il a remodelé la France. Code civil, Conseil d'État, préfets, Banque de France, amalgame des serviteurs de la monarchie et des élites républicaines, centralisation, élan de grandeur, nul autre n'aurait réussi une œuvre si personnelle et si complète. Tous les régimes qui lui ont succédé ont utilisé l'outil.

Il a remodelé la France, mais il l'a laissé affaiblie, saignée. Et l'Europe est venue à bout de lui. Paradoxe : il y a enflammé les nationalismes et propagé les idées révolutionnaires, lui qui, vainqueur, aurait éteint les uns et les autres. Jules Monnerot montre très bien que l'Empereur ne pouvait agir autrement qu'il l'a fait. Un torrent, dont le cours dépend des montagnes entre lesquelles il coule.

Il n'était donc pas la bonne réponse à la double question de 1799. On peut juger qu'une telle réponse était impossible : Louis XVIII a échoué à son tour. Personne, après la ruine de l'Ancien Régime, n'a pu fonder le nouveau, créer une légitimité. Qu'on en soit au numéro cinq dans la catégorie « république » est un signe patent.

Le plus grand reproche qu'on puisse faire au Corse est, non pas cet échec, mais d'avoir introduit, dans une histoire jusque-là régulière, exemplaire – une dynastie unique depuis Hugues Capet, et qui même se relie à Charlemagne, à Clovis –, la notion frauduleuse d'homme providentiel, de sauveur de la patrie. Comme on sait, ils n'ont pas manqué, depuis deux siècles, suscitant des fièvres d'emballement, et plus d'un dégoût.

Il est évident qu'aucun de ces illustres ne peut rivaliser en envergure et en poids historique avec le modèle (méfiez-vous des contrefaçons). Bonaparte atteint au mythe. Mythe de la solution au problème de la révolution, et le XIX[e] siècle est resté stupéfait de l'échec. Mythe du grand homme imposant pour des siècles sa marque au monde, comme César, comme Alexandre. Une différence, au moins avec ce dernier, c'est que notre héros, imbu de l'esprit des Lumières, est assez conscient de sa légende pour en jouer. Il a tiré les ficelles de sa propre marionnette, incomparable dans l'art de frapper les esprits (il signe à Moscou les statuts de la Comédie-Française ; il se vêt comme un sous-lieutenant au milieu des dorures et des panaches, etc.). *« Comédien »*, dit Pie VII, mais toujours maître de lui. Plus modeste, plus mesuré au moins, qu'on ne l'imagine. *« Un homme supérieur*, dit-il lui-même, *n'a pas cette illusion* [de croire que la force de la volonté suffit], *il voit la nécessité qui le borne ; il ne s'y brise pas. Être grand, c'est dépendre de tout. »*

Cette lucidité totale est la facette particulière qui a fait de lui, non seulement la figure épique chantée par Hugo (et par Béranger) mais, mieux encore, le demi-dieu intellectuel révéré par Nietzsche, Valéry. Telle est la part inédite, incomparable, du mythe. Alain pourrait concilier ces publics divers, laissons le dernier mot à ce bon démocrate : *« On invoque souvent le grand Napoléon. Et j'avoue qu'on trouverait difficilement dans l'histoire du monde un chef plus digne de la confiance du peuple. » (Humanités)*

GEORGES LAFFLY

Georges Laffly a récemment préfacé aux Éditions Valmonde *Propos et Aphorismes de madame de Sévigné.*

BONAPARTE AU LYCÉE

La rentrée 1996 a marqué l'application d'un nouveau programme d'histoire dans les classes de seconde. Faisant une large place aux fondements lointains du monde contemporain, on ne trouvera évoquée l'histoire de France que dans les deux dernières parties des livres portant sur la période révolutionnaire et l'Europe de 1815 à 1848. Il est même précisé dans le *Bulletin officiel* que la période 1799-1815 doit être traitée dans une tranche horaire de 11 à 13 heures...

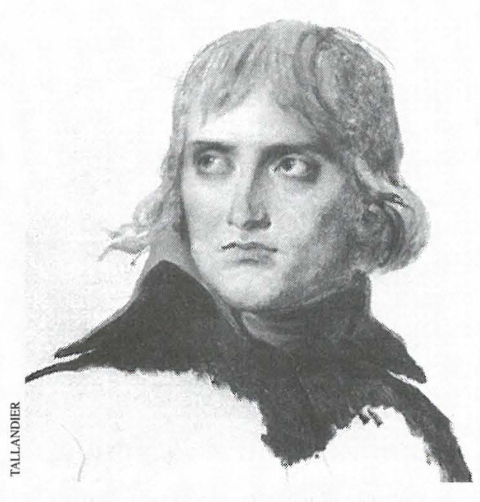
Le Consulat est traité différemment suivant les manuels (1). Soit dans un sous-chapitre à part, titré *« Le Consulat et l'Empire (1799-1815) »*, soit dans un ensemble portant sur *« La République et l'Empire »* (*Belin*) ou *« La période révolutionnaire »* (*Magnard*). Ce dernier livre entreprend de casser la continuité historique pour lui substituer une étude par thèmes qui ne laisseront aucun souvenir dans la mémoire des élèves.

Bonaparte apparaît d'abord comme un général politique. Le *Bordas* est le seul à le définir comme *« un jeune général de la noblesse corse pauvre, réputé pour ses idées jacobines »*, et dont l'action le 13-Vendémiaire est résumée dans une formule incisive : *« il entre dans l'histoire, en même temps que l'armée »*.

Mais, par la suite, sa carrière militaire est traitée sommairement et souvent dans d'autres sous-chapitres portant sur les guerres et sur l'impérialisme révolutionnaire que Napoléon étendit à l'Europe. C'est pourtant cette gloire militaire qui explique l'appel au « sabre » d'un certain clan directorien *« Il était auréolé par ses victoires en Italie et en Égypte »* (*Nathan*). C'est *« l'appel au soldat »* (*Breal*), *« la recherche d'un pouvoir fort »* (*Magnard*), la concrétisation de *« l'armée arbitre des conflits intérieurs »* (*Bordas*).

Mais le 18-Brumaire ne fut pas un simple coup d'État. C'est la prise du pouvoir par Bonaparte et la mise en place d'un nouveau régime qui conduira par étapes à l'Empire.

Les bases en sont jetées dans la Constitution de l'an VIII. C'est sur cette Constitution ratifiée par le plébiscite de février 1800 que naissent les jugements politiques. Certes, Bonaparte a rétabli le suffrage universel mais si le *« peuple est consulté, il n'élit pas »* (*Belin*). Le plébiscite est *« largement truqué »* (*Nathan*) et la même remarque se retrouve dans le *Real* (sic) : *« Bonaparte interrompt le processus démocratique inauguré en 1789 »*...


TALLANDIER

Bonaparte par David.

Ici, il est intéressant de rechercher en amont si les livres ont signalé les avatars du suffrage universel utilisé pour la première et seule fois lors de l'élection de la Convention en septembre 1792 et dans un climat tel que la participation fut faible. Ce qui est reconnu par le *Magnard « une caricature* (sic) *de participation »*, par le *Nathan « la Convention fut élue par une minorité de la population »*, par le *Hachette « peu de votants »* et par le *Breal « un dixième du corps électoral »*. Quant au Directoire, il avait rétabli le suffrage censitaire et procédé aux coups d'État (Fructidor) quand les élections lui étaient défavorables.

Au-delà de sa constitution, le Consulat est caractérisé comme *« un exécutif fort »*, mais *« à partir des principes révolutionnaires »* (*Hachette*), un *« régime autoritaire »* pour le *Bordas* qui définit le *« bonapartisme »* comme *« un chef, un peuple »*. Pour le *Belin*, *« Bonaparte fixe la Révolution »*. Pour le *Hatier « une dictature »* avec *« un État autoritaire et centralisé »*. Pour le *Breal*, *« un césarisme démocratique »*.

Si certaines de ces formules sont péjoratives, il est à noter que la période de la Convention jacobine longtemps exaltée ou glorifiée dans l'historiographie scolaire est maintenant jugée sans complaisance.

L'œuvre administrative, financière, législative est partout traitée, encore que trop rapidement dans le *Belin* qui ne lui consacre que quelques lignes, mais plus copieusement dans le *Nathan* qui distingue la réorganisation de la France et l'*« encadrement de la société »*, et note que *« l'administration centralisée façonne encore dans une large mesure la France d'aujourd'hui »*. Il y a cependant des réserves pour le *Bordas* qui, après avoir admis que le Code civil respecte les acquis révolutionnaires, critique *« une conception restrictive de la liberté et de l'égalité »*. *« La femme est la grande victime du Code civil »* pour le *Nathan*. Et le livret imposé aux ouvriers est souligné, mais le *Magnard* précise que ces ouvriers *« étaient encore peu nombreux »*.

Le *Breal* estime que cette *« réorganisation de la France »* fut un *« compromis »* et la création de la Légion d'honneur est précédée de la formule *« Les hochets de la vanité »*.

La volonté de pacification sur les plans politique et religieux est également notée dans tous les livres avec le pardon aux révolutionnaires et aux royalistes, la volonté de Bonaparte de restaurer le catholicisme comme *« religion d'État »* (Concordat) et d'encadrer l'Église et le clergé.

Mais cette consolidation des acquis de la Révolution, à qui a-t-elle profité ? *« À la richesse foncière et aux notables »* (*Bordas*). *« Aux notables anciens et nouveaux »* (*Nathan*). *« À la bourgeoisie »* (Hatier). *« À la bourgeoisie et aux possédants »* (*Hachette*). *« À la bourgeoisie, aux fonctionnaires et aux officiers »* (*Magnard*).

Ce régime n'avait-il pas des bases plus larges qui peuvent expliquer que, seules, les défaites militaires de 1814 et 1815 y mettront fin ?

Le *Nathan* est le plus objectif qui salue dans le Consulat une formule convenant à *« une nation de paysans propriétaires »* et même pour le *« petit peuple des villes »*.

Ce qui est admettre que, finalement, les principes d'autorité et de propriété ont été préférés aux libertés politiques et aux droits abstraits. Sujet de dissertation proposé par le *Nathan* : *« Bonaparte, héritier ou fossoyeur de la Révolution ? »* Les deux, mon général...

JEAN-PAUL ANGELELLI

1) Ces manuels sont au nombre de sept. Dans l'ordre (alphabétique), *Belin, Bordas, Breal, Hachette, Hatier, Magnard, Nathan*. Ils sont rédigés par des collectifs de professeurs des lycées et collèges.

Le chaos africain : la débâcle de l'humanitaire

ENTRETIEN AVEC BERNARD LUGAN

L'Afrique centrale est un enjeu mondial de première grandeur. La région interlacustre qui englobe l'est de l'immense Zaïre et des pays anglophones comme l'Ouganda, ainsi que des pays francophones comme le Rwanda et le Burundi, est riche en matières premières très recherchées. Jadis, la France y disposait de grands atouts. On verra dans l'entretien que nous a réservé Bernard Lugan comment ces chances ont été ruinées depuis 1981. À l'opposé, les États-Unis, jusqu'alors relativement indifférents et soumis à leurs propres préjugés, ont peu à peu adopté une politique de froid réalisme favorable à leurs intérêts ainsi qu'à la remise en ordre de cette région déchirée par d'inextricables conflits ethniques.

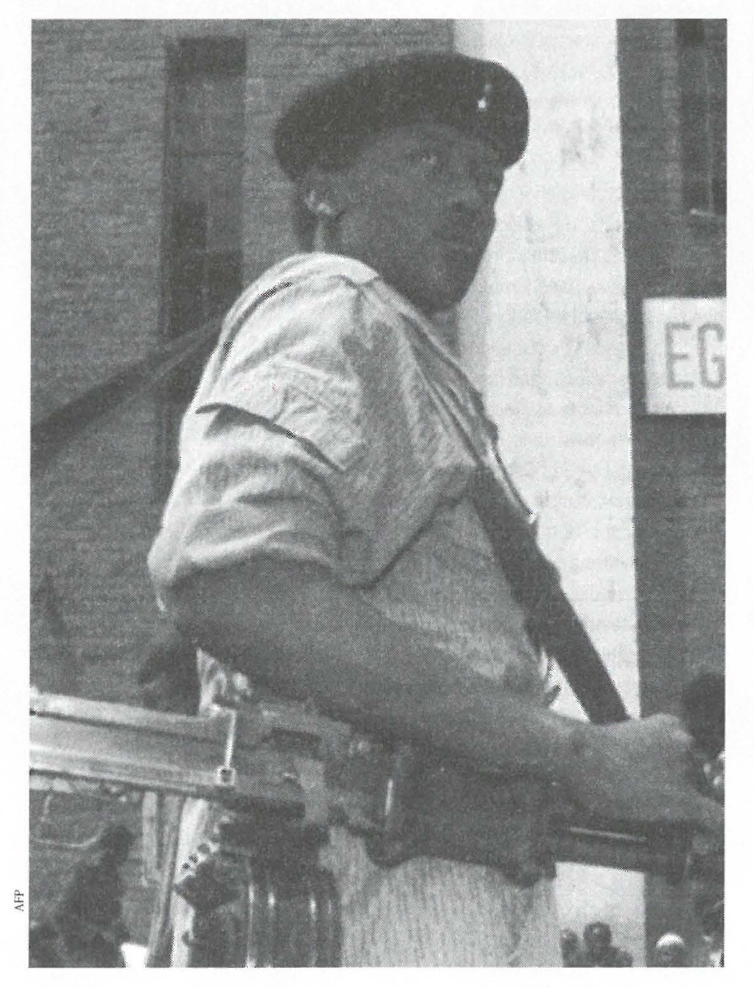
Maître de conférence à l'université de Lyon-III, chargé de l'histoire de l'Afrique, auteur de nombreux ouvrages sur la colonisation et ses conséquences, Bernard Lugan est certainement l'expert français le plus compétent et le plus lucide en la matière. Il n'est pas seulement titulaire du seul doctorat d'histoire ès lettres consacré au Rwanda (1 700 pages, université de Provence, 1983), il est aussi un homme de terrain. Responsable de la mission archéologique et universitaire française au Rwanda de 1972 à 1983, il y enseigna à l'université, nouant des relations avec les représentants de toutes les ethnies et parcourant en tout sens l'Afrique centrale et australe. Nous l'avons rencontré.

Enquête sur l'histoire : Dans votre livre *Afrique, de la colonisation philanthropique à la recolonisation humanitaire* (Bartillat, 1995), vous annonciez les événements qui se sont produits au Zaïre à la fin de 1996. Pouvez-vous résumer les origines historiques du conflit opposant Tutsi et Hutu au Rwanda ?

Bernard Lugan : Nous sommes là au cœur d'une des grandes questions de l'histoire africaine, car l'opposition Tutsi-Hutu est « raciale » et non ethnique puisque ces deux populations parlent la même langue, adhèrent aux mêmes valeurs, etc.

Hutu et Tutsi constituent deux populations tout à fait différentes. Depuis toujours, les Hutu, qui sont majoritaires (80 %), étaient dominés par les Tutsi (20 %). Les Hutu ont leur lointain foyer d'origine en Afrique de l'ouest, aux confins des actuels Nigeria et Cameroun. Ils descendent de ceux qui ont participé, il y a trois mille ans, aux migrations bantu.

Lorsqu'ils eurent atteint la limite de la forêt, ces bantuphones bifurquèrent vers le sud par le couloir des hautes terres qui les mena directement dans la région interlacustre, c'est-à-dire très exactement en Ouganda, au Rwanda et au Burundi actuels qu'ils atteignirent vers 500 av. J.-C.



AFP

Soldat tutsi du FPR lors de la reconquête de Kigali en juillet 1994.

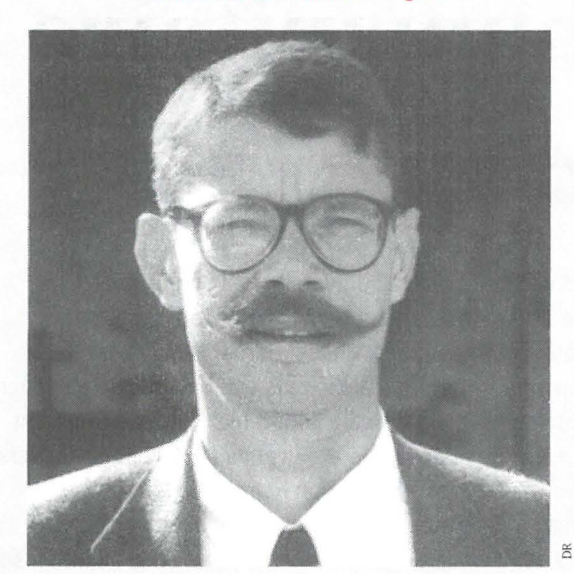
Les vagues de migration pastorales qui donnèrent ultérieurement naissance aux Tutsi se sont produites avant ou après ; les spécialistes de l'histoire de l'Afrique orientale ont des avis très partagés à ce sujet. Les ancêtres des Tutsi sont des populations pastorales et guerrières « éthiopides » dont les plus lointaines migrations paraissent liées à la phase ultime de l'assèchement saharien il y a 3 500 ans. Elles ont un morphotype bien différent de celui des migrants bantuphones. Elles ont une taille élevée, des traits fins, etc.

– Quand le royaume du Rwanda a-t-il été formé ?

– C'est entre les XIe et XIIIe siècles de notre ère que le clan tutsi des Nyiginya entreprend d'unifier et de rassembler sous

De la colonisation philanthropique à la recolonisation humanitaire

Un livre de Bernard Lugan



DR

Bernard Lugan.

Spécialiste de l'histoire du continent noir, auquel il a déjà consacré de nombreux ouvrages, le professeur Bernard Lugan formule dans ce livre un diagnostic clair et complet des maux et de la crise interminable qui affectent l'Afrique, près de quarante ans après la décolonisation des années soixante. Le bilan est catastrophique. Dans beaucoup de domaines et de pays, la situation d'aujourd'hui apparaît pire que celle qui prévalait avant la conquête coloniale. Comment les peuples africains peuvent-ils espérer sortir de la clochardisation à laquelle ils semblent promis, sur fond d'aide « humanitaire » perpétuelle, ruineuse pour les véritables producteurs indigènes ? Misère et sujétion aux modes idéologiques importées d'Occident sont-elles les seules perspectives de l'Afrique du siècle prochain ? Bernard Lugan pense que la solution consiste à rendre *« l'Afrique aux Africains »*, à les laisser réaliser les recompositions politiques et territoriales inéluctables, à les laisser inventer des modes de développement alternatifs susceptibles d'engendrer de nouveaux équilibres. Il insiste notamment sur le rôle que sont appelées à jouer les ethnies les plus fortes et les plus dynamiques, les seules capables d'agréger autour d'elles de véritables États, qui soient autre chose que les rassemblements artificiels issus, dans la plupart des cas, de la colonisation. Pour Bernard Lugan, ce qu'il faut à l'Afrique, ce ne sont pas les adeptes du *charity business* mais de véritables constructeurs de nations, des Hugues Capet ou des Bismarck. Contre l'individualisme démocratique totalement étranger à l'Afrique, c'est aux peuples dotés d'une forte identité et d'une volonté historique qu'il convient de faire confiance pour définir ce que sera l'Afrique de demain, loin des rêves humanitaires ou mondialistes, dont on a pu mesurer, à l'envi, ces dernières années, l'inutilité et la nuisance.

PHILIPPE CONRAD

Éditions Christian de Bartillat. 400 pages, 160 F. À commander à l'*Afrique réelle*, BP n°6, 03140 Charroux.

son autorité toutes les principautés pastorales tutsi de la région qui va devenir le Rwanda dans les années 1360-1400. Le Rwanda va reposer sur la primauté aristocratique et guerrière de la vache et de la lance, donc des Tutsi, dominant le peuple de la houe et de la glèbe, c'est-à-dire les Hutu.

– Les Tutsi ont donc constitué l'une de ces *« Prusses africaines »* dont vous parlez dans vos écrits.

– Oui, une *« Prusse africaine »* mais qui a été brisée dans son développement historique par les Européens qui l'ont tuée au nom de leurs idéologies égalitaires.

– Précisément, qu'est-ce que la colonisation belge a changé dans cet équilibre ?

– Les Belges, qui succèdent aux Allemands à partir de 1916, ne sont pas directement responsables du chaos actuel car, en réalité, la Belgique n'a pas colonisé le Rwanda. Les Belges, qui n'avaient qu'un mandat sur le Rwanda, n'ont fait que gérer le pays, d'abord pour le compte de la SDN, puis, après 1945, pour celui de l'ONU.

C'est seulement dans les toutes dernières années de la présence belge, à partir de 1957, que les responsables locaux, gouverneurs et autorités militaires eurent une influence considérable et désastreuse. Convaincus par les missionnaires de l'inéluctabilité de la révolution hutu qu'eux-mêmes souhaitaient, ils en furent les principaux artisans.

– À vous entendre, on pourrait penser que le drame Tutsi-Hutu serait une création européenne…

– Les Européens n'ont pas créé les Tutsi et les Hutu qui existent depuis la nuit des temps, mais ils leur ont apporté leurs poisons. Autrefois, en Afrique, les droits de l'homme n'existaient pas, ni la démocratie. Dans la société africaine de référence, les plus nombreux ne sont jamais les maîtres. C'est une grande différence entre l'Afrique et l'Europe. Ce ne sont pas ceux dont les femmes ont le ventre le plus fécond qui commandent. Ce sont ceux qui en imposent par leur prestige, ceux qui méritent le respect. Or, les Tutsi en imposaient par leur taille, par leur mode de vie, par leur impassibilité, par leur valeur guerrière. Il y eut bien sûr parfois des refus d'autorité, surtout lorsque les Tutsi décidèrent de conquérir les zones qui n'étaient pas pastorales. Mais l'histoire du Rwanda, dans sa longue durée, est celle de la réussite d'une monarchie pastorale qui soumit l'ensemble de la région parlant le kinya-rwanda.

Les problèmes ont commencé quand les Européens, et en particulier les missionnaires, en voulant plaquer leur universalisme démocratique sur cette société éminemment aristocratique, ont changé la nature des antagonismes raciaux qui, jusque-là, étaient contenus, muselés, canalisés par le pouvoir tutsi.

– N'est-ce pas l'une des conséquences générales de la colonisation puis de la décolonisation ?

– Sans doute. La colonisation s'est faite au profit des peuples vaincus. Les peuples dominants nous ont combattus. Sont venus à nous les faibles, les perdants, les victimes de l'histoire africaine. Et nous avons cassé l'élan des peuples dominants au nom de la charité et déjà des droits de l'homme. Et nous nous sommes appuyés sur les peuples dominés, les peuples serviles, qui étaient les plus nombreux et qui avaient une revanche à prendre sur leurs



DR

Danse rituelle de jeunes guerriers **intoré** *de la suite personnelle du roi (***mwami***) tutsi. Ces pages étaient choisis parmi les familles nobles. Ils effectuaient un temps de service à la cour avant de recevoir un commandement en rapport avec les aptitudes que l'on avait décelées chez eux. Leur tenue est celle de l'époque classique, du XIII*e *au début du XX*e *siècle.*

anciens maîtres. Mais au moment des indépendances, qu'avons-nous fait ? Nous avons donné le pouvoir, non pas aux anciens dominants, mais à ceux qui nous avaient bien servis et étaient les plus nombreux. Du jour au lendemain, dans la période post-coloniale, les peuples dominants se sont donc retrouvés dominés par leurs anciens esclaves ou par leurs anciens serfs. C'est exactement ce qui s'est passé au Tchad. Pourquoi, dès le lendemain de l'indépendance, y a-t-il eu une guerre au Tchad ? Comme partout, la France avait soutenu les anciens esclaves contre les anciens maîtres. Pour aider nos protégés, nous avons dépensé un argent fou, nous avons fait tuer des gens, nous sommes intervenus pendant des dizaines d'années. Pour qu'au bout du compte la loi de l'Afrique s'applique : les anciens dominants sont revenus au pouvoir. Aujourd'hui, ce sont les hommes du Nord, les guerriers du désert qui tiennent le pays. Eh bien, au Rwanda, c'est la même chose.

– Comment le drame du Rwanda s'est-il enchaîné ?

– Je distingue quatre responsables successifs des malheurs de cette région. Le premier d'entre eux est l'Église catholique moderniste en la personne de l'ancien évêque du Rwanda, Mgr Perraudin, un Suisse qui a détruit l'alliance qui unissait le pouvoir royal tutsi, les autorités mandataires belges et la Mission catholique. Dès 1957, voulant donner le pouvoir aux Hutu qui savaient se faire plaindre et exciter sa compassion, il entreprit, appuyé sur un clergé gagné largement au progressisme chrétien, de mettre à bas la monarchie tutsi, édifice vieux de plusieurs siècles, au motif qu'il n'était pas moral que 20 % de la population puissent en dominer 80 %.

C'est ainsi que démarra la révolution hutu de 1959, encouragée, préparée, soutenue et conseillée par les missions catholiques.

Le deuxième responsable, mais seulement dans les dernières années de la présence coloniale, est la Belgique et son gouvernement démocrate-chrétien qui, par aveuglement idéologique, fit intervenir les paras-commandos belges contre les Tutsi chaque fois que ces derniers remettaient de l'ordre face aux Hutu révoltés. En revanche, les autorités belges restaient passives quand les Hutu égorgeaient les Tutsi.

L'aveuglement idéologique des Européens est responsable du génocide de 1994

C'est ainsi qu'en 1959-1963, le Rwanda perdit sa monarchie et ses cadres tutsi tandis que les Hutu furent hissés au pouvoir. Des milliers de Tutsi furent massacrés et des centaines de milliers d'autres prirent les chemins de l'exil. Ils allèrent pour partie au Burundi, pour partie en Ouganda. Mais une grande masse de Tutsi resta au Rwanda. Et de 1959-1960 jusqu'en 1994, cette masse de Tutsi du Rwanda vécut en paria. Leurs femmes furent systématiquement violées, leurs biens pillés. Les massacres continuèrent jusqu'à l'épouvantable génocide de l'année 1994 où 500 000 d'entre eux furent tués, sans compter également un demi-million de Hutu du Sud et du Centre massacrés par ceux du Nord. Voilà la genèse du drame du Rwanda et de la région environnante.

– La France n'a-t-elle pas joué également un rôle néfaste dans tout cela ?

– J'allais y venir. Le troisième responsable est en effet la France socialiste. À partir de 1981-1982, elle s'engagea totalement aux côtés du clan hutu présidentiel qui était détesté, non seulement des Tutsi, mais également de l'ensemble des Hutu.

J'étais responsable de la mission universitaire française au Rwanda à l'époque, et j'ai pu voir que les nouvelles autorités françaises de la coopération avaient les yeux de Chimène pour les Hutu du Nord. Pourquoi les Hutu du Nord ? Parce que les socialistes français jouaient aux conventionnels de 1793. C'était l'époque où l'on voulait couper des têtes au congrès du Parti socialiste de Valence. Les Hutu du Nord avaient été les premiers à secouer le joug féodal. Et la France socialiste s'est donc mise à soutenir le nouveau gouvernement du général Habyarimana et son clan familial de Hutu du Nord.

Mais petit à petit, en Ouganda et au Burundi, les Tutsi relevaient la tête et, à l'automne 1990, ils lancèrent une offensive depuis l'Ouganda. Or ce furent les troupes françaises, envoyées par Paris, qui sauvèrent le régime hutu. Puis, durant trois longues années, la France encadra, équipa, dirigea l'armée hutu, lui donnant même un appui feu dans les cas difficiles. Les Tutsi ne l'ont pas oublié !

Quand, à la fin du printemps 1994, les Hutu eurent achevé le


AFP

À la fin du printemps 1994, quand les Hutu du Nord eurent achevé le génocide des Tutsi et des Hutu du Sud (un million de morts), la France déclencha l'Opération Turquoise pour tenter de sauver l'armée hutu en déroute. Cette intervention fut camouflée en intervention humanitaire.

génocide des Tutsi et des Hutu du Sud (environ un million de morts), la France déclencha l'Opération Turquoise afin de tenter de sauver l'armée hutu en déroute. Cette opération fut camouflée en intervention humanitaire.

Résultat, c'est avec armes et bagages que l'armée hutu et les milices d'égorgeurs se réfugièrent au Zaïre.

À tout cela, il y a aussi un quatrième responsable : l'humanitaire qui, durant presque trois ans, a nourri, au Zaïre, réfugiés et assassins, permettant aux égorgeurs de refaire leurs forces et de préparer la reconquête du Rwanda. C'est le même lobby humanitaire qui poussa ces derniers mois à une intervention militaire.

– L'est du Zaïre a donc été transformé en sanctuaire et en base d'attaque du Rwanda où sont revenus les Tutsi.

– Au printemps 1994, pour les Hutu, l'impensable s'était produit : l'armée hutu, forte de 45 000 hommes entraînés et armés par la France, fuyait en totale débandade devant 10 000 Tutsi qui avaient entrepris de reconquérir le pays fondé par leurs ancêtres au XIV[e] siècle. Pour les Hutu, le traumatisme était d'autant plus fort que les miliciens *interhamwe* et l'appareil d'État pensaient en avoir définitivement terminé avec les Tutsi puisque 500 000 d'entre eux venaient d'être « génocidés ». L'administration hutu provoqua alors un immense exode, forçant les populations des zones qu'elle contrôlait encore à fuir au Zaïre afin d'y préparer une reconquête ultérieure.

Comme avant la colonisation, les Tutsi sont redevenus la principale force régionale

Des centaines de milliers de paysans abandonnèrent alors leurs terres. Tous n'étaient pas des assassins. Mais les assassins les utilisaient comme boucliers.

Et voici qu'à l'automne 1996, en moins de deux mois et au terme d'une guerre éclair, les Banyamulenge-Tutsi du Zaïre, appuyés par ceux du Rwanda et du Burundi, disloquent l'armée zaïroise et vident les camps de réfugiés.

– Les Tutsi ont-ils atteint leurs objectifs ?

– Pour les Tutsi, cette campagne de 1996 met un terme à la guerre de 1994. Déclenchée par la France en 1994, l'Opération Turquoise les avait privés d'une victoire totale. À l'abri du bouclier français, l'armée hutu en déroute avait en effet pu trouver refuge au Zaïre. Trente mois plus tard, le Hutuland qu'elle y avait constitué n'existe plus et le Zaïre est déstabilisé.

Les Tutsi sont redevenus la principale force régionale, comme ils l'étaient déjà avant la colonisation. La région renoue donc avec son histoire.

Mais il s'en est pourtant fallu de peu que la victoire soit une seconde fois volée aux Tutsi. À la fin de 1996, le lobby humanitaire, déformant la réalité, avait en effet réussi à mobiliser les gouvernements occidentaux. Une opération militaro-humanitaire avait même été décidée. Elle allait mathématiquement aboutir à geler les positions sur le terrain. Au seul profit des perdants, c'est-à-dire de l'armée zaïroise et des milices hutu.

– Qui sont ces Banyamulenge du Zaïre dont on a tant parlé à la fin de 1996 ?

– Les Banyamulenge, dont l'appellation signifie littéralement « ceux de Mulenge », une localité du sud Kivu, sont inconnus des anthropologues. Pour ces derniers, le mot est un néologisme récent servant à désigner la population tutsi anciennement installée sur les hauts plateaux dominant les lacs Kivu et Tanganyika. Ces Tutsi sont venus dans la région en plusieurs vagues.

Ils ont fait parler d'eux, pour la première fois, dans les années 1963-1965 au moment de la rébellion muleliste qui ensanglanta alors l'est de ce qui était encore le Congo. Contre le marxiste Pierre Mulele et ses hordes emplumées, les guerriers tutsi banyamulenge entrèrent en guerre aux côtés de l'armée congolaise, alors encadrée par des mercenaires. C'est aux Banyamulenge que l'actuel Zaïre doit largement de ne pas avoir perdu sa province du Kivu. Les Banyamulenge pensaient donc avoir bien mérité de leur patrie mais la guerre du Rwanda a fait d'eux des étrangers sur leur propre terre.

– Les États-Unis semblent avoir compris, mieux que la France, où était leur intérêt ?

– Depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981, la France a accumulé les fautes poli-

tiques en se dressant systématiquement contre les Tutsi et en soutenant avec acharnement les Hutu. Dans cette région où les dominants traditionnels sont les Tutsi, c'est autour d'eux seulement que la recomposition ethnico-étatique peut être effectuée. Eux seuls ont le sens de l'État. Toute politique fondée sur le Zaïre ou sur le soutien aux Hutu n'est que construction sur du sable.

Bien différente fut l'attitude américaine. Instruits par les échecs de leur politique en Somalie ou au Liberia et lassés de l'anarchie zaïroise, les USA ont décidé d'affirmer différemment leur influence en Afrique, changeant la nature de leur aide et surtout sa destination. C'est ainsi qu'en Afrique de l'Est, leur volonté est désormais ancrée sur une ligne de pays à traditions étatiques pré-coloniales avérées.

Faisant la « part du feu » avec un réalisme politique évident, la diplomatie américaine pense qu'il existe deux Afriques ; l'une ayant encore un avenir, et l'autre qui serait irrémédiablement condamnée. C'est la première que Washington soutient, abandonnant la seconde à la France qui vient d'ailleurs de replier la ligne de résistance de la francophonie sur le très artificiel et fragile Zaïre.



***Carte politique de l'Afrique. Document* L'Afrique réelle.**

– Pourquoi la France s'enferme-t-elle dans l'erreur ?

– Devant l'arrivée en force américaine au sud du Sahara, Paris se trouve désarmé par trois grandes erreurs commises depuis 1981 et qui lui ont fait perdre prestige et influence en Afrique centrale et orientale.

Première erreur, le « tout démocratique » décrété à La Baule par le président Mitterrand et qui entraîna la déstabilisation de régions entières du continent. Depuis, rien n'a changé. Le vendredi 6 décembre 1996, lors du XIXe sommet franco-africain de Ouagadougou, le président Jacques Chirac a déclaré que sa politique africaine s'inscrivait *« dans le droit fil de celle menée par Mitterrand »*. C'est tout dire.

Deuxième erreur, la paranoïa au sujet de la francophonie, vue comme une citadelle assiégée et qui a conduit à des analyses obsolètes.

Troisième erreur, la pusillanimité des autorités politiques devant le chantage humanitaire exercé par les ONG, qui en vivent.

– Selon vous, que devrait-on faire ?

– Ce qui vient de se passer au Zaïre devrait signer l'arrêt de mort de l'humanitaire, cette charité-business, ce système devenu fou qui tourne à vide pour la seule satisfaction de ceux qui en profitent. J'ai expliqué cela très exactement il y a quelques mois devant une réunion de Médecins du monde à Paris. Je leur ai prédit ce qui allait se passer. Je leur ai dit : *« Préparez-vous, préparez vos seringues, préparez vos clystères, préparez tout ce que vous avez, ça va saigner. Parce que l'humanitarisme et l'intervention française ont créé les conditions d'un drame épouvantable. »* Ils m'ont posé la même question que vous : *« Que faut-il faire ? »* Rien, plus rien, s'il vous plaît, laissez le malade récupérer tout seul. Ne venez plus administrer vos drogues et vos potions. Laissez-le faire. Ils m'ont dit, *« Ce n'est pas possible. »* Puisque ce n'est pas possible, nous allons pousser pour l'éternité ces gens à devenir des errants, des déracinés. Nous allons pousser ces gens à se massacrer périodiquement.

– Comment voyez-vous l'avenir du Zaïre ?

– Si le conflit du Kivu faisait tache d'huile au Zaïre, alors l'éclatement de ce pays artificiel serait programmé, ce qui serait paradoxalement une bonne chose pour l'Afrique car cela permettrait de faire sauter le dogme surréaliste de l'intangibilité des frontières postcoloniales. Il y a un précédent qui aurait dû être médité, celui de l'indépendance de l'Érythrée qui a enfin apporté la paix dans cette région. En cas d'explosion du Zaïre, des guerres terribles seraient à prévoir dans un premier temps. Mais l'Afrique ne peut pas en faire l'économie. La colonisation a pacifié le continent au moment où des « Prusses » potentielles commençaient à naître, brisant ainsi les plus forts au profit des plus faibles. Or l'Afrique ne pourra se construire qu'autour de peuples forts. Sur les ruines de l'inexistant Zaïre pourraient ainsi se créer des États viables et historiquement fondés comme le serait une entité lunda ou luba, par exemple.

Ce qu'il faut à ce continent, ce sont des Napoléon, des Bismarck et non les « *french doctors* » et tous ces distributeurs de rations qui l'enferment dans la dépendance, l'infantilisme et en définitive, le plus révoltant des néocolonialismes, celui des bons sentiments.

– Voyez-vous poindre ces Bismarck ou ces Napoléon africains ?

– En ce moment, je pense que l'Afrique a une occasion exceptionnelle. L'Afrique est en train de revenir aux Africains. Et il nous faut laisser les grands peuples reprendre leur cheminement historique qui avait été interrompu pendant ce XXe siècle. À l'heure actuelle, deux logiques s'opposent qui sont totalement inconciliables.


AFP

Les massacreurs de 1994. Milicien hutu, à droite, et ancien militaire des FAR, à gauche, dans un camp du Zaïre.

Nous avons notre logique, celle de la loi du nombre, de la charité et de la compassion. En face, il y a l'Afrique. L'Afrique ne raisonne pas selon ces principes. En Afrique, ceux qui s'imposent sont ceux qui doivent s'imposer. Le peuple historiquement dominant dans la région, c'est ce grand peuple tutsi, qui est présent en Ouganda, au Burundi, au Rwanda et dans l'est du Zaïre. Jusqu'à ces dernières années, l'Afrique a souffert de nos idéologies. Nous avons plaqué sur l'Afrique le libéralisme, le marxisme, le socialisme, le tiers-mondisme. Nous avons plaqué toutes ces idéologies qui sont toutes des idéologies sorties de nos cerveaux européens. L'Afrique en est morte. Aujourd'hui, nous voyons la vieille Afrique qui renaît. Et cette vieille Afrique est une Afrique qui n'a rien à voir avec nos conceptions. Nous sommes des individualistes, les Africains sont des communautaires. Nous avons des idées politiques, les Africains ont des idées tribales, des idées ethniques. Ils ont une mentalité de groupe. C'est ce qui fait leur force, c'est ce qui fait leur cohésion. Nous avons été livrés nus à l'État, nous sommes des individus face à l'État. Les Africains ne sont pas seuls face à l'État. Ce sont des groupes, des solidarités familiales, claniques, tribales. Alors, laissons les Africains trouver leurs propres solutions avec leur propre logique.

Laissons les Africains trouver leurs propres solutions avec leur propre logique

Si nous avions laissé l'histoire se dérouler, il n'y aurait pas eu tous ces morts. Si, en 1990, quand les Tutsi ont attaqué le Rwanda pour reprendre le pouvoir qui leur avait été arraché par les principes démocratiques étrangers à l'Afrique, si la France socialiste n'était pas intervenue, il y aurait eu 50 000 morts très probablement. Les Tutsi auraient pris le pouvoir, mais il n'y aurait pas eu le génocide de 1994 et son million de tués, il n'y aurait pas ces deux millions de réfugiés, il n'y aurait pas le drame des Banyamulenge. C'est pour cela que je dis que nos hommes politiques sont des faibles. Nos hommes politiques sont mus par le réflexe pavlovien de l'image. Ils sont piqués aux reins par les campagnes humanitaristes. Ils sont paralysés devant la première ONG qui vient couiner pour que l'on envoie dix sacs de riz en Afrique. Nous sommes totalement décérébrés. Tant pis pour nous, mais cessons de décérébrer l'Afrique. Et avant tout, méditons cette phrase du maréchal Lyautey. Parlant des Africains, il disait : *« Ils ne sont pas inférieurs, ils sont autres. »* Or nos universalismes nous font voir les Africains comme des Européens pauvres à la peau noire. Le drame vient de là, de ce refus de voir la différence.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLES VAUGEOIS

Le numéro 14 (1997) de la revue *L'Afrique réelle* que dirige Bernard Lugan vient de paraître. Il est entièrement consacré à la question Hutu-Tutsi, Kivu, Zaïre, etc. Vente uniquement par abonnement. Abonnement pour 4 numéros, à partir du n° 14 : 380 francs. Étranger : 600 francs.

***L'Afrique réelle*, BP n° 6. 03140 Charroux, France.**

Livres

La Grèce de l'imaginaire
par Richard Buxton

Professeur à l'université de Bristol, l'auteur cherche à connaître dans quel monde et dans quelles circonstances est née la mythologie grecque ancienne. Dans une première partie, il examine les lieux où des poètes itinérants racontaient des histoires, le foyer, les fêtes publiques, les banquets, les *leschai* (les lieux où les gens discutent). Puis, à travers le paysage, la famille, la religion, il étudie les rapports entre les réalités de la vie et les aspects parfois fantastiques de la mythologie. Enfin, il s'interroge sur la fonction de la narration des mythes à la fois telle que la percevaient les Grecs eux-mêmes et telle que la perçurent les historiens. Si l'ouvrage est séduisant et parfois drôle (ainsi le parallèle entre Hercule et Davy Crockett), si certaines pages sont neuves (sur la montagne par exemple) ou salubres (Freud et le complexe d'Œdipe), la conclusion, par sa platitude, risque de décevoir. Pourtant de multiples notations en font un livre attachant.

.a Découverte. 320 pages, 169 F.

F. V.

Le savoir grec
sous la direction de Jacques Brunschwig et Geoffrey Llyod

Poèmes, mythes, histoires, ragédies, comédies, discours politiques ou judiciaires, dialogues, raités philosophiques, osmologiques, médicaux, nathématiques, zoologiques, otaniques, tout cela nous vient des Grecs. Qui furent les seuls à ne *pas avoir les Grecs derrière eux »*. Les seuls aussi à s'interroger sur la uestion du savoir qui ne se ésume pas à la simple onnaissance. Les auteurs n'ont pas ecensé tous les savoirs grecs, mais s ont cherché à comprendre les rigines de ce savoir, les conditions e son émergence, les figures les lus marquantes, les courants de ensée les plus significatifs. On est ouvent surpris par l'économie du vre mais le panorama est complet, index très opérationnel et la lecture noins ardue qu'il n'y paraît.

ammarion. 1 096 pages, 395 F.

F. V.



La cité des Étrusques
par Françoise-Hélène Massa-Pairault

L'auteur appartient au monde des étruscologues français, un monde petit en nombre mais brillant par son renom. Le titre peut étonner. La cité renvoie en effet à l'institution grecque de la *polis*. C'est néanmoins dans ce cadre que les Étrusques ont constitué leur propre culture, leur propre projet de civilisation, procédant à de multiples opérations de réintégration des valeurs et des idées grecques tout en conservant leur originalité. Cela pendant dix siècles. Au cours de cette période, ces cités étrusques fondées sur un principe de solidarité aristocratique s'ouvrent pour certaines, à des formes démocratiques. C'est cette évolution que raconte l'auteur à l'aide d'une vaste information, philologique et archéologique. Avec en toile de fond, l'histoire de la Méditerranée, des empires de l'âge du bronze à celui de Rome. L'auteur n'a pas éludé le problème des rapports avec l'impérialisme de Rome qui réduit à l'impuissance le monde étrusque, le premier à exercer son hégémonie sur l'Italie centrale.

CNRS Éditions. Superbes illustrations. 256 pages, 320 F.

F. V.

L'autre Jésus
par Antonio Pinero

Habituellement, la vie de Jésus est écrite à partir des Évangiles canoniques. Or ce n'est que vers le milieu du deuxième siècle que ces Évangiles furent les seuls à être reconnus par l'Église et à être lus publiquement. Existaient parallèlement des textes apocryphes, c'est-à-dire secrets qui étaient commentés en privé ou après une initiation. Du II[e] au VIII[e] siècles, cette littérature fleurit, conservant ses traditions anciennes, populaires ou savantes, qui reflètent les divers courants qui traversaient les églises primitives. Ainsi, c'est dans ces Évangiles que Jésus naît dans une grotte, entouré d'un âne et d'un bœuf, que le nombre des rois mages est précisé, que l'histoire de Véronique apparaît, etc. Pour comprendre l'élaboration de la prédiction populaire, les apocryphes sont une source indispensable et cette vie de Jésus, différente de celle communément connue, en constitue une remarquable introduction.

Le Seuil. 198 pages, 130 F.

F. V.

L'héritage d'Athéna ou les racines grecques de l'Occident
par Yvan Blot

S'appuyant sur une masse documentaire impressionnante, l'auteur voit dans le christianisme l'héritier imprévu du monde grec, ce qui expliquerait son succès en Occident. Résumons l'hypothèse : 300 ans avant la naissance de Jésus, les Juifs d'Alexandrie font traduire les écritures sacrées en grec. C'est cette bible, dite de la Septante, qui sera la bible chrétienne jusqu'au IV[e] siècle, époque où saint Jérôme traduit en latin la bible juive. On sait l'importance de la fascination de la culture grecque sur les Juifs d'alors. Cette fascination est décrite dans le livre deuxième des Macchabées. L'intrusion de la culture grecque dans l'Orient datait d'Alexandre le Grand. La Palestine dépendant de l'aire de domination des généraux grecs devenus rois, les Séleucides, régnant à Antioche (la ville où le nom de « chrétien » a été inventé). Jésus passe une partie de son enfance dans ce milieu où le judaïsme est traversé d'influences platoniciennes et pythagoriennes. Il prêchera d'ailleurs une doctrine qui remplace les commandements de la loi de Moïse par *« aimez-vous les uns les autres »*, caractéristique de la « philanthropia » des philosophes grecs, notamment des stoïciens. Dès le début, les croyances des chrétiens, sont insupportables aux Juifs orthodoxes : que Dieu se fasse homme est pour eux un blasphème qui mérite la mort. Le sacrement de l'eucharistie, qui rappelle les mystères de Dionysos, où les Mystes mangent la chair du dieu démembré, est pour les Juifs une abomination. Que dire de l'idée de boire le sang d'un homme, d'un Dieu, d'un homme-dieu, le Christ ?

Pour Yvan Blot, la nouvelle religion est beaucoup plus un helléno-christianisme qu'un judéo-christianisme. La religion chrétienne est une religion du salut individuel (comme celle des mystères grecs) et non du salut collectif d'Israël. D'où ce paradoxe d'une Église se voulant l'héritière des prophètes d'Israël alors que toutes les autorités du judaïsme récusent le christianisme.

Les Presses bretonnes. 350 pages, 150 F. Diffusion : Nation et humanisme, 21 grand'rue de Maulny, 77171 Melz-sur-Seine.

Ch. V.

L'artisanat chez les Gaulois
par Jean-Paul Guillaumet

Les fouilles archéologiques ont mis à jour des outils et des ateliers découverts remontant à la Gaule ancienne qui permettent de se forger une idée précise de l'univers des artisans gaulois du VII[e] au I[er] siècle avant notre ère. Ceux-ci avaient développé de vrais corps de métier et mis en place des outillages et des tours de mains qui sont restés en usage jusqu'à l'aube de la civilisation industrielle. Sans être un catalogue, ce livre abondamment illustré dresse le tableau d'une culture technique très élaborée.

Éditions Errance. 127 pages, 140 F.

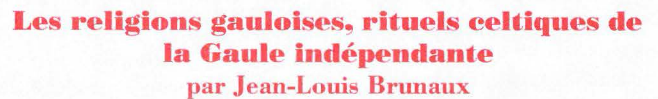
V. T.

La mémoire et l'oubli à la fin du premier millénaire
par Patrick J. Geary

Par l'un des meilleurs historiens du haut Moyen Âge, une étude fouillée sur la fabrication de la mémoire occidentale après l'an mil dans l'univers monastique en pleine expansion. Point de départ, le moine, maître de l'écrit. Il se substitue à la femme qui assurait traditionnellement la transmission de la mémoire de la lignée. Le clerc confisque ainsi le passé de la communauté et en fait une arme au service de la vision qu'il entend imposer. Jusque-là gardiennes de l'âme collective, les femmes sont refoulées car suspectes de porter en elles l'hérésie et le trouble. Les vaincus de l'histoire disparaissent du souvenir derrière la fiction d'une royauté idéalisée, liée à la puissance ecclésiale. Il faut pour cela inventer un autre passé qui coïncide avec les perspectives nouvelles. Sélection des capitulaires et manuscrits, destruction de ceux qui dérangent, fabrication de faux, tout un travail de révision du passé est entrepris par ceux qui disposent du monopole de la pensée légitime. La multiplication des lieux d'archivage amplifie la destruction des originaux, chaque établissement fabriquant le passé qui convient aux nécessités du présent, car le passé est l'enjeu même de la puissance et de l'avenir.

Aubier. Traduit de l'anglais par Jean-Pierre Ricard, 340 pages, index, 140 F.

Ch. V.

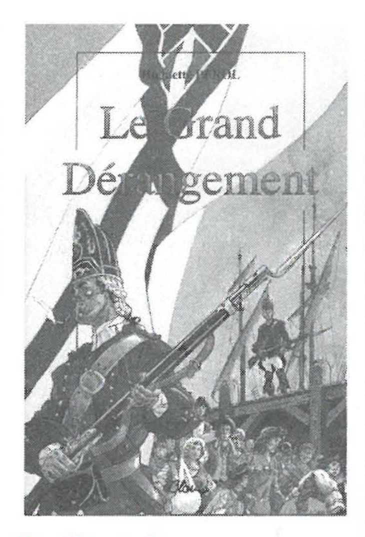


Les religions gauloises, rituels celtiques de la Gaule indépendante
par Jean-Louis Brunaux

Depuis l'ouvrage classique de Paul-Marie Duval, *Les dieux de la Gaule* (Payot, nouv. éd. 1976) que l'étude récente de Simone Deyts complétait joliment (*Images des dieux de la Gaule*, Errance, 1992), les synthèses sur les croyances des Gaulois ont été bouleversées par l'apport de l'archéologie. Jusqu'alors et en simplifiant, la religion celtique était abordée de deux façons principales qui toutes deux étaient insatisfaisantes. D'une part, à partir de sources littéraires grecques et latines, polémiques souvent, fragmentaires toujours. D'autre part, à partir de comparaisons avec le monde celte irlandais, comparaisons qui suscitaient d'importantes réserves, dues au décalage chronologique et spatial, et qui en outre écrasaient l'originalité et des Gaulois et des Celtes d'Irlande. Or, les fouilles des sanctuaires celtiques découverts dans le nord de la France (en particulier Gournay-sur-Aronde et Ribemont-sur-Ancre) renouvellent entièrement notre connaissance des religions des Celtes de Gaule. Inventeur du site de Gournay-sur-Aronde, archéologue de terrain mais très bon connaisseur des textes anciens qu'il a rassemblés et retraduits, solidement armé sur le plan conceptuel, Jean-Louis Brunaux propose une nouvelle synthèse de la religion celte. Fortement étayée par de nombreux exemples tirés du sol, elle impressionne par sa cohérence, par sa complexité et par sa diversité. Brunaux en souligne les tensions internes qui étaient insoupçonnées : elle apparaît tiraillée entre des rites archaïques venus de la préhistoire tels les rites guerriers, et de fortes influences « modernes » qui arrivent du monde méditerranéen comme en témoignent, par exemple, l'analyse des lieux de culte ou les réformes entreprises par les druides à la veille de la conquête. Loin d'être un univers fermé et systématique, la vision d'ensemble que suggère Brunaux, nuancée et plurielle, s'intègre parfaitement au monde religieux qu'avait dessiné Dumézil (cf les parallèles avec des usages scythes, grecs ou latins ; le sacrifice du taureau ; l'examen du vol des oiseaux). En revanche, on s'écarte des clichés d'Astérix (pour aller vite) et des banalités sur le gui et les druides, une institution qui ne marquait pas tout le monde celte. Aussi importante dans son domaine que l'ouvrage de Pierre-Yves Lambert sur la langue gauloise (Errance), cette étude est appelée sans aucun doute à devenir le livre de référence sur les religions gauloises.

Errance. 216 pages, 160 F.

FRÉDÉRIC VALLOIRE



Le Grand dérangement
par Huguette Pérol

En 1713, par le traité d'Utrecht, la France cédait l'Acadie, son ancienne colonie du Canada oriental, aux Anglais. Ceux-ci s'étaient engagés à respecter les coutumes et les traditions des populations françaises et catholiques. Mais ils ne tinrent pas parole et en 1755 les Acadiens qui avaient refusé de prêter allégeance au monarque britannique furent déportés. Cette tragédie inaugure une nouvelle collection à vocation historique destinée à un public d'adolescents, « Le Lys d'or ».

Éditions Clovis (BP 101 – 57233 Bitche), 224 pages, 75 F.

M. M.

Versailles, le testament secret de Louis XIV
par Vincent Beurtheret

Le château de Versailles est un chef-d'œuvre de l'art classique. Mais au-delà du savoir-faire de Mansart – ou de Le Nôtre pour les jardins –, son architecture recèle une foison de symboles et d'allégories cachés qui sont autant de signes que le Roi-Soleil a adressé à la postérité. L'auteur les traque un à un, et nous convie à une promenade étonnante, pleine d'érudition et de charme.

AMDG Éditions, 235 pages, 230 F.

V. T.

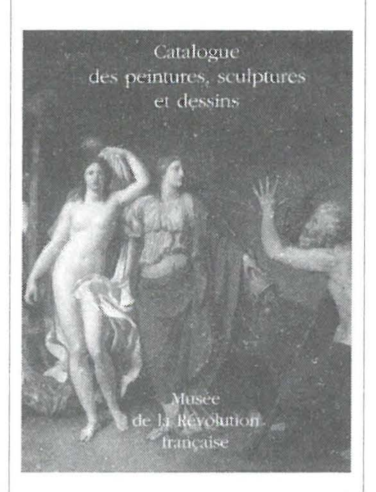
Philippe-Égalité
par Evelyne Lever

Ennemi déclaré de la famille royale, propagateur des cahiers de doléances puis ouvertement révolutionnaire, Louis-Philippe-Joseph, duc d'Orléans commit la suprême ignominie en votant la mort de son cousin Louis XVI *« pour*, invoqua-t-il, *l'intérêt de la France et de la liberté »*. Pitoyable itinéraire d'un grand seigneur des Lumières éperdu d'ambition, et bientôt promis à la guillotine par ses amis d'hier, que retrace avec soin et à l'aide de fonds d'archives inexploités Evelyne Lever. L'auteur souligne l'éternel double-jeu d'un Laclos, grand orchestrateur des palinodies princières, *« celui qui débrouilla ses sentiments, qui enfanta tous ses projets, qui dissipa ses craintes »*. Jusqu'au-delà de la forfaiture.

Fayard. 600 pages, 165 F.

E. V.

Catalogue du Musée de la Révolution française de Vizille
par Philippe Bordes et Alain Chevalier



C'est au château de Vizille, à une vingtaine de kilomètres de Grenoble, que s'était tenue le 21 juillet 1788 l'assemblée des représentants dauphinois qui avait réclamé la convocation des États Généraux. Le château, devenu résidence présidentielle dans les années vingt, a été transformé en 1984 en musée de la Révolution française. Voici le catalogue, élaboré avec soins, des peintures, sculptures et dessins de ses collections. Quelques artistes fameux – David, Hubert Robert, Guérin... – en côtoient d'autres souvent inconnus du grand public. La pauvreté de l'allégorie naissante le dispute souvent au ridicule.

Co-édition RMN. Diffusion Le Seuil, 285 pages, 75 planches couleurs, 245 illustrations noir et blanc, 250 F.

V. T.

L'expérience le la mer : les Européens et les espaces maritimes au XVIIIe siècle
par Liliane Hilaire-Pérez

Le développement de la navigation au XVIIIe siècle, et son rôle prépondérant dans les échanges commerciaux, a bouleversé les données traditionnelles, et pas uniquement sur un plan économique ou social. Par le biais de la mer, les contemporains ont fait l'apprentissage de la notion l'espace ; ils ont découvert le temps et ses variations. L'auteur étudie les transformations que cette prise de conscience a peu a peu engendrées.
Éditions Seli Arslan (14 rue du Repos, 75020 Paris), 384 pages, 145 F.

M. M.

Béring, Kamtchatka-Alaska (1724-1741)
par Jean Mabire

Le Nord, le froid, la glace. Avec Béring, Jean Mabire propose la première biographie de ce Danois du Jutland né en 1681, formé au métier de marin sur les navires de la Compagnie des Indes orientales et passé au service du tsar Pierre le Grand en 1703. Officier consciencieux et discret, bourlingueur plus que courtisan, fidèle au souverain qu'il s'est choisi, Vitus Béring connaît une carrière honorable mais lente. Pourtant, en janvier 1725, peu avant de mourir, le tsar Pierre le choisit comme chef d'une expédition scientifique qui devra découvrir s'il existe un isthme ou un passage entre l'Asie et l'Amérique. Traverser la Sibérie, rejoindre le Kamtchatka récemment reconnu, c'est 8 000 kilomètres. soit plus de deux ans pour cette petite troupe d'une cinquantaine d'hommes. Le 14 juillet 1728, un bateau construit sur place (ses pièces ont toutes été transportées), hisse les voiles. Béring explore des îles et des terres inconnues, rencontre des populations étranges. Très vite, il acquiert la certitude de naviguer entre deux continents. Hivernage, nouvelle navigation, relevés cartographiques, retour à Saint-Pétersbourg où il arrive en mars 1730. Là, les spécialistes qui n'ont pas quitté leurs bibliothèques doutent de sa découverte. Béring leur répond par une deuxième expédition, « la Grande expédition nordique ». Pendant l'été 1741, ses deux bateaux abordent séparément la côte sud de l'Alaska. Le retour est cauchemardesque : bâtiment qui se disloque, tempêtes, neige, glaces, scorbut, hivernage de fortune sur l'île du Commandeur où ce fils de Viking meurt le 8 décembre. Ce ne sera qu'en août 1742, sur une embarcation faite de bric et de broc, que les rescapés regagnent le Kamtchatka. Trente deux hommes sur soixante-seize manquent à l'appel.
Glénat. 300 pages, 120 F.

F. V.

Alexandre Dumas, un aventurier de génie
CD-Rom/Image et Littérature/Acamédia

Jeune maison d'édition à vocation littéraire multimédiatique, Acamédia a pour ambition de sauvegarder et de mettre à la portée de tous un patrimoine inaccessible. Alexandre Dumas offrait pour ce coup d'essai un terrain d'une particulière richesse. L'homme d'abord, vif, brillant, séduisant, engagé dans une vie sentimentale aussi exubérante que les aventures de son temps, riche un jour, pourchassé le lendemain par ses créanciers... L'œuvre surtout, immense et foisonnante. Voilà ce qu'offre ce CD-Rom à travers des centaines d'images, 80 illustrations d'époque, 350 pages-écran de notices sur la vie, l'œuvre et l'époque d'Alexandre Dumas, 47 000 pages-écrans d'œuvres (61 romans et œuvres diverses, dont le fameux *Grand dictionnaire de cuisine*), des milliers de liens hyper-textes. L'utilisateur a dans les mains deux chronologies interactives. Dans l'une, la vie de Dumas au cœur de son temps. Dans l'autre, l'œuvre au sein du monde littéraire. Ont collaboré les meilleurs spécialistes universitaires. Neuf millions de mots sont indexés. Portes et parcours accessibles aux néophytes comme aux chercheurs les plus exigeants. Une technologie de pointe au service d'un projet unique en son genre. Destiné à un public jeune et cultivé, mais aussi aux bibliothèques et aux professionnels, un nouveau mode de lecture participatif, intuitif, personnalisé. Chacun avance au rythme de sa curiosité et de son imagination.
Acamédia. Tél : 01.45.26.59.99. Prix conseillé : 399 F.

GUY CHAMBARLAC

Aux sources du monde
par James Douglas Bruce

Deux mètres de haut, un quintal et demi de muscles, excentrique à faire frémir ses amis, colérique, curieux de tout, habile dessinateur, querelleur par plaisir et par nécessité, c'est James Bruce, né le 14 décembre 1730 à Kinnair House, en Écosse. Marchand de vins par mariage, voyageur par goût (il connaît toute l'Europe), pourvu grâce à ses intuitions commerciales de confortables revenus, autodidacte et compétent en archéologie, en médecine et en astronomie, il se retrouve en 1762 consul général du roi George III à Alger. Sur le plan politique, un désastre. Mais Bruce apprend l'arabe, voyage en Tunisie, dans les Aurès, en Anatolie et ne rêve que de découvrir les sources du Nil. Habillé en arabe, il arrive au Caire en juin 1768, remonte le Nil jusqu'à Assouan, vagabonde au gré de ses curiosités, rejoint la mer Rouge, la traverse, suit la côte de l'Arabie, gagne l'Abyssinie en pleine guerre civile. Bruce y participe avec allégresse mais n'oublie pas son objectif principal. Et dans une course échevelée, il découvre à l'automne 1770 les sources du Nil Bleu. Le retour est une épopée dans un Soudan ravagé par la guerre et par le fanatisme musulman. Le 29 novembre 1772, épuisé, Bruce atteint Assouan. Six mois plus tard, à Marseille, Buffon le consulte sur la faune africaine. Sa renommée a atteint Paris, Londres où il est élu membre de la Royal Society. Mais son comportement, ses histoires, (tel le steak prélevé sur une vache vivante), la publication de son *Voyage* en 1790 retournent l'opinion contre lui. On suspecte sa bonne foi, on le traite de menteur, on le compare au baron de Münchausen dont la suite des aventures lui est ironiquement dédiée... La polémique durera après sa mort (en avril 1794), jusqu'à la découverte en 1864 et en 1876 des sources du Nil Blanc. On s'aperçut alors que tout était authentique, que l'Écossais n'avait dit que la vérité. Introuvable en France depuis deux cents ans, voici ce formidable récit d'aventures.
Phébus. 400 pages, 135 F.

F. V.

Le voyage en Cochinchine (1787-1789)
par Louis-Gabriel Mullet des Essards

Ce récit inédit, découvert dans une malle par Bruno Bizalion, descendant de Mullet des Essards, ne manque ni de charme ni de vivacité. Commis aux revues (une sorte de commissaire de bord) sur la frégate la *Dryade*, ce marin de 24 ans appartient à une expédition voulue par Vergennes pour aider le roi de Cochinchine à retrouver son trône. En échange, la France recevrait le port et la baie de Tourane. Écrit sous forme de correspondance, ce livre de mer raconte la vie à bord, les escales et les découvertes que fait ce jeune homme fin, intelligent et observateur. C'est la manière d'aborder une femme de couleur, de rapporter une fête chez les Malabarres, de décrire Pondichéry, Manille, de porter des appréciations sur les porcelaines du Japon ou sur les soies de Chine, de juger le système politique de Cochinchine qui donnent sa valeur à ce petit livre. Des choses vues, des petits riens qui composent un document de qualité.
Les Éditions de Paris. 160 pages, 120 F.

F. V.

Il était une fois Monaco. Une famille, 700 ans d'histoire.
par Jean des Cars

L'histoire de la principauté de Monaco ressemble à un roman de cape et d'épée. En 1297, deux soldats gênois déguisés en moines franciscains, François et Rainier Grimaldi, s'emparaient de nuit de la forteresse du rocher de Monaco. Leurs héritiers parvenaient à conserver le bastion, et prenaient en 1619 le titre de princes de Monaco. Au Grand Siècle, ils s'introduisaient à la cour de France, et dès le Second Empire leur histoire devenait une véritable chronique du Gotha. Jean des Cars raconte avec brio les sept siècles d'histoire mouvementée de la plus ancienne dynastie régnante d'Europe.
Le Rocher. 355 pages, 139 F.

M. M.

Apaches, voyous et gonzes poilus
Le milieu parisien du début du siècle aux années soixante
par Claude Dubois

Mirontons malgracieux, gouapes à surin, julots tatoués, flanqués de leur marmite d'un côté, *« hommes d'affaires »* en rider, de l'autre : ils sont tous là (photos à l'appui), réunis par les soins de Claude Dubois (le « Titi » du *Figaroscope*), grand chroniqueur de l'armée du crime. Il ne s'en défend pas, elle le fascine ; il le reconnaît *« les voyous de l'ancien temps avaient du panache »*. L'évocation a du prix : de Vidocq à Manda, de Casque d'or à Mesrine règnent les vrais, les arcans. Puis, c'est le clan Zemmour, les années 70, et l'évolution de la pègre vers le business. Entre temps, on est passé des apaches et autres gonzes poilus au milieu. Très à l'aise, Dubois excelle à situer les frontières. Il sait tout de Bébert l'enjôleur, Jules des Sables, Jean le Frisé, mais son cœur est du côté du Balajo, le musette de la Bastoche, où officiait au soufflet à douleurs son ami Jo Privat, mémoire du mitan. À lire pour la justesse du ton.

Parigramme. 143 pages, 165 F.

E. V.

Le colonel de La Rocque
par Jacques Nobécourt

Copieuse biographie, très renseignée, de l'homme qui dirigea, entre 1930 et 1939, les Croix-de-feu puis le Parti social français (PSF) qui compta plus d'un million d'adhérents. Le colonel de La Rocque fut le bouc émissaire aussi bien des gauches, pour qui il incarnait le péril « fasciste », que des droites radicales qui lui reprochaient son immobilisme politique. Ses activités de résistance lui valurent d'être arrêté en 1943 et déporté. À son retour de déportation en 1945, il fut derechef emprisonné sur pression du parti communiste et mourut peu après. Le général de Gaulle lui rendit hommage mais seulement en 1961.

Jacques Nobecourt entreprend de réhabiliter cette personnalité dont la doctrine politique imprécise résultait d'une sorte de nationalisme chrétien et social que l'on retrouvera après 1945, aussi bien au RPF qu'au MRP. Il se dégage le portrait d'un homme plus modéré que ses partisans, refusant les épreuves de force (6 février) et suscitant des haines forcenées comme des fidélités tenaces. Ce livre constitue une étude fouillée de la vie politique française sous la III[e] République.

Fayard. Notes et index (des personnes et des thèmes), 1 195 pages, 250 F.

J.P. A.

La condamnation de L'Action française
par Philippe Prévost

Sur une décision qui déchira le catholicisme français, l'auteur a consulté les archives du quai d'Orsay et les carnets du cardinal Baudrillart. Il n'a aucun mal à démontrer que la mise à l'index de l'AF par le Vatican en 1926 s'explique peut-être autant par des raisons politiques (Pie XI était favorable à la politique européenne d'Aristide Briand, bête noire de l'AF) que par des motifs religieux qui eurent cependant leur part. Depuis longtemps l'Église s'inquiétait de voir un mouvement aussi important dirigé par un agnostique fort éloigné du message évangélique. Quand la condamnation fut levée en 1939, le vide, créé par la condamnation de l'AF, dans la France encore catholique, avait été rempli par la démocratie chrétienne en attendant le progressisme.

La librairie canadienne. 29, rue de la Parcheminerie, 75005 Paris. Annexes et index, 210 pages, 120 F.

J.P. A.

Les armes qui ont fait l'histoire
par Dominique Venner

Aux heures éclatantes des victoires comme aux heures sombres des boucheries, dans la boue, le froid, la neige ou les sables, sur le pavé gras des villes et dans la broussaille des maquis, elles ont été l'espoir des hommes : espoir de vaincre, espoir de vivre, espoir de changer enfin ce monde dans l'odeur de la poudre et l'ébranlement des détonations... Symboles de foi, de peur mais aussi de courage, les armes sont, bien souvent l'ultime argument de ceux qui ont mis *« leur peau au bout de leurs idées »*.

Oui, les armes ont fait l'histoire. Mieux encore, les armes sont l'histoire. Elle témoignent, bien sûr, à leur manière, des progrès constants d'une civilisation technicienne, mais aussi de l'époque qui les a vu naître, et si nombre d'entre elles, filles des défaites, furent forgées pour de lointaines revanches, d'autres ont pris d'emblée une solide option sur l'aventure coloniale ou la conquête des « pays-frères »...

Dominique Venner sait fort bien cela, lui qui, naguère, crapahuta là-bas, dans les djebels calcinés d'Algérie avant que de se croiser pour les valeurs d'une Europe debout, aux temps héroïques de la guerre froide et de la décolonisation. Et si, homme fait, l'ex-chef de section est resté amateur de belles armes, l'écrivain engagé s'est mué, au fil des ans, en historien serein de la geste de ce siècle. Les armes forment donc, tout naturellement, la trame même de son œuvre, résolument campée au carrefour de la connaissance et de l'action.

Ainsi, s'en remettant à Dominique Venner pour *« parler d'armes »*, les Éditions Crépin-Leblond – qui publient également le magazine spécialisé *Cibles* – se donnaient les moyens du succès avec force anecdotes inédites concernant les armes les plus célèbres, la course à la fortune de leurs inventeurs, le tout pimenté d'agréables digressions littéraires ou cinématographiques.

Un éclectisme de bon aloi se retrouve dans le choix des utilisateurs, de Winston Churchill – sauvé par son pistolet Mauser – à André Malraux, client chez Astra, en passant par James Bond « 007 » et Elko Krisantem (majordome de SAS le prince Malko Linge), sans oublier Patton ou John Wayne, Gavrilo Princip, fine gâchette aujourd'hui bien oubliée, Bonnot, bien sûr et toute l'équipe des « bandits en auto », mais aussi Guillaume II, adepte de l'étui-crosse, ou le sous-lieutenant Ernst Jünger, virtuose du P.08 et ultime détenteur de l'ordre « Pour le mérite »...

Éditions Crépin-Leblond. 172 pages, 180 photos, 149 F.

ARNAUD SIBUET

Le temps des chemises vertes
par Robert O. Paxton

Cet historien américain avait publié en 1973 un livre controversé sur le France de Vichy qui fut exploité par les milieux favorables à une culpabilisation de la France. Dans une étude plus nuancée, il traite de la profonde crise du monde rural français entre les deux guerres, d'où émerge la personnalité charismatique d'Henri d'Halluin dit Dorgères, leader d'envergure d'un mouvement paysan qu'il assimile à une classe dans les années trente. Orateur doué, il excellait dans l'agitation de masse. Paxton en parle avec sympathie, même s'il ne tranche pas le cas Dorgères plus réactionnaire et antiparlementaire que fasciste... Pétainiste mais pas collaborateur après 1940, il fut à l'origine de la Corporation paysanne de Vichy et des lobbies agricoles après 1945 (CNJA, FNSEA, etc.). L'homme était trop personnel pour peser sur la politique nationale. Son action resta engluée dans des rivalités paralysantes. Il reste quelque chose du dorgerisme dans la nostalgie actuelle d'un univers rural disparu...

Le Seuil, collection L'univers historique. 312 pages, 160 F.

J.P. A.

Hommes d'influence du XX[e] siècle
par Yves Chiron

Les hommes d'influence ne se cachent pas, mais préfèrent l'action efficace à la publicité. Yves Chiron en étudie sept, presque tous disparus, sauf Pierre Bergé, bienfaiteur de la gauche branchée et antiraciste. Dans l'ordre, Albert Kahn, René Cassin, Jean Monnet, Louise Weiss, (féministe de choc, mais oubliée), Étienne Hirsch, Paul Delouvrier. Certains interviennent à la SDN entre les deux guerres, d'autres conçoivent la législation de l'Épuration ou les constitutions françaises. On les retrouve dans les coulisses du mouvement européen. Ils mêlent le pragmatisme à une idéologie plutôt mondialiste. En analysant les personnes et leurs œuvres, l'auteur ne tombe ni dans le dénigrement ni dans le conspirationnisme. Il s'appuie sur la documentation ouverte. Ce qui suffit

amplement. Pour qui sait lire et décrypter.

Éditions Tradiffusion. Champ Francey 28, 1630 Bulle (Suisse). Index, 186 pages, 90 F.

J.P. A.

Affaire Touvier, la contre-enquête
par Jean-Claude Valla

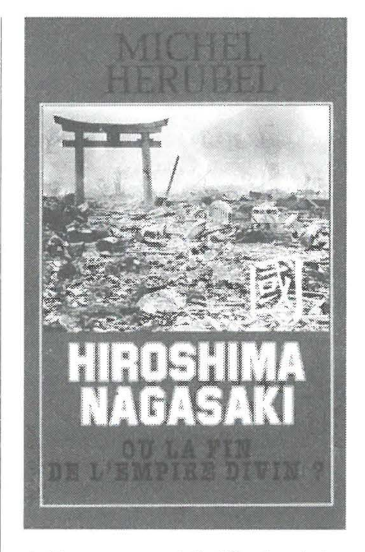
L'année 1994 a été marquée par le vaste montage politico-judiciaire organisé autour du procès de Paul Touvier, condamné à la détention perpétuelle pour « complicités de crimes contre l'Humanité » cinquante ans après les faits qui lui sont reprochés, un record ! Mais que sait-on de l'homme et des faits réels ? Il faut donc saluer le travail de Jean-Claude Valla qui travaille depuis plus de vingt ans sur l'histoire de Lyon des années 1940-1944. L'auteur analyse en détail les charges retenues contre l'ancien milicien, établit son rôle exact et replace précisément dans le contexte de l'époque les événements concernés. Il analyse ensuite les ressorts de la traque médiatico-judiciaire déclenchée après que le président Pompidou, dans le souci de la réconciliation nationale, eut décidé de passer l'éponge sur les événements tragiques de 1944. Un véritable livre d'histoire, qui concerne également l'actualité la plus immédiate dans la mesure où il révèle très précisément le rôle de certains médias institutionnels au sein du système de pouvoirs.

Éditions du Camelot. Nombreux documents photographiques inédits, 320 pages, 150 F. 5 rue Fondary, 75015 Paris.

J. K.

Hiroshima Nagasaki, ou la fin de l'empire divin ?
par Michel Hérubel

Le 6 et le 9 août 1945, pour mettre un terme à la guerre du Pacifique, le président américain Truman prit la responsabilité de faire larguer la bombe atomique sur les deux villes japonaises d'Hiroshima et Nagasaki, provoquant des ravages effroyables dans la population civile. Le propos de Michel Hérubel, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale, est d'abord d'étudier les termes de la lutte qui opposait le Japon traditionnel et l'Amérique. Il s'est penché surtout sur la responsabilité, souvent controversée,



de Truman quant à l'utilisation de la bombe.

Presses de la Cité. 228 pages, 110 F.

V. T.

Soixante-dix ans d'émigration russe (1919-1989)
par Nikita Struve

La révolution de 1917 avait précipité un million de Russes hors des frontières de leur pays. Nikita Struve retrace l'histoire de cet exode unique dans l'histoire contemporaine – *« exode de la Russie*, note-t-il, *et non pas exode des Russes »*. Il s'est surtout penché sur l'émigration installée en France, la plus importante jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Il brosse un tableau précis de sa composition, évoque les formations politiques qui la divisaient, décrit sa vie intellectuelle à travers les journaux et les revues qu'elle publiait – à travers ses écrivains aussi –, sans oublier le rôle fédérateur de l'église orthodoxe dans l'exil. En annexe, il a joint un dictionnaire de 500 noms des personnalités les plus éminentes de cette *« Russie hors frontières »*. Nikita Struve, directeur des éditions Ymca-Press qui publièrent en Occident le manuscrit de *L'Archipel du Goulag*, appartient à une famille qui a tenu un rôle de premier plan dans la communauté russe de Paris.

Fayard. 350 pages, 130 F.

M. M.

Que Lire ? 3
par Jean Mabire

Jean Mabire n'est pas seulement l'écrivain de l'enracinement, l'historien de la Normandie, le poète

Loués soient nos seigneurs
par Régis Debray

Il n'appartient pas à n'importe qui de comprendre suffisamment son époque, puis de se connaître assez bien soi-même, pour établir de l'une à l'autre des observations propres à instruire ses semblables. *« qui peut se vanter d'être contemporain de son temps ? »* demande d'ailleurs Régis Debray dès les premières pages de la monumentale et passionnante autobiographie où il raconte vingt ans d'aventure, de passions politiques. La notion même de « temps » contient à elle seule des repères très contradictoires selon la date, le lieu de la naissance, le milieu social de chacun, pour ne rien dire du caractère individuel venu d'une incontrôlable hérédité.

Ainsi, dans la seconde moitié du XXe siècle, quelles relations particulières pouvaient bien s'établir entre l'un des meilleurs élèves de Janson de Sailly, d'une excellente famille bourgeoise du XVIe arrondissement de Paris, et un Indien des Andes englué dans sa misère, ou rongé de révolte et de fièvres s'il habitait les jungles traîtresses du Venezuela ? Le premier rêvait d'aventures. Son destin pouvait s'accomplir seulement s'il rejoignait le second. Rien d'autre.

Par l'intermédiaire de Fidel Castro, Karl Marx et Vladimir Ilitch Oulianov dit Lénine, respectivement décédés en 1883, et 1924 se bornèrent à offrir le billet d'avion. Sans justifier de leur choix, puisque les Maîtres n'ont jamais de compte à rendre aux disciples, même à l'intérieur du prétendu matérialisme « scientifique ».

Sur cent quatre vingt douze pages bourrées de confidences, d'analyses d'un intérêt exceptionnel, l'auteur laisse lui aussi subsister quelques mystères. Par exemple, sur sa conversion au marxisme. Le charme qu'exerçait à Normale Sup le prêche de Louis Althusser sur la classe de philosophie ne suffit pas à tout expliquer. À la même époque, Raymond Aron aussi accumulait des mérites. Sa disponibilité, son obligeance personnelle envers ses cadets rendaient même son approche très facile. Pourquoi le si subtil et intelligent Régis Debray préféra-t-il l'un à l'autre ? Risquons cette hypothèse suggérée par le souffle si puissant de son livre : parce qu'il avait la tête épique ; parce qu'il gardait de son passage chez les bons pères la nostalgie des Croisades, des martyrs et des saints.

Dans cet ordre de valeurs, l'Occident vers 1960 n'offrait plus de magnificences consommables. Sa cause ne manquait certes pas de grandeur, ni de peuples à libérer dans l'Est européen. Mais la bourgeoisie n'envisageait plus longtemps de prendre Moscou, autrement dit de conquérir Jérusalem. Toute la praxis de Raymond Aron – la praxis, camarade, la praxis – dépérissait dans un orléanisme coincé entre Tocqueville et le pacte atlantique. Rien de bien excitant pour une tête chercheuse éprise d'épopées. Le marxisme offrait mieux.

Certes, sa version bureaucratique khrouchtchevo-brejnévienne pouvait rebuter les natures ardentes. Du moins, se proposait-il toujours de changer le monde à la Kalachnikov, avec des cortèges, des chœurs, des fêtes, de la musique, des spectacles, en un mot des émotions. Grâce à elles, le romantisme révolutionnaire survivait aux ankyloses de la Révolution. Debray se laissa envoûter.

Le public, la littérature et le siècle l'en remercièrent. Ils devront en effet à son fourvoiement la description sans doute unique mais luxuriante du dernier continent communiste surgit soudain des profondeurs océanes de l'histoire : le léninisme sud-américain, avec ses guérilleros farouches, ses complots sanguinaires, sa joie de vivre tropicale jusqu'aux frontières de la tragédie. Dès qu'il débarque dans la nouvelle Mecque du socialisme des Caraïbes, notre voyageur découvre *« une vieille capitainerie générale de l'Empire espagnol »*. Il en rapportera des tableaux, des portraits d'époque éblouissants, ceux de Castro, Guevara par exemple. La seconde partie de l'ouvrage ramène l'auteur parmi des carnassiers de moindre envergure, comme François Mitterrand. L'analyse de caractère qu'il en propose peut servir de modèle pour un genre difficile.

Avec de l'humour, une profondeur d'esprit hors pair, le goût du baroque, de la cocasserie, l'instinct du drame, ce livre se classe parmi les classiques. Les admirateurs du *Questionnaire* y retrouveront l'ampleur d'un destin individuel mêlée aux cataclysmes collectifs pratiquement disparus depuis Ernst von Salomon. Un record !

Gallimard. 592 pages, 140 F.

GILBERT COMTE

NOUVELLES PARUTIONS

***La Cité antique*, par Fustel de Coulanges, préface de François Hartog** (Champs/Flammarion, 520 pages, 45 F). Réédition de l'ouvrage fameux (1864) du grand historien, alors inconnu, qui entendait démonter l'usage abusif fait par la Révolution d'un modèle antique artificiellement fabriqué par les Jésuites autant que par Rousseau.

***Richard Cœur de Lion*, par John Gillingham, préface de Ivan Cloulas** (Noêsis, 500 pages, 150 F). Par un médiéviste britannique, le portrait véritable, situé au cœur de son temps, du grand Plantagenêt.

***Sainte Brigitte de Suède*, par Bénédicte Demeulenaere** (Le Rocher, 136 pages, 79 F). Écrit dans un style alerte, ce livre prend place au sein d'une série d'histoires de saints (Patrick et Benoît). Histoires pieuses, légendes dorées, pleines de merveilles et de miracles, fort éloignée donc de l'histoire véritable qu'il serait pourtant intéressant de décrypter.

***Les Tudors*, par Georges Minois** (Que Sais-Je ? 3 140. 128 pages, 40 F). L'avènement de la nouvelle dynastie sous Henri VII à travers complots et soulèvement, la rupture avec Rome et la religion nationale au règne suivant (Henri VIII), l'affirmation enfin d'une puissance montante sous Élisabeth Ière.

Charette, l'homme et sa légende (Librairie du Mémorial de Vendée, La Chabotterie, 85260 Saint-Sulpice le Verdon, Tel : 02 51 42 81 00). Catalogue « Charette et sa légende » présentée au Mémorial de Vendée en 1996. De magnifiques reproductions en couleur retraçant la vie et la mort du héros de la Vendée.

***Kit Carson*, par Guild et Carter** (Le Rocher, 440 pages, 159 F). La plus sérieuse biographie d'une des grandes figures de la Frontière, séparant légende et faits réels.

***Que sont les Indiens devenus ?* par Ward Churchill** (Le Rocher, 354 pages, 148 F). Essai vengeur écrit par un Indien creek, dénonçant les techniques de spoliation et de déculturation des Yankees à l'encontre des Indiens.

***Le sourire de Lénine*, par Malaparte** (Perrin & Perrin, 140 pages, 85 F). Dans une perspective nullement libérale (les libéraux ne comprennent rien aux révolutions), réflexions d'un témoin (à Varsovie en 1920 et à Moscou en 1929) sur la révolution bolchevique.

***Les surprises de la Loubianka*, par Vitali Chentalinski** (Robert Laffont, 368 pages, 149 F). Nouvelles découvertes dans les archives littéraires du KGB. Les méthodes de la police bolchevique (Tchéka) pour asservir l'intelligentsia dans la période léniniste. Les écrivains transformés en espions et en délateurs avant d'être broyés.

***Heidegger résistant*, par Marcel Conche** (Éditions de Mégare, 01370 Treffort, 28 pages, 51 F). L'auteur, professeur à la Sorbonne, réfute les accusations de crypto-nazisme portées contre Heidegger. Plaidoyer philosophique où opère la séduction de l'enchaînement impeccable des idées par le questionnement.

***Jacques Bainville, l'Europe entre deux guerres, 1919-1936*, par Christophe Dickes** (Godefroy de Bouillon, 215 pages, 125 F). Analyse d'une pensée en action. Pensée vérifiée par la qualité des prévisions.

Images du fascisme, 1943-1945 (Éditions des Monts d'Arrée, Tél. : 01 40 67 77 06. Deux cassettes vidéo, 350 F). Films d'actualité sur le République sociale italienne et Mussolini.

***La France libre*, par J.-L. Crémieux-Brilhac** (Gallimard, 970 pages, 198 F). Par un gaulliste de la première heure, une histoire documentée et laudative qui se perd souvent dans les détails. À noter également dans la collection Que Sais-Je (1078) une *Histoire de la France libre* par Jean-François Muracciole.

***Viêt-nam, Pourquoi les États-Unis ont-ils perdu la guerre ?* par Nguyen Phu Duc** (Godefroy de Bouillon, 420 pages, 165 F). Par un ancien professeur de droit à Saigon, ministre des Affaires étrangères par intérim en 1973, la première étude globale de l'échec américain, mais aussi de la politique chinoise dans la région. Les limites de l'analyse stratégique américaine.

***Israël, de la greffe rejetée à l'État digéré*, par Jean-Claude Rolinat** (Godefroy de Bouillon, 270 pages, 150 F). Une histoire non convenue de l'État d'Israël, l'analyse de ses atouts et de ses faiblesses face à la nation palestinienne et au monde arabo-islamique. On lira en contrepoint l'étude fouillée de Zeev Sternhell, *Aux origines d'Israël, Entre nationalisme et socialisme* (Fayard, 590 pages, 190 F).

***Histoire des paysans de France*, par Claude Michelet** (Robert Laffont, 302 pages, 249 F). Moins une histoire que des histoires de paysans. L'auteur se réjouit (p. 281) de l'offensive des *« modernes contre les anciens »*, grâce à quoi, l'agriculture fit *« le plus prodigieux bond en avant qui soit »*. Progrès de la production, mais mort programmée de la paysannerie. Il faut être aveugle pour ne pas lier les deux phénomènes.

***La ligne de mire, discours aux citoyens européens, tome 2, 1988-1995*, par Alain de Benoist** (Le Labyrinthe, 220 pages, 120 F). On lira avec un intérêt tout particulier le texte de 1995 sur l'individualisme et la dissolution du lien social dans les sociétés européennes à la fin du XXe siècle.

***Enquête sur la Tradition aujourd'hui*, par Arnaud Guyot-Jeannin** (Guy Trédaniel, 205 pages, 98 F). Dix questions (ou reviennent les noms d'Abellio, Evola ou Guénon) à douze auteurs. Pour l'ampleur de leur prisme, le non-initié retiendra particulièrement les réponses du Christian Guyonvarc'h et de Paul Sérant.

***Histoire politique de la France depuis 1945*, par Jean-Jacques Becker** (Armand Colin, 208 pages, 73 F). Dans une collection destinée aux étudiants d'études politiques, un aide-mémoire institutionnel, assorti de chronologies et de documents.

***Les empires et la puissance, La géopolitique aujourd'hui*, par Jordis von Lohausen** (Le Labyrinthe, 260 pages, 129 F). Réédition et mise à jour d'un ouvrage capital. Sous l'éclairage de la géopolitique et de la tradition habsbourgeoise, mille ans d'histoire européenne. Une Europe définie avant tout comme la communauté d'espace franc.

des récits de marins, de soldats et de réprouvés. Il est aussi le plus original des critiques littéraires. Depuis plusieurs années, chaque semaine, dans *National-Hebdo*, il publie en absolue liberté le portrait d'un écrivain disparu. Ainsi l'œuvre est-elle examinée dans sa totalité et l'écrivain restitué dans son hérédité, son environnement, ses racines. De chacune de ces œuvres, Mabire dégage un sens auquel les professeurs de littérature ont rarement songé. Il le fait avec un éclectisme parfait, une absence totale de préjugé, de l'humour et une sorte de tendresse pour l'engagement quel que soit le camp et la nationalité. Ainsi, dans le troisième volume (*Que Lire ? 3*) réunissant, comme les précédents soixante-quinze portraits d'écrivains accompagnés de savantes bibliographies établies par Anne Bernet, on voit cohabiter Maurice Barrès et Henri Barbusse, Jean Cau et Paul Claudel, Hugues Rebell et Boris Vian, André Malraux et Thierry Maulnier, Rider Haggard et Henrik Ibsen, Moeller van den Bruck ou George Orwell. Ce qui compte aux yeux de Jean Mabire, ce n'est pas l'art pour l'art, bien que la critique esthétique soit présente, mais le ressort secret de chacun de ces hommes et l'influence qu'ils ont exercée, parfois à leur corps défendant. De volume en volume, prend forme la première histoire métapolitique de la littérature du XXe siècle.

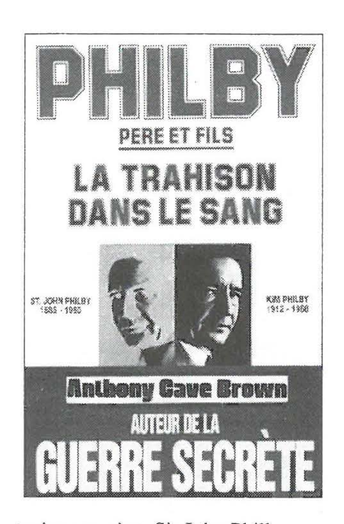
Éditions nationales, 316 pages, 150 francs. Ouvrage en vente à la Libraisie Duquesne, 27 avenue Duquesne, 75007 Paris, tél : 01.45.55.87.55.

D.V.

Philby, père et fils : la trahison dans le sang

par Antony Cave Brown

Quel auteur de romans d'espionnage aurait osé imaginer un destin aussi fabuleux que celui de Kim Philby ? Philby, l'insaisissable espion du siècle, l'acteur de la mystification qui trompa Hitler sur le lieu et le jour du débarquement en Normandie, l'agent double qui, infiltré au plus haut niveau dans les rangs de l'Intelligence Service, sema la panique dans tous les réseaux de renseignements occidentaux, sacrifiant sans sourciller ses amis à la cause communiste, avant de disparaître en 1963 au cœur du « paradis soviétique ». Il avait de qui



tenir : son père, Sir John Philby, avait inoculé dans ses veines l'insidieux poison de la trahison. Successivement serviteur de sa gracieuse Majesté aux Indes avant la Première Guerre mondiale, puis explorateur intrépide dans les sables du Moyen-Orient, conseiller privé du roi Ibn Saoud, Sir John fut, à ce titre, l'instigateur de la mainmise américaine sur les richesses pétrolières du jeune royaume, au détriment de l'Angleterre, son pays, contre lequel il ne cessa jamais d'œuvrer. Écrite par l'auteur de *La Guerre secrète* (chez le même éditeur), cette double biographie est fascinante.

Pygmalion-Gérard Watelet. 680 pages, 189 F.

G. C.

Histoire de la décentralisation française
par Jean-Marc Ohnet

À l'ordre du jour, la lécentralisation. Souvent mise en :ause pour des affaires de :orruption. Celles-ci sont-elles :onsubstantielles à celle-là ? Jean-Marc Ohnet (directeur général de l'Institut de la décentralisation, lirecteur de la revue *Pouvoirs locaux*) fait le point dans une igoureuse étude d'ensemble. Des *« libertés locales »* chères à Tocqueville à la *« collection de "pays" autonomes »*, soulignée par Braudel, le débat oscille depuis un iècle et demi entre l'observance du logme jacobin de l'État unitaire, et a nécessaire réforme structurelle econnaissant aux collectivités ocales le droit de *« décider ocalement »*.

Livre de poche, coll. références. 351 pages, 36 F.

E. V.

C'est le sang de l'amour et le sang de la peine
par Guy Dupré

Ce recueil d'articles publiés dans les années 1959 à 1989 s'impose comme un *vade mecum* restituant la mémoire vive, les tentations et les échecs des droites sur fond de guerre franco-française. De Joseph de Maistre à Maurras, d'Abellio à André Hardellet, de Barrès à Jünger, Dupré retrace dans une langue somptueuse les itinéraires d'une famille d'esprit aux cent visages. Denses, nourries de références historiques, littéraires, métaphysiques, ces pages épuisent le contenu d'une bibliothèque très à contre-courant des utopies modernes.

Guy Trédaniel. 288 pages, 140 F.

E. V.

Vivre avec l'islam
Ouvrage collectif dirigé par Annie Laurent

Alors que les gouvernements successifs ne semblent pas mesurer les implications de la présence en France de près de cinq millions de musulmans, l'ouvrage dirigé par Annie Laurent apporte nombre de mises au point. Il est réalisé avec la collaboration de personnalités parmi les plus qualifiées ; le professeur Roger Arnaldez, membre de l'Institut et islamologue de réputation internationale, le général Maurice Faivre, historien spécialiste des communautés harkies, Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, journaliste au *Monde* qui fit œuvre de pionnier en dénonçant, dès 1983, dans son *Radeau de Mahomet*, la montée en puissance de l'islamisme radical, le démographe Yves Montenay, etc. *Vivre avec l'islam* ouvre plusieurs débats à propos de « l'assimilation » et du « dialogue » islamo-chrétien. On retiendra particulièrement la lumineuse analyse qu'Annie Laurent réserve aux *« orientations ecclésiales depuis Vatican II »* et à l'attitude ambiguë de la plupart des pasteurs de l'Église de France face à l'islam. Des observations dont la rigueur dérange, puisque l'épiscopat semble vouloir condamner au silence cet ouvrage décapant...

Éditions Saint-Paul. 288 pages, 100 F.
3, rue Porte de Buc, BP 652, 78006 Versailles Cedex.

J. K.

Par delà droite et gauche, permanence et évolution des idéaux et des valeurs non conformistes
par Arnaud Imatz

Docteur d'État en sciences politiques, Arnaud Imatz est connu pour ses travaux sur la guerre d'Espagne et un ouvrage de référence sur José Antonio Primo de Rivera. Comme il l'observe dans l'introduction de cet essai, les idées non conformistes (celles des droites de conviction) ont fait l'objet de travaux universitaires nombreux, mais écrits par des adversaires dans une intention dépréciative. *Par delà droite et gauche* s'inscrit dans une perspective toute différente. Après avoir analysé de façon remarquable et neuve les idées dominantes à la fin du XXe siècle (mondialisme, droits de l'homme, antiracisme) et décrit les techniques utilisées pour neutraliser l'expression des idées non conformes, l'auteur propose un vaste panorama des idées de droite en France et en Europe depuis la Révolution. Un tel travail n'avait jamais été entrepris sous cette forme et sur une aussi longue durée. Imatz distingue actuellement deux grands courants d'idées. L'un, qu'il appelle traditionaliste (souvent d'inspiration chrétienne), rejette en bloc la modernité et rêve de restaurer une harmonie perdue, en partie mythique. L'autre, qu'il nomme conservateur-révolutionnaire, (mouvance Nouvelle Droite), croit au dépassement dialectique de la modernité et à la permanence de l'essentiel sous des formes nouvelles. Peut-être existe-t-il aujourd'hui plus de passerelles entre adeptes de ces deux courants que ne le suggère l'analyse de leurs différences, ce dont témoigne l'apparition récente d'un troisième courant syncrétiste, celui du populisme national auquel Imatz consacre plusieurs pages éclairantes. Il se montre en revanche sévère pour la Nouvelle Droite qu'il place sous le seul éclairage de ceux qui ne l'aiment pas. À cette réserve près, cet ouvrage constitue un travail important et nécessaire, rédigé dans un style clair et agréable. L'éditeur eut été bien venu de le compléter par un indispensable index.

Godefroy de Bouillon. 272 pages, 150 F.

DOMINIQUE VENNER

Une histoire du XXe siècle
Anthologie de Raymond Aron

À un détail près, cette anthologie soigneusement établie par Christian Bachelier mérite son titre. Mort en 1983, Raymond Aron, malgré sa grande perspicacité, ne pouvait rendre compte des événements immenses survenus à partir de 1989, réunification allemande, implosion de l'URSS, bouleversements de l'Europe orientale. Mais telle qu'elle est, cette anthologie est précieuse pour qui veut jeter un regard rétrospectif approfondi sur un siècle qui commence vraiment entre 1914 et 1917. Raymond Aron tirait une légitime fierté d'une intelligence qu'il appliquait avec un bonheur égal à l'épistémologie, à l'analyse économique, à la stratégie nucléaire ou à l'histoire de la philosophie. Esprit brillant et inclassable, détaché en apparence de tout emballement passionnel, il ne céda qu'une fois à la colère. C'était après avoir entendu la petite phrase du Général sur le *« peuple d'élite, sûr de lui et dominateur »*, qu'il interpréta comme une critique. Rebelle aux systèmes, aux dogmes et aux factions, son honnêteté intellectuelle scrupuleuse lui permit de comprendre même ce qu'il n'aimait pas. On lira avec un intérêt tout particulier le texte intitulé *Nations et empires* rédigé en 1957, et qui constitue un survol de l'histoire du monde dans la partie essentielle du XXe siècle comparée à l'histoire universelle. Tout est intéressant, y compris ce qui est périmé. Se trouve ainsi souligné combien le monde a changé en quarante ans, de 1957 à 1997.

Plon, 960 pages, index, 159 F.

D. V

Pages réalisées par Jean-Paul Angelelli, Guy Chambarlac, Gilbert Comte, Jean Kappel, Macha Manski, Arnaud Sibuet, Virginie Tanlay, Frédéric Valloire, Éric Vatré, Charles Vaugeois, Dominique Venner.



Vos réactions aux numéros précédents

Clovis, général romain

Dans votre n° 17, consacré à Clovis, Dominique Venner écrit que Clovis était à la fois roi des Francs et général romain comme d'ailleurs, avant lui, plusieurs autres chefs francs, Teutomer, Richomer, etc. Quelles sont les sources auxquelles on peut se référer au sujet de cette étonnante assimilation ?

Jean-Claude Durieux

Il ne s'agit pas d'une assimilation, mais d'une réalité. C'est le professeur Karl-Ferdinand Werner qui, le premier, a mis en évidence le rôle capital joué par les Francs au sein de l'armée romaine en Gaule dès le troisième siècle. Collaborateur de notre numéro 17 (page 27, « Clovis et le miracle franc »), le professeur Werner est membre de l'Institut. Voici les références précises de ses travaux sur cette question :

– *Les origines avant l'an mil*, Paris, Fayard, 1984. (Tome 1 de *L'Histoire de France*, dirigée par Jean Favier), ch. 10 et 11, pages 255-310. 263 ss. « Puissances des généraux francs dans l'Empire »). Réédition « Le Livre de poche, références », n° 432, 1992, pages 287-350. Et dans « Le Livre du mois », Paris, 1995, 2 volumes, fin du tome 1 et début du tome 2.

– *La Conquête franque de la Gaule. Itinéraires historiographiques d'une erreur*. Bibliothèque de l'École des Chartres, tome XXX, 1996, pages 7-45. (v pages 19-34, spécialement page 33). Cet article donne les références (auteurs et sources) sur la carrière romaine étonnante de plusieurs chefs francs dès le IVᵉ-Vᵉ siècles.

D. V.

Le désastre de 1940

Je veux vous dire ma satisfaction de votre article « Le désastre de 1940 » paru dans votre n°18. Vous vous êtes gardé d'un parti pris et du jugement tranché habituels faisant ressortir que c'est la société française tout entière qui s'est effondrée.

Quelques remarques s'imposent : À l'opposé des nôtres, les blindés ennemis étaient groupés en unités de masse ; l'aviation allemande avait la maîtrise de l'air ; notre système de communication radio était inexistant aux niveaux subalternes ; quant au flux insensés des civils sur les routes, sa présence tient essentiellement à la désertion de leurs postes des autorités administratives... La capture de près de deux millions d'hommes ne s'explique pas par un prétendu « refus de combattre », mais bien plutôt par la carence du commandement aux échelons supérieurs. En résumé, l'ennemi a gagné en 1940 parce qu'il était le mieux organisé, le mieux motivé.

J. Terraubella

Mon enfance a été nourrie de récits de la Grande Guerre, où le soldat allemand était le plus souvent, présenté comme un balourd.

Le passage dans mon village, en juin 1940, durant des heures, des unités allemandes, dans un ordre et une discipline qui tranchaient avec le spectacle de la fuite de nos troupes que nous avions vu précédemment m'a profondément marqué.

Jean Vergnaud

Votre article « Le désastre de 1940 » m'a particulièrement intéressé. Vous y écrivez (page 45, 3ᵉ colonne, avant-dernier paragraphe) « qu'en mai-juin 1940, pendant la campagne de France, les Allemands eurent 30 000 tués, soit trois fois moins que les Français ». *Pour ce qui concerne les pertes françaises, j'ai toujours entendu le chiffre de 100 000 à 120 000 soldats tués. Pour les Allemands, par contre, le nombre est plus controversé. Où est la vérité ?*

Quelques lignes au-dessus, vous écrivez aussi que « Rommel atteignit Cherbourg après avoir effectué plus de 2 000 km en 24 heures ». *2 000 ou 200 ?*

Page 44, 3ᵉ colonne, 3ᵉ paragraphe, vous écrivez : « 200 000 soldats anglais et 100 000 français pourront rendre grâce à Hitler d'avoir arrêté la marche de ses blindés aux portes de la ville... ». *J'ai toujours retenu que le corps expéditionnaire britannique totalisait 100 000 hommes sous le commandement de Lord Gort. 100 000 ou 200 000 soldats anglais ?*

Georges Vandaele

Bien entendu, Rommel n'a pas parcouru 2 000 km pour atteindre Cherbourg, mais 200 km, ce qui est déjà beaucoup. Le zéro de trop est imputable à une coquille. Concernant l'évacuation de Dunkerque, le *Dictionnaire Larousse de la Seconde Guerre mondiale* (1979, tome 1, p. 545, article BEF) donne les précisions suivantes : *« Le 3 juin voit la fin des rembarquements à Dunkerque : 225 000 soldats anglais et 115 000 Français ont été transportés en Angleterre par les marines alliées. »* Selon la même source, du 10 mai au 20 juin 1940, les pertes du corps expéditionnaire britannique en France n'ont été que de 3 500 tués. Concernant les pertes militaires françaises de la même période, les statistiques du ministère des Anciens combattants (J.O. du 26 mai 1948, page 2 938) indiquaient 88 681 morts. Néanmoins, ce chiffre a été réévalué à la hausse. *Le Dictionnaire* cité plus haut (tome 1, p 783) donne 120 000 morts (militaires). Même chiffre dans *Histoire militaire de la France* (tome 4, 1993). Quant aux pertes allemandes pour la même campagne de France, Philippe Masson (*Histoire de l'armée Allemande*, Perrin 1994, p. 124) donne 27 000 tués et 15 000 disparus.

D. V.

Philippe Henriot

Cité en page 63 de votre numéro 18 au sujet de mon livre sur Philippe Henriot, je tiens à répondre à ce docte critique : Je suis pointilliste. Mieux vaut pointillisme qu'« approximationnisme ».

Je suis sympathisant du personnage. Je lui laisse la responsabilité de l'affirmation. À force d'enquêtes contradictoires et travaux de pure recherche, Henriot s'est révélé pour moi de plus en plus attachant. Attendons le prochain biographe.

Historiquement parlant, si j'ose dire, il n'avait pas cessé, depuis 1943 (après Stalingrad), d'expliquer le choix de sa position pour échapper au capitalisme inhumain et au bolchevisme barbare, c'est-à-dire au mondialisme et au communisme. Je n'ai pas cessé de citer ses phrases percutantes.

Devait-il amorcer un virage sur l'aile en prenant contact avec la Résistance, comme le firent des proches du Maréchal ? Ce n'était pas son genre, je l'ai, je crois, vraiment montré.

François-René Nans

P.S. Philippe Henriot n'a jamais parlé à Radio-Paris, mais comme orateur national sur la radio d'État de Vichy.